

LA
DÉPOPULATION DE LA FRANCE

THÈSE

PRÉSENTÉE

A LA FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON

Et soutenue publiquement le mercredi 29 juillet 1903

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN MÉDECINE

PAR

Pax SALVAT

Né à Saint-Claude (Jura) le 23 octobre 1870

Pharmacien de 1^{re} Classe

Ex-Préparateur de Matière médicale et de Pathologie générale
à la Faculté de Médecine de Lyon.



A. STORCK & C^{ie}, IMPRIMEURS-ÉDITEURS

8, Rue de la Méditerranée, 8

—
1903

LA
DÉPOPULATION DE LA FRANCE

THÈSE

PRÉSENTÉE

A LA FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON

Et soutenue publiquement le mercredi 29 juillet 1903

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN MÉDECINE

PAR

Pax SALVAT

Né à Saint-Claude (Jura) le 23 octobre 1870

Pharmacien de 1^{re} Classe

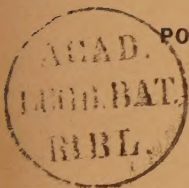
Ex-Préparateur de Matière médicale et de Pathologie générale
à la Faculté de Médecine de Lyon.



A. STORCK & C^{ie}, IMPRIMEURS-ÉDITEURS

8, Rue de la Méditerranée, 8

—
1903



PERSONNEL DE LA FACULTÉ

MM. LORTET DOYEN.
LACASSAGNE ASSESSEUR

Professeurs honoraires

MM. PAULET, CHAUVEAU.

	Professeurs	MM.
Cliniques médicales		LÉPINE. BONDET. BARD. PONCET.
Cliniques chirurgicales		JABOULAY. FOCHIER.
Clinique obstétricale et Accouchements		GAYET.
Clinique ophthalmologique		GAILLETON.
Cliniques des maladies cutanées et syphilitiques		PIERRET.
Clinique des maladies mentales		WEILL.
Clinique des maladies des enfants		MONOYER.
Physique médicale		HUGOUNENQ.
Chimie médicale et pharmaceutique		CAZENEUVE.
Chimie organique et Toxicologie		X.
Matière médicale et Botanique		LORTET.
Parasitologie		TESTUT.
Anatomie		RENAUT.
Anatomie générale et Histologie		MORAT.
Physiologie		TEISSIER.
Pathologie interne		AUGAGNEUR.
Pathologie externe		MAYET.
Pathologie et Thérapeutique générales		TRAPIER.
Anatomie pathologique		POLLOSSON (Maurice).
Médecine opératoire		ARLOING.
Médecine expérimentale et comparée		LACASSAGNE.
Médecine légale		COURMONT (J.).
Hygiène		SOULIER.
Thérapeutique		FLORENCE.
Pharmacologie		

Professeur adjoint

Physiologie, cours complémentaire DOYON.

Chargés de cours complémentaires

Clinique des maladies des femmes	MM. POLLOSSON (A.), agrégé.
Maladies des voies urinaires	CHANDELUX, —
Maladies des oreilles, du nez et du larynx	LANNOIS, —
Propédeutique médicale	ROQUE, —
Propédeutique chirurgicale	ROLLET, —
Propédeutique de gynécologie	CONDAMIN, —
Anatomie pathologique	DEVIC, —
Accouchements	FABRE, —
Botanique	BEAUVISAGE, —

Agrégés

MM.	MM.	MM.	MM.
ROUX	SIRAUD	BÉRARD	VILLARD
COLLET	DURAND	SAMBUC	TIXIER
BOYER	PIC	BORDIER	FABRE
BARRAL	PAVIOT	COURMONT (P.)	REGAUD
MOREAU	NOVÉ-JOSSERAND	CHATIN	CAUSSE, ch...
VALLAS			

M. BEAUDUN, Secrétaire.

EXAMINATEURS DE LA THÈSE

MM. AUGAGNEUR, président ; VALLAS, assesseur ;
MM. SIRAUD et NOVÉ-JOSSERAND, agrégés.

La Faculté de Médecine de Lyon déclare que les opinions émises dans les Dissertations qui lui sont présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elle n'entend leur donner ni approbation ni improbation.

*A LA MÉMOIRE VÉNÉRÉE
DE MON PÈRE ET DE MA MÈRE*

Témoignage de profonde reconnaissance.

A MA FAMILLE

A MON PRÉSIDENT DE THÈSE

M. le Professeur V. AUGAGNEUR

Chirurgien des Hôpitaux
Maire de Lyon

Hommage au Maître et au Citoyen.

AVANT-PROPOS

Arrivé au terme de nos études, nous voulons remercier tous nos Maîtres de la Faculté de Médecine et de Pharmacie; mais plusieurs ont droit à notre gratitude particulière.

M. le professeur Augagneur a bien voulu accepter la présidence de notre thèse; nous sommes d'autant plus touché de cette marque de sympathie, que nous n'osions espérer le distraire des nombreuses occupations dans lesquelles il exerce avec le même talent son infatigable et prodigieuse activité.

En lui, nous n'avons pas seulement appris à aimer le Maître, mais encore à estimer l'homme et le citoyen. Il nous a prouvé qu'il y a quelque chose en dehors du strict exercice de la profession médicale, et que le médecin peut et doit consacrer son activité au traitement des maladies du corps social, tout comme à la guérison des affections de l'organisme humain.

Nous sommes fier d'être doublement son élève, et le prions d'agréer l'hommage de ce modeste travail.

Nous avons eu l'honneur de passer quatre années, en qualité de préparateur de Pathologie générale, dans

le laboratoire de M. le professeur Mayet. Nous n'oublierons jamais son extrême bienveillance à notre égard ; c'est en partie grâce à son appui que nous avons pu entreprendre nos études médicales : qu'il reçoive l'hommage de notre respectueux dévouement et l'expression de nos sincères remerciements.

De nos études pharmaceutiques, nous avons conservé l'agréable souvenir de nos fonctions de Préparateur de matière médicale et de botanique, auprès de M. le professeur Florence ; nous l'assurons de notre entière gratitude.

PRÉFACE

De tout temps, législateurs, moralistes, philosophes, économistes, hygiénistes, se sont intéressés au problème passionnant de la population et ont exercé leur sagacité à la recherche de ses facteurs. Depuis quelque quinze ans, surtout depuis le cri d'alarme poussé par les économistes orthodoxes sur la prétendue dépopulation de la France, toute une abondante floraison de publications a surgi qui rempliraient à elles seules une vaste bibliothèque.

Tout paraît avoir été dit et répété sur cette question si complexe et si controversée ; nos devanciers ont, semble-t-il, épuisé le sujet et grande doit paraître notre audace de prétendre pouvoir apporter, à notre tour, notre pierre à l'édifice. Quoi qu'il en soit, nous avons cru faire œuvre utile en condensant dans ces quelques pages, trop courtes à notre gré, les remarques, les critiques et les opinions que nous avons pu nous faire des lois de la population à l'étude desquelles nous avons consacré de longs mois.

D'aucuns pourront peut-être nous objecter, avec un semblant de raison, que, dans le cours de notre

travail, emporté par l'ardeur et la sincérité de nos idées, nous avons paru bien souvent avoir oublié soutenir une thèse d'hygiène sociale. Cet oubli n'est qu'apparent. Mettant de côté tout parti pris, qu'on veuille bien nous faire un fort crédit de patience, prêter à chacun de nos chapitres une bienveillante attention, et nous sommes convaincu qu'après avoir, dans de telles dispositions d'esprit, entièrement parcouru notre œuvre, on reconnaîtra que l'auteur n'a jamais perdu de vue le noble rôle social que ses études médicales l'appelaient à remplir. Nous ne pouvions, sans décapiter notre étude, nous confiner dans la recherche et la discussion des facteurs relevant de l'hygiène pure ; cet exclusivisme étroit est incompatible avec l'étude approfondie des phénomènes sociaux. Pour que ces problèmes puissent recevoir une solution, il est indispensable d'en envisager *à la fois tous les facteurs*, de les coordonner, de saisir l'importance considérable de leurs rapports entre eux ; de là, l'absolue nécessité de nos incursions fréquentes dans les autres branches de la science, la biologie, la sociologie, l'économie politique, la philosophie...

En exerçant ainsi notre activité sur des sujets paraissant tout d'abord si fort étrangers à l'art médical, nous avons obéi à la parole de Maîtres estimés. Ces quelques lignes de M. Paul Strauss, sénateur, suffiraient à nous justifier : « La misère, l'alcoolisme, le surmenage, affaiblissent la résistance, préparent le terrain (à la maladie) ; les conditions de vie, de logement, de travail, créent des prédispositions,

déterminent une réceptivité, elle aussi évitable. C'est dire qu'à proprement parler et sans mégalomanie, la compétence de l'hygiéniste s'étend au delà de son domaine propre, et qu'il a son mot à dire, un avis à formuler, sur les données économiques qui paraissent le plus éloignées de l'objet habituel de ses études (1). »

Nous ajouterons que nul plus que le médecin n'a le droit et le devoir de s'occuper du devenir de l'humanité.

« On peut espérer, disait M. le professeur Augagneur, maire de Lyon (2), en constituant une société meilleure, plus forte, plus douce, faire disparaître presque entièrement les souffrances qui résultent de l'inégalité et de l'injustice sociales. Mais il restera toujours un lot de souffrances et de douleurs, résultant du conflit de l'organisme humain avec les forces naturelles ou les autres êtres; si bien que, si le rôle du sociologue peut un jour être terminé, n'avoir plus qu'une importance historique, le rôle du médecin sera éternel, parce que souffrir de la maladie est une des fatalités de la nature humaine. »

En présentant ce travail, nous n'avons certes pas la prétention de résoudre le problème de la dépopulation. Nous avons voulu seulement dire sous quel angle nous voyons la question, rechercher tous les facteurs positifs ou négatifs et étudier leur mode d'action.

(1) PAUL STRAUSS : *la Croisade sanitaire*, 1902, p. 8.

(2) Discours prononcé lors du 25^e anniversaire de la Faculté de médecine de Lyon (1902).

Certains nous reprocheront de ne fournir aucune solution immédiatement applicable à notre société actuelle; tant vaudrait reprocher à l'enfant de ne pas courir seul dès sa naissance. D'autres souriront de la solution espérée en s'écriant: Utopie! Nous leur répondrons avec Anatole France que « c'est l'utopie qui fait progresser les sociétés » et que « s'il n'y avait jamais eu d'utopistes nous en serions encore à la période des cavernes. » L'utopie d'aujourd'hui, devient la réalité de demain. D'autres enfin pourront se sentir blessés dans leurs convictions ou dans leur foi; nous le regretterons mais continuerons la route librement choisie, voulant être de ceux qui, « faisant peu de cas des profits mesquins, courent avec désintéressement à la conquête des ères prochaines où la Justice, la Liberté, l'Égalité et la Fraternité passant des mots dans les choses, se substitueront à la cruauté des mêlées sociales. »

HISTORIQUE

Les doctrines sur les lois de la population sont tardives, et le problème semble ne s'être posé avec quelque netteté au point de vue économique qu'à partir du XVIII^e siècle. Les vues antérieures sont plutôt instinctives et se limitent à des préceptes formulés par les religions, les moralistes, les législateurs.

« Croissez et multipliez », dit la loi hébraïque (1). Les peuples anciens considéraient favorablement l'augmentation de population. Il y avait deux raisons à cela : tout nouvel enfant était un travailleur de plus et chaque mâle devenu adulte constituait un défenseur de la collectivité dans les conflits fréquents avec les voisins.

Ce sont les Grecs qui, avec Platon et Aristote parlèrent les premiers de la limitation : « Les États ont aussi une certaine mesure de grandeur, comme toutes autres choses : animaux, plantes, instruments. Trop petite ou trop grande, chacune de ces choses perdra ses propriétés... La limite la plus convenable à la

(1) *Genèse*, chap. IX, verset I.

population d'une cité, c'est qu'elle renferme le plus grand nombre possible d'habitants pour suffire aux besoins de la vie, mais sans que la surveillance cesse d'être facile » (1). Ils n'ont en vue que la seule préoccupation de maintenir l'ordre dans la République et proposent les moyens les plus barbares pour limiter la population : exposition des enfants chetifs, fixation de l'âge des mariages, défense d'engendrer à partir d'un certain âge et comme conséquence, avortements provoqués (2).

Au sortir des guerres civiles où la République romaine avait péri, deux faits, l'un et l'autre gros de conséquences désastreuses, fixèrent l'attention d'Auguste : l'abandon de plus en plus marqué du mariage et la décroissance progressive de la population. Par une de ces contradictions qui ne sont pas rares chez les despotes, l'homme qui avait su profiter de l'abaissement moral de Rome pour lui confisquer ses libertés se crut appelé à la régénérer en poussant les citoyens au mariage et à la procréation légitime.

Les idées qui inspirent Auguste n'étaient pas nouvelles. La stérilité était depuis longtemps considérée comme un déshonneur ; Servius Tullius avait frappé les veuves d'un impôt spécial.

Les lois caducaires d'Auguste, — loi *Julia de maritandis ordinibus* : loi Papia Poppæa (757 et 762) ont pour principe de punir le *célibat* et la *stérilité* complète ou partielle, de l'*incapacité* absolue ou par-

(1) ARISTOTE : *la Politique*, liv. IV, chap. IV.

(2) PLATON : *la République*, liv. V ; *les Lois*, liv. IV. — ARISTOTE : *la Politique*, liv. IX, chap. XIV.

tielle de recueillir les libéralités testamentaires et réciproquement, de récompenser la paternité par l'attribution privilégiée des mêmes dispositions ainsi atteintes. En outre, les lois caducaires décidaient qu'entre plusieurs candidats à une même magistrature la priorité appartenait au *pater* plutôt qu'à l'*orbis* (marié sans enfant).

Par exception, échappaient aux déchéances les hommes au-dessous de vingt-cinq ans et au-dessus de soixante ; les filles au-dessous de vingt ans et au-dessus de cinquante ; enfin les veuves pendant les deux premières années de veuvage.

Luther condamne le célibat volontaire. Saint Thomas tout en exaltant la chasteté ne la trouve possible que pour les esprits supérieurs, « la multiplication de l'espèce est un devoir de la multitude, mais non un devoir individuel » (1). Loyola n'aurait pu mieux dire. En France, surtout avec Louis XI, la surpopulation devient la grande préoccupation des dirigeants. Henri IV dit que « la force et la richesse des rois consistent en l'opulence et le nombre de leurs sujets » (2). Colbert, Vauban préconisent et Louis XIV édite des exemptions d'impôts aux familles prolifiques du peuple et des pensions à celles de la noblesse. Quesnay dans ses *Maximes* écrit : « Qu'on soit plus attentif à l'augmentation de la population qu'à l'accroissement des revenus. »

En Allemagne, Frédéric II exempte d'impôts les familles de sept enfants.

(1) *Summa*, I. IV, ch. IX.

(2) Édit du 8 avril 1599.

Sous la Révolution, mêmes préoccupations de surpeuplement : impôts plus lourds sur les célibataires (décret 14 janvier 1791) ; impôts spéciaux ; décharge en faveur des pères de famille. Napoléon fait élever aux frais de l'État un des fils des familles de sept enfants (29 nivôse an VIII).

Jusque-là, toutes les lois et décrets n'avaient qu'un souci : le nombre était doublement nécessaire et comme force militaire et comme contribuables.

Cependant, dès 1790, un Italien, Ortès, entrevoit l'origine vraiment économique de la question de population ; pour lui, l'homme se multiplierait à l'infini si les moyens de subsistance n'étaient limités comme le sol qui les fournit (1).

Un peu plus tard son compatriote Ricci avance que « la facilité des subsistances est la seule distributrice des hommes sur la terre » (2). Pour Beccaria (3), Briganti, Filangieri la population augmente avec la quantité de travail qui représente une plus grande quantité d'aliments ; mais la population ne doit croître qu'en même temps que la quantité d'aliments produite. L'industrie s'exerçant pour combattre la « paresse de la terre » augmente la population en augmentant les aliments. F. Briganti (4) énonce que la population tend à rester dans des limites généralement peu variables et que les variations sont plutôt

(1) ORTÈS : *Riflessioni sulla popolazione delle nazioni per rapporto all'economia nazionale*, 1790.

(2) RICCI : *Riforma degli istituti pii della città di Modena*, chap. I.

(3) BECCARIA : *Elementi di Economia politica*, chap. II.

(4) FILIPPO BRIGANTI : *Esame economico del sistema civile*.

locales ; le peuple qu'il préfère est celui « qui se nourrit dans l'aisance plutôt que celui qui se multiplie dans l'indigence ». Un juste équilibre est donc nécessaire pour la prospérité des États.

Pour Mirabeau (le père), « la mesure de la subsistance est celle de la population. Les hommes multiplient comme des rats, s'ils ont les moyens de subsister ».

Condorcet, Godwin, le principal adversaire de Malthus, sont optimistes. L'humanité peut croître en nombre et en bonheur à moins que le régime économique ne s'y oppose. C'est la conception adoptée par les socialistes.

Puis vient le vénérable et consciencieux Malthus (1) qui après avoir beaucoup voyagé et observé, a publié ses lois si souvent mal comprises. Après avoir établi que « les moyens de subsistance ont une *tendance* à s'accroître suivant une progression arithmétique, tandis que la population *tend* à augmenter suivant une progression géométrique », il énonce : « L'observateur attentif de l'histoire est donc forcé de reconnaître que, dans tous les temps et dans tous les états où l'homme a vécu ou vit dès à présent :

« *a*) L'augmentation de la population est nécessairement limitée par les moyens de subsistance ;

« *b*) La population augmente invariablement lorsque les moyens de subsistance s'accroissent, à moins qu'il n'existe des obstacles évidents et forts ;

(1) MALTHUS : *Essai sur les principes de population*, (1797 et 1803).

« c) Ces obstacles qui maintiennent la population au niveau des moyens de subsistance sont la contrainte morale, le vice et la misère. »

Pour remédier à l'excès de population et abolir la pauvreté, Malthus propose le retard dans le mariage et la chasteté avant celui-ci : c'est le *moral restraint*.

La doctrine malthusienne, intégrale ou mitigée, eut un grand retentissement en Angleterre, en Allemagne, en Italie et en France ; Ricardo, J. Stuart Mill, Darwin lui-même l'admettent.

Ricardo dégage cette idée que la concurrence des ouvriers aboutit à réduire le taux des salaires d'autant plus que l'offre des bras est plus grande.

« L'obstacle qui empêche de bien comprendre le sujet ne provient pas de ces théories (malthusiennes), mais d'une idée confuse des causes qui, presque partout et toujours, font rester l'accroissement réel de la population tant en arrière de la capacité de multiplication », et plus loin : « On ne peut améliorer la condition des classes laborieuses qu'en changeant en leur faveur la proportion entre le capital et le nombre des travailleurs. Tout plan d'amélioration qui n'est pas basé sur cette vérité est illusoire, parce que le progrès ne durerait pas (1). »

J.-B. Say conseille « d'augmenter les épargnes plus que les enfants ».

La pauvreté, dit Adam Smith, semble favorable à la génération.

(1) J. STUART MILL : *les Principes de l'Économie politique*.

Marx accuse le capital de créer une surpopulation relative formant l'armée de réserve des chômeurs.

« Il faut, dit Sismondi, que le revenu croisse avec le capital, que la population ne dépasse pas le revenu qui doit la faire vivre », et plus loin : « et que la reproduction se proportionne également au capital qui la produit, et à la population qui la consomme (1). »

Pour Spencer, la fécondité des espèces varie en raison inverse du développement des individus. Dans l'espèce humaine, les classes inférieures sont plus prolifiques que les classes dites d'élite. Il invoque une sorte d'antagonisme physiologique qui existerait entre l'activité génératrice et l'activité cérébrale, et dénonce le féminisme comme facteur influant négativement sur la reproduction ; la femme devient de plus en plus en proie au surmenage mental et au surmenage physiologique.

Mais, avec Proudhon (1848), Bastiat (1850), Guillard (1855), Wolowski (1862), Le Play (1864) et Bertillon père, un revirement se produit. A la crainte de surpopulation, vient se substituer la crainte de la dépopulation de la France ; de nouvelles théories surgissent pour l'expliquer ; les remèdes les plus variés sont proposés pour la combattre : nous les étudierons dans les chapitres suivants.

Or, il est un fait constant en thérapeutique : dès qu'un grand nombre de médicaments sont proposés pour guérir une même maladie, aucun n'est vraiment spécifique et curateur ; le praticien ne peut faire que

(1) SISMONDI : *Nouveaux principes d'économie politique*, t. II, p. 237.

la médecine de symptômes. Parmi la pléiade de remèdes proposés pour enrayer la dépopulation de la France il en est un seul de curatif ; nous doutons qu'il soit utilisé de sitôt. En attendant l'édification de l'humanité nouvelle, nous réclamerons l'application des palliatifs qui nous paraîtront pouvoir contribuer efficacement à soulager quelques-unes des souffrances des classes prolétariennes en créant un peu plus de justice sociale.

PREMIÈRE PARTIE

§ I. — Population statique.

Nous allons étudier maintenant la *population statique*, c'est-à-dire le chiffre global des habitants à un moment donné. Nous nous occuperons ensuite de la *population dynamique*, ou *mouvements de la population*, dont les facteurs sont : *a)* la natalité ; *b)* la mortalité ; *c)* la nuptialité ; *d)* l'émigration ; *e)* l'immigration.

Nous ne donnerons que des chiffres fournis par les statistiques officielles ; c'est dire que nous pourrons en garantir l'authenticité. Aussi laisserons-nous de côté tous les chiffres plus ou moins exacts donnés sur la population de la France avant 1800. Ce n'est qu'à partir de 1801 que les recensements sont dignes de foi. Voici les variations de la population depuis le commencement du xix^e siècle :

Années	Habitants	
—	—	
1801	27.347.800	
1806	29.107.420	
1821	30.461.875	
1831	32.569.223	
1841	34.230.178	
1851	35.783.170	
1861	37.446.313	
1872	36.102.921	(1)
1881	37.672.048	
1886	38.218.903	
1891	38.342.948	
1896	38.517.975	
1901	38.961.945	

Ce tableau, — du reste peu intéressant pris isolément, — nous montre cependant avec quelle lenteur s'accroît la population française, particulièrement depuis le recensement de 1886. Il semble que le quarantième million soit un chiffre fatidique que nous ne pouvons arriver à atteindre. Mais, dès que l'on vient à comparer les variations de notre population avec celles des autres États européens, on fait cette constatation : tandis que chez les nations voisines la population s'est rapidement accrue, en France elle est restée presque stationnaire ou a augmenté dans de faibles proportions : c'est cette *très faible augmentation relative* de population que l'on envisage lorsqu'on parle de la *dépopulation* de la France.

(1) Chute due à la perte de l'Alsace-Lorraine.

Voici la population des principaux États de l'Europe (1) :

Années	Allemagne	Années	Angleterre
—	—	—	—
1871	41.060.695	1881	34.934.476
1875	42.727.360	1886	36.313.572
1880	45.234.061	1891	37.795.475
1885	46.855.704	1896	39.465.720
1890	49.428 470	1901	41 605.220
1895	52.279.907		
1900	56.345.614		

Années	Belgique	Années	Autriche-Hongrie
—	—	—	—
1874	5.336.634	1876	36.535.978
1881	5.585.846	1880	37.675.290
1886	5.909.975	1885	39.259.739
1891	6.136 444	1890	41.359 202
1895	6.410.783	1893	42.125.214
1900	6.744 522	1900	46 899.152

Années	Italie	Années	Russie d'Europe
—	—	—	—
1874	27.215.771	1874	69.295.492
1876	27.547.465	1880	75.525.894
1881	28.459.628	1885	81.725.185
1886	29.308.886	1890	87.126.018
1894	30.818 248	1894	91.248.465
1901	32.449.754		

Ces chiffres nous permettent de dresser le tableau suivant qui, exposant l'augmentation pour 100, de 1875 à 1900, éclaire beaucoup mieux la question :

(1) *Annuaire statistique de la France* et *Bulletin de l'Institut international de statistique*.

De 1875 à 1900, en vingt-cinq ans, l'augmentation de population a été :

France.	5 p. 100
Italie	15 —
Autriche-Hongrie.	22 —
Angleterre.	23 —
Belgique.	27 —
Allemagne.	29 —
Russie.	39 —

§ II. — Mouvements de la population.

Avant d'entrer dans l'étude de chacun d'eux, nous allons dresser le tableau des facteurs immédiats ou normaux de la population, de l'état de la natalité et de l'excédent des naissances sur les décès. Nous les étudierons ensuite séparément ainsi que les causes influant sur leurs variations.

Nous allons étudier ces facteurs par ordre d'importance croissante.

I. — Facteurs immédiats de la population.	$\left\{ \begin{array}{l} a) \text{ Natalité.} \\ b) \text{ Mortalité.} \\ c) \text{ Emigration.} \\ d) \text{ Immigration.} \end{array} \right.$
II. — Causes ou facteurs immédiats de l'état de la natalité.	$\left\{ \begin{array}{l} \alpha \text{ Nuptialité.} \\ \beta \text{ Natalité légitime.} \\ \quad \text{(Fécondité des mariages)} \\ \gamma \text{ Natalité naturelle.} \\ \varepsilon \text{ Morti-natalité.} \end{array} \right.$
III. — Causes de l'excédent des naissances sur les décès.	$\left\{ \begin{array}{l} 1^{\circ} \text{ Forte natalité.} \\ 2^{\circ} \text{ Faible mortalité.} \\ 3^{\circ} \text{ Les deux combinées.} \end{array} \right.$

CHAPITRE PREMIER

1^o Émigration.

Il est un fait constant : la France n'a jamais fourni d'émigration ; on compte seulement, établis dans nos colonies et à l'étranger, à peine 1.500.000 Français, ainsi répartis :

Algérie	350.000
Tunisie	16.000
Autres colonies	630.000
Europe	200.000
Amérique du Sud.	150.000
Autres parties du monde	300.000

Les 150.000 émigrants de l'Amérique du Sud ont été fournis de 1881 à 1900 par les départements des Hautes-Alpes, Basses-Alpes et le pays basque ; ils se sont presque tous fixés dans l'Argentine.

Nous ne compterons pas comme émigrés les 70.000 Français établis au Canada en 1760 et qui sont aujourd'hui au nombre de 2.500.000, tant dans le Dominion qu'au nord des États-Unis. Leur augmentation provient, ainsi que l'a prouvé l'abbé Tanguay,

de leur croissance intrinsèque : ils se sont multipliés trente-deux fois en se doublant tous les vingt-cinq ans, grâce aux conditions économiques.

L'émigration française ne dépasse pas annuellement 25.000 personnes ; ce chiffre est très largement compensé par l'immigration ; nous pouvons le négliger dans le calcul de la population.

2° Immigration.

La France donne l'hospitalité à une proportion relativement considérable d'étrangers dont le nombre s'est accru rapidement depuis 1851, pendant que les naturalisations augmentaient aussi :

Années.	Étrangers.	Naturalisations.
—	—	—
1851. . . .	379.280.	13.525
1861. . . .	506.381.	15.259
1872. . . .	740.668.	15.303
1881. . . .	1.001.099.	77.046
1891. . . .	1.101.798.	170.704
1896. . . .	1.027.491	"
1901. . . .	1.037.778	"

Le chiffre de 1891 donnant une augmentation de près de 100.000 naturalisations par rapport à l'année 1881, est influencé par la loi du 26 juin 1889, imposant la nationalité française à des individus qui auparavant *résidaient* en France souvent depuis plusieurs générations, sans être astreints au service militaire.

Nous ferons remarquer que, depuis 1881, le nombre des étrangers a très peu augmenté; il a une tendance à rester stationnaire et peut être considéré maintenant comme constant.

Ainsi, les entrées, par l'immigration et la naturalisation, compensent les sorties par l'émigration. Ce n'est donc pas là non plus un facteur important de population. Nous n'avons qu'à nous féliciter de l'assimilation des éléments étrangers, qui est très rapide et parfaite. Contrairement à M. Bertillon qui redoute l'envahissement pacifique, nous regrettons qu'il ne soit pas plus prononcé. Frédéric II a accueilli avec empressement les réfugiés français chassés par la révocation de l'Édit de Nantes; il en a peuplé le Brandebourg qui de pauvre et stérile jusqu'alors est devenu une des plus riches provinces de l'Allemagne; de même la prodigieuse fortune des États-Unis n'est-elle pas l'œuvre des émigrés d'Europe? Les principaux obstacles à la naturalisation étant dans les lenteurs et les formalités tracassières de l'*ad-mi-nis-tra-tion*, autant que dans les frais s'élevant à près de 500 francs, il serait facile d'y remédier en simplifiant les unes et réduisant les autres.

CHAPITRE II

Nuptialité.

Le mariage est, dans la société actuelle, le seul moyen légal de se créer une famille. Il dépend d'une loi naturelle, l'instinct de reproduction, et d'une loi sociale impliquant des obligations morales et des sanctions pénales à l'union légale de l'homme et de la femme.

Voici les variations de la nuptialité en France, pour une moyenne de 1.000 habitants :

De 1801 à 1810.	7,6
De 1810 à 1820.	7,9
De 1820 à 1830.	7,8
De 1830 à 1840.	8,0
De 1840 à 1850.	8,0
De 1850 à 1860.	7,9
De 1860 à 1870.	7,8
De 1870 à 1880.	8,0
De 1880 à 1890.	7,4
En 1891	7,5

Notre nuptialité n'offre pas de grandes variations ; elle a cependant un peu diminué depuis 1870. Peut-être faut-il y voir l'influence des divorces qui

deviennent de plus en plus nombreux depuis 1884, prouvant ainsi que la loi Naquet répondait bien à une nécessité sociale; en 1884 il y a eu 1.657 divorces; en 1885, 4.277; en 1888, 4.708; en 1893, 6.184; en 1896, 7.051 et 7.741 en 1901.

Le tableau suivant (1) montre que notre coefficient de nuptialité est légèrement inférieur à celui des grandes nations européennes, mais supérieur à celui des petits États.

Serbie.	12,5	Belgique.	7,4
Russie.	9,2	Suisse	7,2
Hongrie.	8,6	Hollande.	7,1
Prusse.	8,2	Danemark	6,8
Allemagne.	8,1	Norwège.	6,6
Angleterre.	7,8	Suède	5,8
Italie	7,6	Irlande.	4,9
France	7,5		

Si nous pensions que l'accroissement du nombre des mariages est indispensable à la prospérité d'une nation, nous aurions lieu d'être attristé, et notre peine augmenterait en considérant les chiffres donnés par M. Cauderlier (2) comme coefficients de mariabilité féminine pour notre pays :

1852.	0,875
1862.	0,921
1873.	0,894
1874.	0,863
1890.	0,822

(1) *Bulletin de l'Institut international de statistique*, t. XX, p. 26, chiffres pour 1891.

(2) CAUDERLIER : *les Lois de la population et leur application à la Belgique*, 1899, p. 139 à 144.

Ce qui revient à dire : en 1862, il se mariait dans l'année 921 femmes sur 1.000 de la génération féminine, tandis qu'en 1890 il s'en mariait seulement 822 ; ou, en d'autres termes, en 1890, près du cinquième des femmes devaient rester célibataires.

La France est, avec l'Angleterre, le pays où l'on se marie le moins ; voici les coefficients de mariabilité :

1890. Belgique.	0,914
— Prusse.	0,912
— Hollande.	0,879
— France.	0,822
— Angleterre.	0,785

Nous ne tirerons dès maintenant aucune conclusion de tous ces chiffres, nous réservant de le faire lorsque nous discuterons les causes de dépopulation.

CHAPITRE III

Natalité.

Les facteurs de la natalité sont : 1° la fécondité des mariages (naissances légitimes) et 2° la fécondité dite naturelle (naissances naturelles).

Nous allons d'abord nous occuper de la natalité totale. On trouvera dans le tableau récapitulatif pour la France, de 1881 à 1901 le nombre annuel des naissances (1); ces chiffres, pris isolément, n'ont qu'un intérêt statistique. Mais pour se rendre un compte exact des variations de la natalité en France par rapport aux naissances des autres nations européennes, il est plus commode et plus saisissant d'envisager les naissances rapportées au chiffre de 10.000 habitants. Nous empruntons le tableau suivant à M. le professeur Lacassagne (2).

	Angleterre seule	Royaume Uni	Allemagne	France	Autriche	Italie
De 1874 à 1878	359	343	401	258	399	370
De 1879 à 1883	340	326	375	248	384	368
De 1884 à 1888	325	312	369	239	382	381
De 1889 à 1893	308	298	363	225	371	369
De 1894 à 1898	298	291	361	223	373	349

(1) Voir page 31.

(2) LACASSAGNE: *Archives d'anthropologie criminelle*, 1900.

« En résumé, dit M. Lacassagne, si depuis 1874 il naît en France 35 enfants de moins par 10.000 habitants, il en naît 40 de moins en Allemagne, 52 de moins dans le Royaume Uni et 61 de moins en Angleterre seule. »

Un fait saisissant se dégage de cette étude : la natalité a diminué dans les cinq grandes nations européennes et dans de très sensibles proportions.

La plus frappée de toutes est l'Angleterre qui perd de ce fait près de 200.000 naissances. Sa population augmente cependant car elle a su économiser, grâce à des mesures d'hygiène sociale que nous étudierons, environ 200.000 décès par an.

Une constatation encore plus importante à faire pour nous, c'est que cette diminution de la natalité en Europe suit une marche beaucoup plus rapidement descendante en Angleterre, en Allemagne qu'en France. Certes leur population s'accroît encore, mais beaucoup moins rapidement qu'il y a trente ans.

Mais nous n'avons pas lieu de nous réjouir pour cela : nous occupons le dernier rang dans le tableau de la natalité, avec 23 naissances pour 1.000 habitants, alors que la moyenne européenne est 38,2.

Voilà donc le fait dans sa brutalité : l'émigration et la nuptialité sont mises hors de cause dans la dépopulation de la France ; dès maintenant, avant même d'avoir étudié la mortalité, nous pouvons affirmer que le facteur principal de la dépopulation est notre faible natalité ; comme l'a écrit humoristiquement Émile Bergerat, « l'enfant ne va plus ».

Nous avons vu au chapitre précédent que notre

coefficient de mariabilité diminuait sensiblement, c'est-à-dire que, sur 1.000 femmes, un plus grand nombre restaient célibataires. Ne serait-ce pas là une des causes de la rapide augmentation des naissances dites naturelles ? Nous constatons la coïncidence sans insister.

Naissances naturelles en France depuis 1800 (1):

1800 . . .	6 à 7 p. 100	1869 . . .	7,58 p. 100
1850 . . .	7,27 —	1876 . . .	6,96 —
1861 . . .	7,40 —	1900 . . .	9 —

En 1901, le chiffre s'est élevé à plus de 10 p. 100: 782.581 naissances légitimes et 74.693 naissances naturelles.

Proportion des enfants naturels en 1900 pour 100 enfants nés vivants :

Bavière	15,2	Hongrie	7,5
Autriche	14,51	Belgique	8,77
Saxe	14,01	Italie	7,21
Danemark	10,28	Angleterre	5,3
Suède	10,28	Suisse	4,5
Allemagne (moyenne)	9,15	Pays-Bas	3,18
France	9	Russie	2,9
Norwège	8,5	Grèce	1,2
Prusse	7,5		

Examinons maintenant la fécondité des mariages en France, c'est-à-dire le nombre d'enfants légitimes par mariage :

(1) Chiffres de M. TURQUAN : *Bulletin de la Société d'anthropologie de Lyon*, t. XXI, fasc. 1, 1902, p. 66.

De 1801 à 1815. . . .	3,9	De 1855 à 1860. . . .	3,0
1815 à 1830. . . .	3,7	1860 à 1865. . . .	3,1
1830 à 1835. . . .	3,5	1865 à 1870. . . .	3,2
1835 à 1840. . . .	3,2	1870 à 1875. . . .	2,8
1840 à 1845. . . .	3,2	1875 à 1880. . . .	3,1
1845 à 1850. . . .	3,2	1880 à 1885. . . .	3,0
1850 à 1855. . . .	3,1	1885 à 1888 (1) . .	2,9

La fécondité des mariages diminue donc régulièrement depuis un siècle. Une loi de démographie veut qu'il y ait au moins trois enfants par mariage pour qu'un peuple puisse seulement se maintenir; deux naissances remplacent en effet le père et la mère, le troisième enfant ayant toutes les probabilités possibles de mourir avant de procréer à son tour. Or, depuis 1885, nous n'atteignons pas le chiffre minimum de trois enfants par mariage. Avec notre coefficient de natalité très faible et notre fécondité par mariage inférieure à trois, nous avons déjà deux facteurs de la dépopulation de la France ou plutôt du faible accroissement relatif de notre population.

Le tableau suivant donne sous une forme saisissante les variations annuelles des naissances légitimes pour 1.000 femmes mariées, dans les principaux États d'Europe :

Prusse	206	Belgique	184
Écosse	205	Italie.	184
Allemagne	202	Suisse	176
Angleterre	190	France	115
Norwège	186		

(1) GONNARD : *la Dépopulation en France*, p. 36.

Enfin, nous tenons à reproduire le tableau ci-dessous, dressé par M. Bertillon (1) et classant, pour l'année 1896, les familles françaises suivant le nombre des enfants ; il nous sera utile ultérieurement pour la discussion des causes de dépopulation et l'application d'une série de remèdes proposés :

0 enfant.	1.808.839
1 —	2.638 752
2 enfants	2.379.259
3 —	1.593.387
4 —	984.162
5 —	584.582
6 —	331.640
7 — et plus	289.771
Nombre inconnu	234.855

(1) BERTILLON : *Journal de la Société statistique de Paris*.

CHAPITRE IV

Mortalité.

Nous étudierons seulement, pour le moment, la mortalité générale en France et en Europe ; plus tard, lorsque nous discuterons les causes de la mortalité, nous la décomposerons en ses différents éléments : mortalité infantile ; mortalité par tuberculose, syphilis, variole, alcoolisme ; mortalité militaire ; accidents du travail, etc.

Voici le tableau de la mortalité, pour 1.000 habitants :

	1841-43	1850-52	1860-63	1874-76	1881-84	1888-90
	—	—	—	—	—	—
1 Hongrie . . .	32,6	33,0	33,1	36,7	35,5	31,4
2 Autriche. . .	29,6	30,5	27,8	29,3	29,4	28,6
3 Italie	»	»	»	25,0	22,4	20,3
4 Allemagne. .	28,2	27,8	26,3	28,2	27,0	25,3
5 France . . .	24,2	23,0	23,3	23,6	23,4	22,9
6 Hollande . .	27,4	24,4	26,5	25,9	23,5	22,1
7 Belgique . .	24,8	22,9	23,1	23,7	22,4	21,8
8 Suisse. . . .	»	»	»	25,0	22,4	20,3
9 Danemark. .	21,1	20,3	22,8	19,9	20,0	18,7

	1841-43	1850-52	1860-63	1874-76	1881-84	1888-90
10 Angleterre. .	21,5	21,7	21,8	22,0	19,7	18,6
11 Norwège . .	18,9	18,5	18,2	17,9	16,5	16,6
12 Suède	21,6	21,3	22,9	17,9	18,4	16,3

Contrairement à l'opinion généralement admise, il est, hélas ! trop évident que la France n'occupe pas un rang honorable dans ce tableau de la mortalité européenne. Son chiffre 22,9 est supérieur de 4,3 à celui de l'Angleterre 18,6 ; ce qui revient à dire qu'il meurt par an 4,3 personnes de moins qu'en France, par 1.000 habitants ; en d'autres termes, *si, au lieu de 22,9, nous possédions le chiffre de l'Angleterre, 18,6, nous aurions en France chaque année plus de 150.000 décès de moins !!*

L'Angleterre, avec une natalité relativement faible, augmente sa population, tandis que la nôtre est presque stationnaire ; c'est que devant l'impossibilité d'élever actuellement sa natalité, elle a concentré tous ses efforts à abaisser la mortalité : pourquoi ne pas tenter chez nous ce qui lui a si bien réussi ? Ces chiffres prouvent sans contestation possible que des mesures d'hygiène appropriées, — et surtout appliquées sérieusement, — peuvent jouer un rôle important dans le problème de la population.

Nous paraissions ainsi affirmer un axiome et trop insister sur ce sujet : or, c'était absolument nécessaire. On verra, en effet, plus loin, lorsque nous parlerons des moyens proposés pour combattre la dépopulation, que certains démographes, M. Bertillon entre autres, sont allés jusqu'à nier l'influence des mesures d'hygiène.

*
* *

Nous avons terminé l'exposé des facteurs immédiats de la population, pour la France et divers États européens ; nous allons entrer réellement désormais dans l'étude du problème de la dépopulation.

Dès maintenant, plusieurs points importants restent acquis, affirmés par les chiffres :

a) L'*émigration* est plus que compensée par l'*immigration*,

b) La *nuptialité* : 1° a légèrement diminué depuis 1800 ; — 2° son coefficient est inférieur à celui des grandes puissances européennes ; — 3° le coefficient *mariabilité* a aussi diminué et est inférieur à celui de la Belgique, de la Prusse et de la Hollande.

c) 1° La *natalité* a baissé pour la France et l'Europe depuis le commencement du xix^e siècle ; — 2° notre coefficient est *très inférieur* à celui de toutes les nations européennes ; — 3° la fécondité des mariages est allée en diminuant depuis la même époque.

d) 1° La *mortalité* a diminué progressivement pour la France et l'Europe ; — 2° notre coefficient (22,9) est *supérieur* à la moyenne européenne (20,2 en 1888-1890).

e) 1° La France ne se *dépeuple* pas ; — 2° la population va en augmentant ; — 3° cette augmentation est très faible par rapport à celle des grands États européens.

Mouvements de la population en France depuis 1681

Années	Mariages	Divorces	Naissances	Décès	Excédent	
					des naissances	des décès
1881	282.079	»	937.057	828.828	108.229	»
1882	281.060	»	935.566	838.539	97.027	»
1883	284.519	»	937.944	841.141	96.803	»
1884	289.555	1.657	937.758	858.784	78.974	»
1885	283.170	4.277	924.558	836.897	87.661	»
1886	283.208	2.950	912.838	860.222	52.616	»
1887	277.060	3.636	899.333	842.797	56.536	»
1888	276.848	4.708	882.639	837.867	44.772	»
1889	272.934	4.786	880.579	794.933	85.646	»
1890	269.332	5.457	838.059	876.505	»	38.446
1891	285.458	5.752	866.377	876.882	»	10.505
1892	290.319	5.772	855.847	875.888	»	20.041
1893	287.294	6.184	874.672	867.526	7.146	»
1894	286.662	6.419	855.388	815.620	39.768	»
1895	282.918	6.743	834.173	851.986	»	17.813
1896	290.171	7.051	865.586	771.886	93.700	»
1897	291.462	7.460	859.107	751.019	108.088	»
1898	297.179	7.238	843.933	810.073	33.860	»
1899	295.752	7.179	847.627	816.233	31.394	»
1900	299.084	7.157	827.297	853.285	»	25.988
1901	303.469	7.741	857.274	784.876	72.398	»

DEUXIÈME PARTIE

Nous ne nous arrêterons pas à rechercher les causes, toutes d'ordre économique, d'*émigration* et d'*immigration*. Leur influence sur la population française est, nous l'avons vu, de minime importance. Il est utile cependant de favoriser l'immigration par tous les moyens ; l'apport d'étrangers à coefficient de natalité supérieur au nôtre serait d'une réelle efficacité ; leur assimilation est rapide et parfaite. L'application des mesures suivantes arriverait certainement à augmenter le chiffre des naturalisations qui tend à rester stationnaire : *a*) simplification des formalités ; *b*) réduction des frais au minimum ; *c*) exemption du service militaire pour les naturalisés mâles : ils ne seront pas soldats, soit, mais leurs fils le seront.

La *nuptialité*, elle, est un facteur plus actif de population par son influence sur la natalité ; son étude est inséparable de celle de cette dernière, que nous allons entreprendre sans plus tarder.

CHAPITRE V

Variations de la natalité.

Ses causes de décroissance. — Moyens de la relever.

Nous avons vu, dans notre chapitre III, quels étaient les facteurs importants de dépopulation portant sur les naissances : 1° diminution progressive de la natalité ; 2° diminution du nombre des mariages ; 3° diminution de leur fécondité. Nous nous proposons maintenant de rechercher les causes qui ont pu produire de tels effets.

Les opinions les plus diverses ont été formulées sur la dépopulation de la France ; les remèdes les plus variés ont été proposés : cela prouve la complexité du problème.

Nous commencerons par l'étude de la stérilité ; une division s'impose : 1° *stérilité pathologique* ; 2° *stérilité volontaire* ou *restriction volontaire*.

Il est incontestable que la stérilité pathologique a augmenté, ou mieux, que la puissance génératrice a diminué, grâce au nombre de jour en jour plus grand de femmes ouvrières ; elle peut être absolue, com-

plète, ou encore ne survenir qu'après un ou deux accouchements. Nous pensons que c'est surtout après le premier enfant qu'elle frappe particulièrement les femmes ouvrières.

Rappelons que, d'après Bertillon, la France possédait en 1886 : 1.800.000 familles sans enfant ; 2.600.000 avec un enfant et 2.300.000 avec deux enfants (p. 27). On attribue généralement la cause principale de la non-fécondité et de la fécondité réduite des familles à l'abstention volontaire ; nous allons voir qu'un grand nombre de cas doivent être rattachés à la stérilité acquise.

« En ce qui concerne le sexe, dit le Dr Poincaré (1), la femme ne doit pas être soumise au même régime industriel que l'homme, car elle offre beaucoup moins de résistance que lui et donne plus facilement prise à tous les germes morbides. Il faut surtout songer qu'avec elle la propagation de l'espèce et la valeur des générations futures se trouvent plus particulièrement compromises, et que, par conséquent, ce n'est pas seulement l'intérêt individuel qui est mis en jeu, mais encore l'intérêt national. En effet, l'intoxication industrielle détermine spécialement l'avortement, les accouchements prématurés, ainsi que la fréquence des mort-nés, et devient ainsi une des grandes causes de la dépopulation. En tout cas, les survivants viennent apporter en eux, à une plus haute puissance, la détérioration paternelle, contribuant ainsi pour une large part à la déchéance

(1) *Traité d'hygiène industrielle.*

de l'espèce humaine et à l'affaiblissement de la force nationale. »

« Dans les villes, disait le M.^r le professeur Lacassagne, il y a une industrie nouvelle, inconnue il n'y a pas longtemps, celle des grands magasins. Elle occupe un nombre considérable de jeunes filles, pour qui la fécondation entraîne la perte de leur place. Elle empêche même cette fécondation possible en créant une série de troubles fonctionnels du côté de l'appareil génital : déplacements de l'utérus, leucorrhée, acidité du liquide vaginal, etc. La santé des mères doit être protégée. C'est non seulement comme facteur de dépopulation que cette question se pose, mais aussi comme une question d'humanité (1). »

Le professeur Pinard a démontré l'influence du repos des femmes enceintes pendant les dernières semaines de la grossesse. « Si les enfants sont plus volumineux chez les reposées que chez les surmenées, c'est tout simplement parce que leur vie intra-utérine n'a point été troublée, leur incubation a été parfaite. Ils sont sortis parce qu'ils étaient mûrs pour la vie extra-utérine. Chez les autres, expulsés prématurément, le surmenage est le coup de vent qui fait tomber les fruits verts. La femme, pendant la gestation, ne doit pas être surmenée (2). »

Mais si le repos est indispensable à la femme enceinte pour amener le fœtus à son état de dévelop-

(1) LACASSAGNE : *Archives d'anthropologie criminelle*, 1900.

(2) PINARD : *Bull. de la Soc. de méd. publ. et d'hyg. profess.*, p. 330, t. XVIII, 1895.

pement complet, il n'est pas moins nécessaire à la mère pendant les trois ou quatre semaines qui suivent l'accouchement. Elle a un besoin absolu d'un mois de repos, même dans le cas de suites de couches normales, qui nécessitent des soins hygiéniques et antiseptiques de tous les instants ; c'est à ce prix seulement qu'elle évitera l'infection de ses organes génitaux surmenés : métrites, salpingites, source de stérilité ultérieure (D^r Napias).

La Suisse depuis 1877, l'Allemagne depuis 1878 possèdent des lois sur la protection des femmes enceintes pendant le dernier mois de leur grossesse et le mois qui suit l'accouchement.

A la suite du vœu de la conférence de Berlin en 1890 sur ce sujet, tous les États européens, *sauf la France*, légiférèrent de même, ainsi que l'indique le tableau suivant :

Interdiction du travail.		
Suisse. . . .	loi du 23 mars 1877	2 semaines avant et 6 semaines après l'accouchement.
Allemagne. .	loi du 17 juillet 1878	3 semaines après.
	loi du 1 ^{er} juin 1891	6 semaines après ou 4 avec certificat médical.
Hongrie. . .	loi du 21 mai 1884	4 semaines après.
Autriche . .	loi du 8 mars 1885	4 semaines après, 6 dans les mines.
Hollande . .	loi du 5 mai 1889	4 semaines après.
Belgique . .	loi du 13 décembre 1889	4 semaines après.
Danemark. .	1889	1 semaine avant, 4 après.
Norwège . .	1892	6 semaines après ou 4 avec certificat médical.

En outre, en Allemagne, la loi sur l'assurance contre la maladie accorde l'indemnité pendant les quatre ou six semaines de repos. En Autriche, de

même, l'indemnité est égale à 60 p. 100 du salaire, avec gratuité des soins médicaux ; en Hongrie, 50 p. 100 du salaire et soins médicaux gratuits. Les résultats de ces lois ne tardent pas à se faire sentir : le bureau du travail suisse constate que la mortalité des enfants qui, avant la loi, était, y compris les mort-nés, de 20 à 30 p. 100, s'était depuis son application, abaissée à 5 p. 100 ! De même à Vienne, le Dr Schuber constate que depuis la législation, les suites de couches sont beaucoup moins fréquentes et moins graves chez les femmes accouchées.

En France, en 1888, un projet de loi fut déposé par M. de Mun et complété par Brousse, en 1891, au sujet de l'indemnité ; discuté à trois reprises à la Chambre, il fut repoussé !!! Depuis le 14 novembre 1899, M. Paul Strauss a repris la question au Sénat ; il réclame l'interdiction du travail des femmes deux semaines avant et quatre semaines après l'accouchement, avec bénéfice de l'assistance médicale gratuite et secours nécessaires à domicile ou dans un établissement hospitalier : malgré toute la bonne volonté de l'auteur, le projet sommeille dans les cartons du Sénat ; pendant ce temps des milliers d'enfants naissent chétifs et leurs mères deviennent stériles par la reprise prématurée du travail à l'usine ou à l'atelier.

Et que l'on n'aille pas croire cette loi applicable seulement à un nombre restreint de femmes ; 3.914.711 étaient employées en 1890 à toutes sortes de travaux (manufactures, industries mécaniques, commerce, transports, mines, pêcheries, professions

libérales, domestiques) (1), et ce nombre est certainement plus considérable aujourd'hui.

Enfin, outre le grand nombre de complications menaçant particulièrement la femme ouvrière gravide, varices des membres inférieurs, œdème, thromboses, phlébites, ruptures veineuses, troubles digestifs, albuminurie, dyspnée, hypertrophie ou dilatation cardiaques, etc., beaucoup de professions amènent sinon la stérilité, du moins l'avortement ou la mortalité infantile.

Les ouvrières des manufactures de tabac sont sujettes aux avortements ; les enfants sont atteints de débilité congénitale ; leur mortalité est, pendant la première année, le double de la mortalité ordinaire, surtout s'ils sont nourris au sein par leur mère, dont le lait est toxique (2). Il y avait en 1899, dans les manufactures françaises, 15.676 ouvrières aux tabacs et 1.431 aux allumettes.

Le Dr Constantin Paul, cité par le P^r Proust (*Traité d'hygiène*), a signalé de nombreux avortements chez les ouvrières maniant des composés plombiques : sur 70 grossesses survenues chez des saturnines, il y eut 54 avortements, 7 mort-nés ; les enfants vivants étaient débiles. Il signale le fait que l'influence du père n'est pas moins grande que celle de la mère : sur 141 grossesses par pères saturnins : 82 avortements, 4 nés avant terme, 5 mort-nés ; au bout de trois

(1) *Bulletin de l'Office du Travail*, novembre 1893, p. 667.

(2) *Revue d'hygiène*, 1880 ; Dr DELAUNAY, p. 217 ; Dr G. DECAISNE, p. 128 ; GOYARD, p. 223 ; Dr QUINQUAND, p. 900 ; Dr JACQUEMART, p. 36 ; Dr ÉTIENNE : *Annales d'hygiène*, 1897, p. 256.

ans, 14 vivaient encore, dont 4 avaient dépassé l'âge de trois ans, époque à laquelle ils peuvent être regardés comme ayant échappé à cette cause de mort.

Le professeur Proust, M. Lizé, incriminent l'intoxication mercurielle du père ou de la mère, comme cause d'avortements, d'accouchements prématurés ou de mort-nés.

L'intoxication carbonique frappe d'anémie et expose à l'avortement les cuisinières, repasseuses, étameuses, teinturières.

Nous n'en finirions pas si nous voulions énumérer toutes les professions féminines influant défavorablement sur les organes génitaux et le produit de la conception.

Enfin, la prostitution, les maladies vénériennes, (syphilis, blennorrhagie), les maladies utérines (métrites, etc.) sont de puissants facteurs de stérilité. Il suffit d'avoir suivi un service de gynécologie pour savoir combien ces dernières sont nombreuses.

Une cause de déchéance dans les fonctions de reproduction réside aussi dans le travail prématuré des jeunes filles et des jeunes garçons. Le nombre de ces malheureux enfants forcés au travail dès l'âge de treize ans, au moment même où le surmenage devrait leur être évité avec soin, est vraiment considérable ! En 1896 sur les quatre millions de femmes employées, les inspecteurs du travail en visitèrent 589.053 ; dans ce nombre, il y avait 78.801 filles de 13 à 16 ans ; 63.003 de 16 à 18 ans et 98.546 de 18 à

21 ans. En même temps furent inspectés : 80.392 garçons de 13 à 16 ans et 62.164 de 16 à 18 ans. Ces chiffres ne sont que trop éloquents et se passent de commentaires. Il est douloureux de constater que tous ces jeunes organismes en formation sont jetés dans la lutte pour l'existence, au détriment de leur développement physique, alors que tant d'adultes pleins de vigueur ne trouvent pas à employer leurs bras !

Notre ami le Dr Sachnine (1) a mis en évidence l'influence défavorable du travail prématuré sur le développement physique des ouvriers : « A côté de la faiblesse générale, se développent les diverses difformités du thorax et de la colonne vertébrale. Le nombre d'exemptions du service militaire par défaut de développement corporel est de 14, 3 à 18,9 p. 100 dans les arrondissements avec un faible développement de l'industrie et de 19,7 à 23,3 dans les arrondissements riches en fabriques et usines. »

Quels peuvent être les produits de ces êtres incomplètement développés, en admettant qu'ils puissent se reproduire !

Le Dr Letourneur (2) a démontré par des chiffres l'influence de la profession de la mère sur le poids de l'enfant, et aussi celle plus considérable encore du repos avant l'accouchement. Il donne les chiffres suivants :

(1) Dr SACHNINE : *la Journée de huit heures*, p. 188.

(2) LETOURNEUR : Th. Paris, 1897.

	Mères non reposées		Mères reposées	
	Profes. fatig.	Prof. non fatig.	Prof. fatig.	Prof. non fatig.
Primipares . .	2.950 ^{er} 95	2.946 ^{er} 82	3.198 ^{er} 38	3.142 ^{er} 05
Bipares. . . .	3.126 27	3.212 58	3.338 19	3.349 88
Triparees . . .	2.977 33	3.118 94	3.205 33	3 294 06
Quatriparees. .	2.898 75	3.169 16	3.240 00	3.329 05
Quinquipares. .	3.456 25	3 202 50	3.616 66	3.475 38
En moyenne . .	3.081 91	3 130 00	3.319 71	3.318 17

L'auteur en conclut que l'enfant bénéficie non seulement de la profession non fatigante de la mère mais encore bien davantage du repos de celle-ci avant l'accouchement.

En se plaçant à un autre point de vue, le D^r Maurel (1) dénonce, outre la restriction volontaire, la diminution de la capacité reproductrice, comme nouvelle cause de dépopulation; il démontre que cette infécondité va en augmentant; que sa principale cause est due à l'hérédo-arthritisme, occasionné par l'exagération de l'alimentation carnée, et enfin que cet hérédo-arthritisme, tout en diminuant la fécondité, se traduit par la prédominance croissante des filles sur les garçons.

Or, dit le D^r Maurel (2), « une preuve que l'infécondité doit entrer en ligne de compte dans la dépopulation de la France, c'est que la diminution de la natalité a toujours été accompagnée d'une diminution parallèle de notre *masculinité*. » et plus loin. « Si la restriction volontaire agissait seule, la masculinité serait restée la même; elle aurait augmenté plutôt

(1) MAUREL : *De la dépopulation de la France*, Paris, 1896.

(2) MAUREL : *Bulletin Soc. anthrop. de Lyon*, 2 mars 1901.

parce que les familles ayant eu tout d'abord un garçon s'en seraient tenues là, tandis que celles qui ont commencé par des filles seraient allées au moins jusqu'au second enfant pour tâcher d'avoir un garçon. »

Le D^r Maurel incrimine donc la suralimentation azotée en se basant sur l'augmentation considérable de consommation de la viande coïncidant avec la diminution de la natalité et de la masculinité. Tout en admettant cette cause d'infécondité due à l'arthritisme, nous ferons remarquer qu'elle ne peut exercer son action que dans les classes aisées, précisément chez celles qui déjà pratiquent la restriction volontaire. Il est inutile d'insister longuement pour innocenter du péché de suralimentation carnée les classes prolétariennes qui n'ont le plus souvent qu'une insuffisante ration d'entretien. Baudrillart se charge de ce soin en commentant, lui aussi, la consommation croissante de la viande en France : « Ce serait d'ailleurs une erreur d'aller conclure de ces chiffres que les paysans français ont, comme en Picardie, la viande en suffisance. Une telle assertion serait contredite même pour les régions les plus favorisées. Une masse encore trop nombreuse n'en connaît l'usage que très rarement, et ceux qui en usent sont obligés de restreindre à l'excès cette consommation très coûteuse. Or, ce genre d'alimentation est nécessaire pour entretenir au degré où il le faudrait la vigueur de la race (1). »

(1) BAUDRILLART : *les Populations agricoles de la France*, 1893.

C'est sans doute pour protéger l'ouvrier français contre l'arthritisme et l'infécondité consécutive que nos députés, emboitant le pas à M. Méline, viennent d'élever à 30 francs les 100 kilogrammes les droits d'entrée sur les viandes de boucherie !

Nous avons vu le profond retentissement sur la fonction de reproduction des mauvaises conditions physiques du travail de la femme ouvrière. Nous aurions encore beaucoup à dire au point de vue moral, mais nous sommes obligé, bien à regret, de rester, autant que possible, dans le domaine de l'hygiène.

La femme n'est donc pas faite pour le travail continu qu'exige d'elle la production intensive actuelle. La nature a établi chez elle la prépondérance du système génital, idée que Michelet a si bien traduite en disant : « La femme est une matrice servie par des organes. » Gravide, elle ne doit songer qu'à sa maternité et au développement normal de sa grossesse ; les soins du ménage et l'éducation des enfants déjà nés suffisent à lui procurer l'exercice nécessaire ; non gravide, chaque mois lui cause une blessure, elle devient pour plusieurs jours une malade qui a droit à tous les soins. L'homme, *tous* les hommes au travail, la femme et l'enfant à la maison, telle devrait être la loi d'une société bien ordonnée, véritablement soucieuse de l'avenir de l'espèce. Nous savons trop qu'en l'état actuel de la société, ce rêve est irréalisable !

Le développement de la machinerie industrielle a poussé l'ouvrière à l'usine ou à l'atelier ; il faut

produire à bon marché pour soutenir la concurrence effrénée ; pour cela, la main-d'œuvre à bas prix est nécessaire ; le besoin de vivre pousse la femme à accepter une rétribution inférieure à celle de l'homme, pour une même somme de travail ; elle devient inconsciemment la concurrente de l'homme, son mari, son père ou son frère, augmente l'offre des bras, fait baisser les salaires. Plus la machine se perfectionne, moins elle demande de force, plus la femme remplace l'homme et le chasse. Dès lors, elle n'est plus femme, elle a perdu son sexe ; ce n'est plus qu'une unité dans l'armée des producteurs. Elle ne peut plus être mère, elle n'en a plus le temps, le travail industriel intensif et continu la condamne à la stérilité ; la grossesse et la maternité la mettraient en état d'infériorité dans la lutte pour l'existence, et il faut vivre !

L'homme, de son côté, insuffisamment rétribué, ne peut se charger de femme et d'enfants ; pour lui, femme et enfants sont des concurrents, si bien que la société capitaliste a fait de l'homme et de la femme des antagonistes ; celle-ci, devenue productrice de marchandises, a perdu son noble rôle de productrice d'hommes. Les nécessités de la production industrielle qui poussent le capital à opposer l'homme à la femme et à l'enfant engendrent le célibat et la stérilité : voilà des causes économiques de la dépopulation. Pour ne pas augmenter, sur le marché du travail, l'offre de bras nouveaux qui auraient pour conséquence une baisse de salaire, le prolétaire a tout intérêt à faire la « grève des ventres ». La

bourgeoisie capitaliste lui donne d'ailleurs l'exemple : par la restriction volontaire, elle sait limiter la production de ses enfants pour permettre la concentration de la richesse.

Par un cercle vicieux inéluctable, cette surproduction, sans précédent dans l'histoire industrielle, augmente le chômage et la misère. Et l'on observe ce phénomène invraisemblable : la misère du producteur augmentant avec la production, c'est-à-dire devenant pour lui d'autant plus intense qu'il a entassé plus de richesses sur le marché : on s'aperçoit alors de l'injuste répartition des richesses dans notre société capitaliste. Il en sera ainsi tant que durera cette anomalie : la production collective de la majorité des travailleurs aboutissant à l'appropriation privée de la minorité capitaliste.

Voilà, nous en sommes convaincu, la vraie façon d'envisager la diminution des naissances dans la classe prolétarienne. Et c'est une importante cause de dépopulation que produit ce *féminisme* inférieur, la femme devenue ouvrière. Mais il faut aller au fond des choses ; le grand coupable en tout cela, le seul, c'est la tyrannie anonyme du capital qui force de plus en plus la femme à devenir productrice de marchandises.

C'est là la caractéristique de l'évolution du travail durant le xix^e siècle. Michelet l'a traduite par cette phrase trop vraie, partie du cœur du grand historien : « L'ouvrière ! Mot impie, sordide, qu'aucune langue n'eut jamais, qu'aucun temps n'aurait compris avant

cet âge de fer, et qui balancerait à lui seul tous nos prétendus progrès ! (1) »

De même que le féminisme inférieur, mais d'une autre façon, le féminisme supérieur ou intellectuel doit aussi être considéré comme un facteur de faible natalité. Nous en souffrons beaucoup en France, plus que partout ailleurs. L'éducation physique de nos jeunes filles est absolument négligée ; la culture intellectuelle absorbe tous les soins. Nos jeunes bourgeoises françaises sont certes charmantes, élégantes et « bien élevées » ; elles font la joie et l'orgueil des salons, mais, mal développées physiquement, surmenées intellectuellement, torturées par le corset, elles ont perdu une grande partie de leurs facultés de reproduction, il leur faut des « remplaçantes » pour allaiter leurs enfants quand leurs occupations mondaines leur laissent le temps d'en avoir. Il est vrai que le féminisme intellectuel donne les mêmes résultats aux États-Unis, mais ce ne peut être une consolation : « Une jeune miss américaine élevée comme nous sommes fiers de l'élever, dit le Dr Cyrus Edson, se marie ; elle est intelligente, brillante, belle, heureuse. Elle a un, au plus deux enfants, et elle devient méconnaissable, irritable, un fardeau pour son mari et pour elle-même. Elle est une malade qui le sera toujours désormais... Parce que de dix à dix-huit ans, pendant les années où la nature physique a des exigences qu'on ne peut dédaigner sans péril, on épuise les forces de la jeune fille par le surmenage

(1) MICHELET : *la Femme*, p. 22.

mental..... Elle ne peut plus, et pis que cela, elle ne veut plus être mère (1). »

Spencer, MM. Bertillon et nombre d'autres incriminent le fonctionnarisme. Parmi les causes de dépopulation de la France, dit Spencer, il faut compter « la plus grande somme de travail pénible que subissent les femmes, par suite de la soustraction énorme que subit la population ouvrière masculine au profit d'opérations non productives, civiles et militaires » (2).

Il est certain que la France est le pays où le fonctionnarisme sévit avec le plus d'intensité. Le Dr Papillon (3) évalue à 720.000 le nombre de nos fonctionnaires en 1895, sans compter l'armée, et, d'après le *Journal des Economistes* (février 1897), ils nous coûtaient annuellement 1 milliard 85 millions.

La très grande majorité d'entre eux n'ont qu'un très maigre traitement qui ne leur permet pas d'élever une nombreuse famille ; aussi, limitent-ils au strict minimum leur production d'enfants.

M. J. Bertillon a donné en 1901 des chiffres éloquentes : 77.235 fonctionnaires des Postes et Télégraphes et des Douanes n'avaient que 75.315 enfants, c'est-à-dire pas même un enfant par employé ! (4).

Et cependant, malgré le salaire infime de la plupart de ces situations, les « places » sont très recher-

(1) *Journal des économistes*, février 1897.

(2) *Principes de biologie*, 6^e partie, chap. X.

(3) Dr PAPILLON : *Société d'écon. soc.*, séance du 8 mars 1897.

(4) J. BERTILLON : *Journal de la Soc. de statistique de Paris*, avril 1901.

chées : le 8 juillet dernier, au concours pour l'emploi de commis des Postes et Télégraphes qui a eu lieu à Paris, pour 430 postes vacants, il y a eu plus de 9.000 candidats. Il est vrai que le sujet de l'épreuve de composition française a été des plus attirants : « Vous décrierez un orage dans les monts pyrénéens ! » (sic).

Pourquoi donc, malgré leur rétribution si modeste, ces places sont-elles cependant si recherchées ? C'est que, en présence du chômage toujours grandissant, aux champs et à la ville, chacun préfère un salaire restreint mais fixe à l'incertitude du lendemain ; c'est une cause d'ordre économique.

Le service militaire obligatoire, s'il est une cause de retard dans le mariage, ne peut être avec justice incriminé comme cause de dépopulation spéciale à la France. Il n'existe pas en Angleterre qui voit diminuer rapidement sa natalité et au contraire fonctionne, comme en France, en Allemagne, en Autriche et en Italie qui sont néanmoins plus prolifiques.

L'importance de la religion est fort exagérée ; d'aucuns ont voulu voir dans l'affaiblissement des croyances religieuses une cause d'immoralité croissante et par suite de diminution de la natalité. Si quelques très rares familles font encore des enfants pour obéir au précepte biblique : « Croissez et multipliez », il nous est impossible d'admettre qu'il en est ainsi pour la grande majorité des croyants eux-mêmes. Peu nombreux sont à notre avis ceux qui copulent en vue du seul désir de procréer : l'enfant est de moins en moins le gros lot de la loterie de l'amour, mais en devient de plus en plus « l'acci-

dent ». D'ailleurs, si les fanatiques Bretons sont féconds, la Vendée, le Poitou, le Gers, non moins religieux, ont une très faible natalité. Les quartiers ouvriers et athées de Paris, la Chapelle, Javel, Saint-Antoine, les Grandes-Carrières sont deux fois plus féconds que les quartiers très catholiques de la Madeleine, Saint-Thomas-d'Aquin et Saint-Germain. Certains invoquent contre la dépopulation la restauration des idées religieuses : qu'ils perdent cette illusion : le temps des miracles est passé ; la religion n'est plus assez puissante pour combattre la stérilité volontaire, dictée par l'intérêt, et une telle réaction n'est pas possible dans la France des Droits de l'Homme. Ceux qui font vœu de chasteté sont mal venus à dire au prolétaire : « Dieu bénit les nombreuses familles », du pain, bénit ou non, ferait mieux son affaire.

Le Dr Papillon (1) invoque la « recherche de la domesticité » comme cause de faible natalité : « Les domestiques sont des producteurs stérilisés. » C'est vrai, assurément, mais ce n'est pas un fait spécial à notre pays. Et suffirait-il, comme il le propose, de « frapper de lourds impôts la domesticité superflue » pour diminuer le nombre des domestiques et augmenter du même coup la natalité. Nous ne le pensons pas : on n'arriverait qu'à accroître encore l'armée des sans-travail. Ce n'est pas par plaisir, c'est par besoin que l'on devient domestique ; c'est encore là une cause d'ordre économique.

(1) Dr PAPILLON : *Société d'Économie sociale*, séance du 8 mars 1897.

Nous allons passer rapidement en revue, — trop rapidement, à notre grand regret, — les différentes causes d'ordre social ou juridique invoquées par les nombreux auteurs qui se sont occupés de la question de la dépopulation de la France, et faire brièvement la critique des remèdes proposés.

Le Play et ses disciples, Bertillon, Leroy-Beaulieu, le Dr Javal, le professeur Ch. Richet, et avec eux tous les économistes orthodoxes, rendent responsables de notre faible natalité : 1° nos lois successorales actuelles imposant le partage forcé, émiettant les héritages et provoquant le morcellement du sol ; 2° notre système de répartition des impôts ; 3° notre loi militaire. Pour eux, si les familles françaises font peu d'enfants, c'est parce que les parents y croient trouver un avantage pécuniaire immédiat. « Ce qui préoccupe le paysan normand, dit Baudrillart (1), c'est l'idée qu'après lui son bien sera morcelé ou aliéné... En Picardie, dans les classes riches ou simplement aisées, il y a parti pris de ne pas avoir plus d'un ou deux enfants » ; et ailleurs : « Aux environs de Caen, de Bayeux, de Cherbourg, la fabrication des dentelles s'exerce par la main des femmes et des jeunes gens, et n'occupe pas moins de 70.000 personnes. Elle retient les femmes au foyer. Les enfants y trouvent de bonne heure à s'occuper. Le paysan ne craint pas là comme ailleurs de voir s'accroître sa famille. »

(1) BAUDRILLART : *Rapport sur les conditions des populations agricoles de Normandie.*

« C'est le calcul, dit M. Cheysson (1), qui tarit la fécondité normande et qui accroit au contraire celle des paysans et des ouvriers quand ils voient dans leurs enfants des auxiliaires de leur travail ou des sources de revenus. Là où les enfants trouvent un débouché fructueux, on les voit pulluler sans restriction..... On n'a pas d'enfants parce qu'on n'en veut pas. »

M. Raynal, à la Chambre des députés, s'écriait : « Tout le monde sait qu'il y a des départements dans lesquels le paysan croit de son intérêt de ne pas avoir trop d'enfants et il fait mettre sur le contrat de mariage qu'après un enfant, on n'en aura pas davantage (2). »

Marc Guyau fait remarquer que l'avènement, relativement récent, du capital tend à restreindre la fécondité : « Le capital, sous sa forme égoïste, est ennemi de la population, parce qu'il l'est du partage et que la multiplication des hommes est toujours plus ou moins une division de la richesse. Le paysan n'admet pas plus la division de son champ que le gentilhomme n'admet l'aliénation du château de ses ancêtres. Tous les deux aiment mieux mutiler leur famille que leur domaine (3). »

« Dès que disparaît la préoccupation de la fortune à conserver (à ne pas partager), dit J. Bertillon (4), la natalité prend un essor considérable... Ce qui

(1) CHEYSSON : *Réforme sociale*, 1^{er} juin 1891.

(2) RAYNAL, séance du 12 mai 1891.

(3) M. GUYAU : *l'Irréligion de l'avenir*.

(4) J. BERTILLON : *Revue internationale de sociologie*, janv. 1893.

rend si faible la natalité, c'est la stérilité des familles ayant quelque bien. »

« Dès que l'homme commande à une terre, dès qu'il a sa vigne, son pré, dès qu'il a fondé ou étendu son royaume jusqu'à la haie, au chemin ou au fossé qu'il lui a fallu quelquefois vingt ans pour atteindre, dit Onésime Reclus, il ressemble au conquérant qui ne veut point démembler son empire. Il redoute alors l'accroissement de famille qui pourrait le mener à la gêne et qui, plus tard, entraînerait le partage, la dissolution du domaine qu'il a mis son âme à créer (1). »

Citons encore, pour terminer, M. Cheysson : « Chez nous, là où le Code n'a pas de prise sur les calculs paternels, les enfants abondent. C'est le cas du prolétariat qui, n'ayant rien à partager, n'a nul souci du partage. C'est aussi le cas des pêcheurs qui exploitent un domaine impartageable, la mer... Les pêcheurs ont des enfants parce qu'ils peuvent en avoir beaucoup impunément, sans morceler l'héritage et parce que chaque mousse apporte en naissant son lot, comme l'enfant du *mir* russe apporte le sien (2). »

Ainsi donc, d'après tous ces auteurs, d'écoles si diverses, et pour nous servir des propres paroles de J. Bertillon (3), « il est prouvé que l'institution de l'héritage est un des facteurs de dépopulation ».

(1) ONÉSIME RECLUS : *Géographie de la France*.

(2) CHEYSSON : *Réforme sociale*, 1^{er} juin 1894.

(3) J. BERTILLON : *loc. cit.*

Ici encore, la cause première est d'ordre économique.

Ces constatations faites, c'est-à-dire la concentration des richesses et la propriété individuelle étant nettement et justement accusées de dépopulation, même par les plus orthodoxes des économistes, on est en droit d'attendre de ceux-ci des remèdes efficaces. « Des remèdes anodins, dit encore J. Bertillon, ne seraient d'aucun effet contre un mal profond et invétéré. Il faut que les familles françaises cessent d'avoir un intérêt évident à restreindre le nombre de leurs enfants. Pour obtenir ce résultat, il faut autre chose que des demi-mesures (1). »

Et que proposent-ils ?

M. Chambert et les disciples de Le Play réclament le rétablissement du droit d'aînesse ou tout au moins la liberté de tester. Or, outre que cette *restauration* est impossible en l'état de nos mœurs actuelles, elle serait sans efficacité : parmi les douze États ou provinces européennes régis par les lois successorales semblables à celles de notre Code civil (Belgique, Hollande, Prusse rhénane, etc.), la France seule a une faible natalité ; les coefficients diffèrent même considérablement et vont de 23 à 39 p. 100.

J. Bertillon, partant du principe admis en démographie que chaque famille doit donner au moins trois enfants, propose de faire l'État co-héritier dans les successions : ainsi, dans les familles n'ayant qu'un enfant, l'État recevrait la moitié de l'héritage ;

(1) J. BERTILLON : *loc. cit.*

le tiers dans celle de deux enfants, et n'aurait aucune part dans le cas de trois enfants. Tout en faisant remarquer que, pour être logique, il faudrait attribuer à l'État les deux tiers de l'héritage lorsqu'il n'y a qu'un enfant, nous doutons fort de l'efficacité réelle de cette proposition, qui, théoriquement bonne, se heurterait à des fraudes, des procès et des difficultés d'application insurmontables.

Avec cela, quelques diminutions d'impôts, quelques primes aux familles nombreuses, une réduction du service militaire pour leurs fils, voilà tout ce que l'on nous offre pour combattre la dépopulation !

Peut-on croire sérieusement que ces mesures fassent augmenter d'une seule unité le nombre des naissances ! Non, pour combattre un mal, il ne suffit pas de s'en prendre aux symptômes, il faut agir sur la cause immédiate. Nous avons vu déjà que la possession individuelle du capital, de la propriété et des moyens de production avait produit ce développement effréné du machinisme moderne qui pousse la femme et l'enfant à l'usine et stérilise les classes prolétariennes ; nous voyons maintenant, de l'aveu même des économistes, que ce même capital, cette même propriété individuelle du sol et des moyens de production stérilisent les classes possédantes. Si l'on veut dès lors réellement augmenter la natalité, le moyen efficace consiste non pas à fortifier la cause de dépopulation, mais à la combattre de front ; le vrai remède, c'est l'appropriation collective de la terre et des moyens de production et d'échange.

Aussi longtemps qu'une partie de la population

sera stérilisée par la pléthore alors que l'autre partie le sera par le surmenage et la faim, aucun espoir n'est permis de voir augmenter les naissances. Bien au contraire, volontaire ou non, la restriction de la natalité ira toujours en augmentant à mesure que le prolétaire, prenant exemple sur les classes possédantes, comprendra qu'il est de son intérêt de rester stérile. Certes, nous le savons, l'Angleterre, les États-Unis, l'Allemagne, elle aussi, présentent la même tendance à la diminution de la natalité; cette diminution a même été relativement plus rapide que chez nous, c'est encore vrai, mais nous avons commencé plus tôt notre mouvement, nous avons une grande avance et il est temps d'étudier froidement et sincèrement le problème.

J. Bertillon a envisagé la « solution socialiste » de la dépopulation : il ne se prononce pas nettement, — on sent qu'il craint de trouver une solution redoutée, — parce que « c'est une question difficile et hypothétique » et que « si cela arrive, ce ne pourra être que dans un avenir extrêmement éloigné. Or, la lutte suprême, celle à laquelle notre pays doit penser toujours, aura eu lieu depuis longtemps » (1).

Hypnotisé par l'obsession de la revanche pour lui prochaine, il lui faut le nombre, tout de suite : qu'importe plus tard ! Mais qu'y a-t-il donc à espérer des solutions jusqu'ici proposées, « même dans un avenir extrêmement éloigné » ?

M. Gonnard, agrégé à la Faculté de droit de Lyon,

(1) J. BERTILLON : *Revue internationale de sociologie*, janvier 1893.

redoute lui aussi la solution socialiste, mais pour un motif qui semble au moins bizarre, elle nous conduirait de Charybde en Scylla : « Encore le collectivisme scientifique, respectant un embryon de propriété et une ombre de famille, laisserait-il un léger frein (à la procréation à outrance) ; mais le communisme ne connaîtrait plus aucune barrière (1). »

Il est certain qu'en instaurant un régime économique qui assurerait l'entretien de tous les enfants par la collectivité, on accroîtrait considérablement la natalité. Non seulement la population de la France comblerait les vœux de M. Piot et des repopulateurs, mais encore nous pourrions peupler nos colonies de vrais colons et donner ainsi une raison d'être aux nombreux fonctionnaires de tous ordres que nous y entretenons à grands frais. Et c'est à la France, la plus atteinte par la dépopulation, à donner l'exemple, si elle veut regagner la place perdue depuis un siècle dans le rang des grandes nations européennes.

Si nous regrettons, pour notre part, que la France se dépeuple, ce n'est certes pas parce que nous pourrions mettre sur pied moins de soldats que l'Allemagne ; c'est parce qu'aux yeux des peuples étrangers, la France est débitrice d'exemple, c'est la grande émancipatrice de 1789 ; elle est un facteur mondial important et nécessaire de la civilisation et doit continuer à jouer son rôle historique. Heureusement, la pensée française n'a pas diminué comme sa puissance prolifique ; nous pouvons espérer encore

(1) GONNARD : *la Dépopulation en France*, th. Lyon, 1898.

des siècles de gloire si nous reprenons la marche en avant, à la conquête de plus de justice et plus de bonheur. Sinon sera réalisée la prophétie de Prévost-Paradol : « Nous pèserons, toutes proportions gardées, dans le monde, autant qu'Athènes pesait jadis dans le monde romain... Les lettres, l'esprit, la grâce, les plaisirs habiteront encore parmi nous, mais la vie, la puissance et le solide éclat seront ailleurs (1). »

Mais si on refuse le remède, que l'on ne parle plus du danger de la dépopulation de la France.

Nous n'avons plus que quelques mots à dire sur l'inanité des modifications proposées à notre système d'impôts et à la loi militaire susceptibles d'encourager le mariage et la natalité.

Notre mode de répartition des impôts est souverainement injuste; le contribuable est d'autant plus frappé qu'il a plus d'enfants : cote mobilière, cote personnelle, impôts indirects, douane, octroi, etc., tout contribue à le pousser à limiter sa famille, d'après la plupart des économistes.

Aussi, J. Bertillon propose-t-il une modification de l'assiette de l'impôt; voici son projet :

Célibataires	Supplément d'impôt de 50 p. 100		
Mariés, veufs ou veuves sans enfants —	—	40	—
Famille de 1 enfant . . .	—	30	—
Famille de 2 enfants . .	—	10	—
Famille de 3 enfants . .	Pas de supplément, taxe actuelle		
Famille de plus de 3 enfants	Exemption complète d'impôt.		

(1) PRÉVOST-PARADOL : *la France nouvelle*, 1869.

Il est évident qu'il ne s'agit ici que des impôts directs. Le budget resterait équilibré sans excédent ni déficit. Cependant, de l'aveu même de l'auteur, il n'y a guère d'illusion à se faire sur l'efficacité d'une telle mesure. « Les charges, malgré cela, ne seraient pas égales entre les familles nombreuses et les familles stériles... mais du moins cette répartition de l'impôt aurait pour effet de faire savoir à tous les Français combien la patrie a besoin que les naissances soient nombreuses (1). »

M. Charles Richet, considérant que chaque famille paie la même somme en impôts directs, ce qui fait environ 100 francs par an, propose la répartition suivante :

Familles

5 enfants et plus : exemption totale, soit décharge de	100 fr.
4 et 3 enfants : exemption 50 p. 100, soit décharge de	50 fr.
2 enfants : taux actuel, soit	100 fr.
1 enfant : augmentation de 50 p. 100, soit	150 fr.
Pas d'enfant : augmentation de 100 p. 100 soit . . .	200 fr.

Pas plus que le système de M. Bertillon, celui-ci ne produirait aucun effet appréciable. D'ailleurs ils ont le grand tort de frapper indistinctement la famille riche et la famille pauvre; cela seul suffirait à les faire repousser. Ce n'est pas du reste en exemptant le riche bourgeois de 100 francs d'impôts annuels qu'il se mettra à faire cinq enfants. Quant au prolétaire qui n'a pour fortune que le produit de

(1) J. BERTILLON : *Revue internat. de sociologie*, janv. 1893.

son travail, pour lui, tout impôt même faible est inique, quel que soit le nombre de ses enfants.

Si l'on veut réellement modifier équitablement le système fiscal, il n'y a qu'un moyen : l'impôt progressif sur le revenu, avec ou sans dégrèvements suivant le nombre des enfants.

MM. Piot et Bernard, sénateurs, ont préconisé depuis longtemps tout un système de remèdes aussi peu efficaces : 1° réformes civiles : simplification des formalités du mariage, suppression des actes respectueux, liberté de tester, places et fonctions gouvernementales réservées de préférence aux pères de familles nombreuses ; 2° réformes fiscales : impôts sur les célibataires, les veufs et les veuves sans enfants, les divorcés, les ménages sans enfants ; 3° réformes militaires : dispenses diverses aux chefs de familles nombreuses et à leurs enfants.

Nous avons vu l'impuissance d'une partie de ces remèdes, l'injustice des autres ; M. Piot l'a sans doute reconnu lui-même puisqu'il vient de proposer une panacée nouvelle.

Dans une lettre récemment adressée au président du Conseil des ministres, il demande une décoration pour les mères de famille. Alphonse Allais a dit ce qu'il pensait de cette idée géniale, nous n'insisterons pas.

Une Commission pour l'accroissement de la population française a été nommée en 1902 par le gouvernement de M. Waldeck-Rousseau. Son but est la réalisation des mesures proposées jusqu'ici par MM. J. Bertillon, Richet, Leroy-Beaulieu, Piot, Ber-

nard, etc. Nous y relevons cependant les passages suivants qui méritent de nous arrêter quelques instants : 1^o faire une campagne pour signaler à l'indignation publique les chefs d'industrie qui favorisent le célibat ou combattent les sentiments de famille ; par exemple ceux qui, au mépris de toute morale, n'engagent systématiquement que des célibataires ; ceux qui privent définitivement ou momentanément d'emploi les femmes enceintes, même mariées ; ceux qui n'engagent que des ménages sans enfants ; les propriétaires refusant de louer leurs immeubles à des familles nombreuses, etc.

Évidemment, de telles monstruosité se rencontrent trop fréquemment. Nous pourrions personnellement citer tel propriétaire de grands magasins de confections pour dames, à Lyon, qui, non seulement refuse les ouvrières mariées, mais encore congédie les célibataires du moment qu'elles viennent à contracter mariage.

C'est très bien de s'indigner. mais il faut l'avouer, dans l'état actuel de la société, rien ne peut empêcher de tels abus ; ils sont inhérents à notre régime économique. Si le chef d'industrie engage de préférence le célibataire c'est pour éviter les conséquences de la loi sur les accidents du travail. S'il prive d'emploi la femme enceinte, même mariée, — ô moralistes ! — c'est que les nécessités de la concurrence et de la surproduction obligatoire lui imposent de remplacer au plus vite par une autre plus apte la femme gravide dès qu'elle ne peut plus fournir la somme de travail exigée. Ni loi, ni morale n'y feront ; la société est la

seule coupable, il faut réformer la société ou cesser de vaines récriminations.

Donnons encore notre avis sur les réductions du service militaire réclamées par les divers auteurs pour remédier au retard dans les mariages et augmenter la natalité. MM. Javal, Ch. Richet, Bertillon proposent trois ans de service militaire pour les fils uniques, un an seulement pour les autres. Richet fait remarquer que le nombre des hommes qui font trois ans actuellement est égal précisément au nombre des fils uniques, ce qui n'amènerait aucune diminution de l'effectif (1).

Pour M. Paul Leroy-Beaulieu, « il faut avoir le courage d'aller jusqu'à toucher à la loi militaire et briser sa farouche égalité » (2). Et il préconise : 1° un an de service pour tout homme marié avant le départ de sa classe ; 2° suppression des vingt-huit et treize jours pour les pères de famille de trois enfants et plus ; 3° un an de service à tous les fils des familles de plus de trois enfants ; 4° pour les carrières libérales, une sorte de nouveau volontariat d'un an avec versement pécuniaire. Prévoyant l'objection il ajoute : « Comment, dira-t-on, l'armée ne serait-elle pas affaiblie avec ces exemptions ? Elle cesserait de l'être et se trouverait même renforcée, si l'on recourait aux engagements volontaires de soldats de métier et de carrière... Là est le salut pour la société française. »

Le Sénat, par l'adoption de la « loi de deux ans »,

(1) CH. RICHTET : *Réforme sociale*, 4^{er} avril 1891.

(2) P. LEROY-BEAULIEU : *Économiste français*, 27 mars 1897.

vient de répondre nettement que le pays ne veut pas « briser la farouche égalité » de l'impôt du sang. Il est impossible aujourd'hui d'admettre des différences quelconques dans les charges militaires. Il serait d'abord profondément immoral de punir par un ou deux ans de service supplémentaire le fils unique ou les fils des familles de moins de trois enfants d'une faute, si faute il y a, commise par leurs parents.

Mais, mieux que cela, si, comme c'est l'avis de Richet, de Javal, de Leroy-Beaulieu, de Bertillon, etc., un an de service peut suffire pour faire de bons soldats des fils des familles nombreuses, pourquoi imposer deux ou trois ans aux autres, ce qui serait une perte économique considérable pour la nation ?

Quant à la proposition de Leroy-Beaulieu d'en revenir, par des engagements volontaires, à une armée composée de soldats de métier et de carrière, elle est incompatible avec nos mœurs démocratiques actuelles ; le peuple sait trop ce qu'il doit redouter d'une armée prétorienne et n'en veut plus. Il n'aspire au contraire qu'au remplacement des armées permanentes par des milices nationales, rêve doré dont d'heureuses prémices font entrevoir la réalisation dans un avenir relativement prochain.

La solution du problème de dépopulation n'est pas encore dans la réforme du service militaire ; le militarisme, gardien et soutien du capital et de la propriété individuelle, n'est que l'effet et non la cause : le vrai facteur de dépopulation, ici encore, est d'ordre économique, toujours le même.

Du reste toutes les faveurs militaires ne sauraient

pousser au mariage ; qui donnera sa fille au jeune bourgeois sans situation pour lui permettre d'échapper à deux ans de service supplémentaire ? Pas même les promoteurs de la réforme. Et que deviendrait la femme du soldat prolétaire pendant l'année de caserne du mari ?

Il faut donc chercher autre chose.

*
* *

A toutes les causes de dépopulation déjà citées, nous devons en ajouter une nouvelle : la dépopulation des campagnes au profit des grandes villes. Au premier abord, il semble qu'il n'y ait là aucune perte réelle de nombre dans le total général. Il n'en est rien. La perte est réelle, considérable et provient de plusieurs causes ; d'abord, à la ville, les mariages sont plus tardifs et l'homme reste plus facilement célibataire ; la femme s'use et s'étiole beaucoup plus rapidement, l'enfant naît moins vigoureux ; la mortalité infantile est bien plus considérable. En outre, la grande majorité des « déracinés » quittent la campagne pour la ville où ils deviennent domestiques : nous savons que ceux-ci sont des « producteurs d'enfants stérilisés » (D^r Papillon). Ces migrations intérieures sont la conséquence de causes économiques. Ce sont encore les nécessités du travail et de l'organisation commerciale qui ont modifié la répartition de la population. Le sens de cette répartition diffère suivant les époques : au xix^e siècle elle porte

à l'hypertrophie, sans précédent dans l'histoire, des centres industriels et des grandes villes produisant comme contre-partie l'émigration rurale.

L'industrie capitaliste et concentrée, secondée par l'organisation commerciale et la facilité toujours plus grande des moyens de transport, a fait naître ou favorisé les grandes agglomérations, particulièrement dans le voisinage des bassins houillers.

Lors du développement intensif du machinisme, tout au moins pendant la première partie du xix^e siècle, la rémunération du travail s'élevant, celui-ci devient plus productif qu'aux champs, le salaire tend à se fixer, et l'occupation pour l'ouvrier devient plus régulière et plus stable, diminuant d'autant les risques de chômage. En même temps, grâce à l'emploi, au perfectionnement et à la multiplication des machines agricoles, l'ouvrier des champs trouvait de moins en moins à occuper ses bras et voyait de ce fait croître pour lui les journées de chômage déjà nombreuses dues aux intempéries des saisons. Le travail agricole devenait de plus en plus irrégulier : un grand nombre de bras étaient nécessaires à certains moments, pendant un temps limité, aux semailles, à la moisson, aux vendanges, qui ne trouvaient plus d'emploi durant les intervalles. A l'incertitude grandissant avec les progrès de la machinerie agricole, vint se joindre une rémunération moindre de la journée de travail de l'ouvrier des champs, à la suite de la crise agricole qui sévit et persiste malgré le système protectionniste. De l'avis même de M. Méline, les droits frappant les produits

étrangers ne profitent pas au producteur mais seulement au spéculateur.

Telles sont les causes économiques de la désertion des campagnes, et, comme le dit M. Dagan, la conclusion de la crise agricole, « c'est la disparition de la classe paysanne en tant que classe et la formation incessante d'un prolétariat rural refoulé vers les villes par nécessité, et du même coup s'agrégeant au prolétariat urbain.

« La population des sans-travail, produit social de l'évolution vertigineuse des formes mécaniques du travail, constitue l'élément dissolvant de la société marchande et prépare, à son insu, les éléments d'une société nouvelle.

« L'humanité de demain est peut-être celle dans laquelle l'homme n'aura plus besoin de travailler, c'est-à-dire celle où la forme compressive du travail aura disparu après les stades successifs de l'esclavage, du servage et du salariat (1).»

Le tableau suivant, dû à M. Turquan (2), rend compte des diminutions successives de la population rurale au profit des agglomérations urbaines :

Années	Villes de plus de 2.000 habitants	Campagnes
1846	8.646.000, soit 24,4 p. 100	26.753.000, soit 75,6 p. 100
1856	9.844.000, — 27,3 —	26.294.000, — 72,7 —
1866	11.595.000, — 30,5 —	26.471.000, — 69,5 —
1876	11.977.000, — 32,4 —	24.928.000, — 67,6 —
1886	13.766.000, — 35,9 —	24.452.000, — 64,1 —
1896	15.400.000, — 40 —	23.100.000, — 60 —
1900	— — 43 —	— — 57 —

(1) H. DAGAN : *Superstitions politiques et phénomènes sociaux*, p. 146.

(2) *Réforme sociale*, 1895. Nous ajoutons les chiffres depuis 1896.

L'antagonisme est évident entre les intérêts des populations rurales et celui des populations urbaines. Le système protecteur, élevant les prix de vente des produits agricoles, est favorable au paysan producteur, défavorable à l'ouvrier des villes, consommateur; le système libre-échangiste, favorisant la concurrence étrangère, abaisse les prix, favorise le consommateur des villes, au détriment du producteur rural. En l'état actuel de la société, la France, en partie agricole, en partie industrielle, ouvrière, ne peut favoriser les uns qu'aux dépens des autres. Lequel choisir pour le sacrifice! Le dilemme est douloureux.

Il est vrai que l'Allemagne et l'Angleterre sont aux prises avec les mêmes difficultés; mais cette constatation ne résout pas la question.

Ici encore le remède ne peut être que dans une modification profonde de notre système économique actuel: l'appropriation collective de la terre et des moyens de production et d'échange.

*
* *

Pour terminer l'étude des causes de faible natalité, nous voudrions dire quelques mots de la « théorie de la *Capillarité sociale*, » soutenue par M. A. Dumont (1).

Dumont compare l'individu, — la molécule sociale. — à la molécule liquide placée dans un tube étroit et qui tend à s'élever par capillarité. La molécule

(1) Arsène DUMONT : *Dépopulation et civilisation*, 1890.

sociale, se trouvant dans un milieu favorable dont les deux conditions indispensables sont l'égalité politique et l'inégalité économique, — par exemple dans notre démocratie, — tend à s'élever de plus en plus. En d'autres termes, dans un pays de mœurs démocratiques, tout individu est poussé par le désir de s'élever lui-même, et d'élever ses enfants à une situation toujours supérieure à celle du point de départ. Or, pour être en état de lutter avantageusement il faut qu'il se débarrasse de tous impedimenta ; il le fait en restant célibataire ou en ne procréant qu'un ou deux enfants.

De la sorte, non seulement il est mieux armé, mais ses enfants le sont aussi et d'autant plus qu'ils sont moins nombreux. Cette théorie peut être applicable aux classes possédantes, c'est-à-dire à la minorité ; elle ne peut avoir d'influence sur la majorité, le prolétariat.

En effet, dire que ces deux termes, égalité politique et inégalité économique, sont nécessaires pour produire la capillarité sociale, c'est dire que celle-ci n'est possible que pour ceux qui possèdent. Dire à un individu *qui n'a rien* : « Tu es mon égal politique, tu peux aspirer aux plus hautes fonctions dans la hiérarchie sociale », alors qu'il n'a aucun moyen *matériel* d'y parvenir, c'est donner à un paraplégique la permission de se promener.

Donc, si, ce qui est exact, la capillarité sociale agit sur une classe d'individus, nous trouvons encore là une cause de dépopulation d'ordre économique : la possession individuelle de la terre et de la richesse.

*
* *

Nous avons maintenant passé en revue toutes les opinions, toutes les théories invoquées pour expliquer l'abaissement de la natalité; toutes, poussées dans leurs derniers retranchements, nous ont fourni des causes premières d'ordre économique. Ce n'est pas seulement notre avis, c'est aussi celui d'un grand nombre d'auteurs dont nous allons encore donner quelques citations :

« La race est inégalement féconde suivant les milieux. » (M. Cheysson : *Réforme sociale*, 1^{er} juin 1891.)

« La natalité est en raison des débouchés. » (D^r Lagneau : *Réforme sociale*, 1^{er} avril 1891.)

« Les époques d'abondance et de bon marché des vivres sont celles où les conceptions sont les plus fréquentes. » (D^r H. Napias.)

« L'accroissement des subsistances suffit à expliquer celui de la population et réciproquement. » (A. Guillard : *Éléments de statistique humaine ou de démographie comparée*, 1855.)

« Quand le peuple vient à n'avoir qu'une mauvaise et insuffisante nourriture, le nombre des conceptions diminue et ce nombre ne reprend son niveau ordinaire qu'après que la santé publique est rétablie. » (D^r Vuillermé : *Comptes rendus de l'Acad. des sc. mor. et politiques*.)

« L'affaiblissement progressif de la natalité me paraît étroitement lié au mécanisme économique de la vie moderne. » (Dagan, *loc. cit.*)

« La nécessité et les facilités de satisfaire les besoins de la vie règlent les mouvements de la population dans leur totalité et dans leurs éléments. » (Cauderlier, *loc. cit.*)

« L'accroissement d'une population est subordonné à la somme de ses moyens d'existence et à la somme de ses besoins. » (Levasseur : *la Population française.*)

« Dans un pays salubre et pour un même état mental, la population et par suite sa multiplication ou sa natalité tend à se proportionner à la quantité de travail productif et facilement disponible ou accessible pour le type humain étudié et pour un même degré de culture. » (Bertillon, *loc. cit.*)

« Quand la cherté des vivres est bien marquée, on a la plus grande probabilité de la trouver inscrite sur les livres des mariages, des naissances et des décès. » (Quêtelet : *la Physique sociale.*)

Il résulte donc de notre étude sur l'affaiblissement de la natalité, appuyée par un grand nombre de citations appartenant à des auteurs de toutes les écoles, que les facteurs, très divers dans leur mode d'action, se réduisent en dernière analyse à des causes économiques ; ces causes sont fatalement engendrées par notre mode de société actuelle basée sur l'inégale répartition des richesses, par l'appropriation individuelle de la terre et des produits du travail collectif.

Mais, tandis que les divers auteurs, s'en prenant à l'effet et non à la cause, conseillent de timides palliatifs, nous voulons attaquer le mal jusque dans la racine et proposons la conclusion logique des cons-

tatations faites : ce n'est que par une modification profonde de la société dans le sens socialiste que l'on pourra relever la natalité.

Nous ne pouvons pousser plus loin cette étude, de crainte de nous écarter trop des sentiers permis à l'auteur d'une thèse d'hygiène sociale, et nous concluons avec Nitti : « Dans toute société où la richesse sera largement subdivisée, et où les causes sociales d'irrégularité seront éliminées, grâce à une forme élevée de coopération, la natalité tendra à s'équilibrer avec les subsistances et les variations rythmiques de l'évolution démographique n'auront plus rien d'inquiétant pour l'humanité (1). »

(1) NITTI : *la Population et le système social*, 1896.

CHAPITRE VI

Variations de la mortalité.

Dans son discours prononcé le 22 janvier 1902, lors de l'installation de la « Commission extra-parlementaire contre la dépopulation », M. Waldeck-Rousseau disait :

« Le problème de la dépopulation, si l'on s'en rapporte seulement à la définition implicite que le mot comporte, est en effet un des plus vastes, des plus complexes qui puissent se présenter à l'esprit ; on peut dire que presque toutes les questions qui sont actuellement à l'ordre du jour, tous phénomènes d'ordre physique ou physiologiques qui préoccupent si vivement l'opinion, sont autant de questions qui touchent celles que vous aurez à examiner.

« J'ai eu l'occasion de déclarer au Sénat que cette question avait deux faces. Il résulte, en effet, des statistiques de ces cinquante dernières années que l'on ne naît pas assez en France et que l'on y meurt trop. Il y a par conséquent, une *question de natalité* et une *question de mortalité*. »

On ne saurait mieux dire : si l'on ne naît pas assez en France, on y meurt trop ; nous allons le prouver.

Puisque, en l'état de notre société actuelle, nous ne pouvons relever la natalité sans une profonde modification du milieu économique, il semble qu'en nous efforçant de diminuer la mortalité seulement au niveau de la moyenne européenne, nous diminuerons d'autant la dépopulation.

Or, la question n'est pas aussi simple, puisque des savants comme MM. Bertillon (1), le D^r Javal (2), le professeur Bard (3) nient la possibilité de combattre la dépopulation en abaissant le chiffre des décès. Il est vrai que d'autres voix non moins autorisées sont d'un avis contraire. MM. Levasseur (4), Cheysson (5), E. Cacheux (6), professeur Lacassagne (7), professeur Ch. Richet (8), D^r Chervin Monod, Leroy-Beaulieu, etc., se reconnaissant plus ou moins impuissants à agir sur les naissances, sont d'avis de concentrer les efforts pour réduire la mortalité.

« Ce serait une illusion, dit le professeur Bard, de croire que l'abaissement de la mortalité pourrait permettre à la France de reprendre son rang. L'amélioration de notre mortalité française serait un grand bien, mais elle ne pourrait faire autre chose que de retarder notre décroissance proportionnelle. »

Mais Bertillon va beaucoup plus loin : « Les médecins, dit-il, ont tous raisonné comme s'ils

(1, 2, 4, 6) *Réforme sociale*, 1^{er} mai 1891.

(3) BARD : *Bulletin Soc. écon. polit. de Lyon*, 1897.

(5) *Réforme sociale*, 1^{er} juin 1891.

(7) LACASSAGNE : *Arch. d'anthropologie crim.*, 1900.

(8) CH. RICHEL : *Réforme sociale*, 1^{er} avril 1891.

disposaient à leur gré de la vie humaine. Ce n'est pourtant pas le cas ; il arrive très rarement, même aux plus habiles d'entre eux, d'arracher à la mort un homme qu'elle a marqué de son sceau. Il est très difficile d'empêcher un homme de mourir ; les plus savants médecins n'y arrivent pas, tandis qu'il est très facile de faire naître un homme ; cela est à la portée des derniers des manœuvres (sic). » Et plus loin :

« Mais, même si les hygiénistes arrivaient à diminuer la mortalité, ce dont je doute, ils n'auront en rien contribué à l'accroissement de la population. La démographie nous enseigne que cet abaissement de mortalité sera suivi, toutes choses égales d'ailleurs, d'un abaissement de la natalité. On aura donc une population plus âgée, plus chétive, mais non plus nombreuse.

« En effet, une loi générale, et qui ne souffre que de rares exceptions, veut que les pays où les naissances sont nombreuses aient aussi beaucoup de décès, et réciproquement, ceux qui ont peu de naissances ont généralement peu de décès. Les deux mouvements de la population sont parallèles. Les statisticiens sont tous d'accord pour reconnaître le parallélisme de ces deux mouvements de population. Ils ne diffèrent que sur l'explication à leur donner. Les uns ont voulu y voir un correctif accordé par la Providence à la terrible loi de Malthus ; assurément, disent-ils, le nombre des places est limité au banquet de la vie, mais la élémentaire nature proportionne le nombre des nouveaux venus au nombre des partants,

et diminue ainsi la somme des souffrances de l'humanité.

« Je crois, avec beaucoup d'autres, que le fait peut s'expliquer plus simplement : quel que soit l'âge d'un mort, on s'explique aisément que sa disparition provoque une nouvelle naissance.

« Est-ce un enfant ? Les parents éprouvent le besoin de reporter leur affection sur un être nouveau, et l'on *recommence* l'enfant perdu.

« Combien de fois le fait a été observé dans les pays à parcimonieuse natalité, en Normandie, par exemple !

« Est-ce un adulte ? Les enfants qu'il était susceptible d'avoir sont procréés ; et d'autre part, la place qu'il occupait au soleil est occupée par un autre plus jeune qui profite de l'occasion pour se marier et pour avoir à son tour des enfants.

« Est-ce un vieillard ? S'il est pauvre, il constitue pour sa famille une charge dont elle se trouve allégée, et sa disparition rend plus aisée l'éducation d'un nouvel enfant. S'il est riche, il laisse un héritage qui permet à ses héritiers de se marier et d'avoir des enfants. Ainsi, tout décédé, quel que soit son âge, laisse une place vacante aussitôt prise par de nouvelles naissances. » Et il conclut :

« Ainsi, il est exact de dire que les décès appellent les naissances. Diminuez les décès, vous diminuez les naissances par cela même.

« On peut comparer une société humaine à un bassin de capacité donnée, et muni d'un flotteur, de façon à le tenir toujours rempli d'eau. Il y a un

robinet d'entrée, — c'est la natalité et l'immigration; — mais il ne s'ouvre que dans la mesure où est ouvert le robinet de sortie, — ce robinet de sortie, c'est la mortalité et l'émigration; — impossible d'ouvrir l'un sans ouvrir l'autre.

« On peut comparer encore une société humaine à une forêt d'une étendue déterminée. Dès que le bûcheron fait des clairières dans la forêt, les rejets et les stolons bourgeonnent de toutes parts, et la feuillée se reconstitue, sans qu'on ait à s'occuper de son peuplement. S'il en est autrement, c'est qu'il y a quelque vice, quelque génie malfaisant qui contrarie l'effet bienfaisant de la nature. Il faut alors que le forestier recherche cette cause de stérilité et la détruise, qu'il écarte la dent dévastatrice des chèvres et autres animaux nuisibles qui détruisent les jeunes pousses de la forêt. Mais que dire de celui qui, contre un pareil malheur, n'imaginerait autre chose que d'écarter la hache du bûcheron et de conserver ses arbres indéfiniment ! Il n'arriverait qu'à vieillir inutilement sa futaie, et, finalement, serait vaincu dans cette lutte contre la mort, car la loi des sociétés vivantes, des forêts comme des nations, c'est le renouvellement perpétuel des êtres.

« L'œuvre impossible tentée par ce forestier ignorant n'est autre que celle que conseillent des médecins trop confiants dans leur art (1). »

Que l'on veuille bien nous pardonner cette longue citation; c'est à dessein que nous avons tenu à la

(1) J. BERTILLON : *Revue internationale de sociologie*, janvier 1893.

reproduire en entier de peur de la dénaturer involontairement en la tronquant. Elle était d'ailleurs nécessaire. En effet, il est pour nous de la dernière importance, avant de continuer notre étude sur les mesures d'hygiène propres à réduire la mortalité, de rechercher si cette loi de parallélisme des naissances et des décès est juste ou fausse. Si elle est juste, nos mesures d'hygiène n'auraient aucune raison d'être comme moyen d'augmenter la population. On voit donc l'intérêt considérable que nous avons à en démontrer l'inexactitude : c'est ce que nous allons entreprendre.

Dire que les naissances et les décès suivent une marche parallèle, c'est nier la possibilité d'augmenter la population d'un même pays : or, la France a vu sa population passer de 27.347.800 en 1801 à 38.961.945 en 1901 ; c'est-à-dire augmenter de 11.614.145 habitants en cent ans ; de même pour les autres nations européennes.

Dire que les décès appellent les naissances, c'est dire que la nation qui a la plus petite natalité, par exemple, doit avoir la plus petite mortalité, ou encore que celle qui a une forte natalité doit avoir une forte mortalité. Or, il n'en est rien. La France, avec une natalité de 23 (1) a une mortalité de 22,9 (2), alors que l'Angleterre, avec une natalité supérieure, 30,9, a au contraire une mortalité de 18,6, inférieure de 4.3 pour 1.000 habitants.

(1) Voir *Tableau de la natalité en Europe*, p. 23.

(2) Voir *Tableau de la mortalité en Europe*, p. 28.

Autre exemple : la Suède, avec une mortalité très faible, 16,3, devrait avoir une très faible natalité : son chiffre de natalité est 27,2, supérieur de 4,2 à celui de la France !

Nous ferons en outre remarquer que la mortalité en Suède et en Angleterre devrait être d'autant plus élevée que le chiffre de la natalité est plus fort, car elle est beaucoup plus influencée par la mortalité infantile. En effet, comme ce sont les enfants qui fournissent le plus gros contingent à la mortalité, il serait naturel qu'étant plus riche en adultes, notre population fournisse proportionnellement moins de décès.

« Et cependant, dit M. Cheysson (1), là encore il s'en faut que nous ayons à nous regarder comme impuissants à mieux faire et comme quittes de tout devoir, puisque, avec 1 million de plus d'habitants et un tiers de plus d'enfants, l'Angleterre compte environ 150.000 à 200.000 décès par an de moins que la France. »

Cette loi de parallélisme est donc heureusement fausse ; confiant dans son art, le médecin doit poursuivre l'application de toutes les mesures d'hygiène publique ou privée avec la pleine conscience de jouer un rôle utile.

En outre, si les décès appellent les naissances, un dilemme se pose :

1° Les naissances n'appellent pas les décès ; alors, M. Bertillon nous proposant toute une série de

(1) CHEYSSON : *Revue politique et parlementaire*, octobre 1896.

remèdes pour augmenter la natalité, devrait bien nous dire ce que deviendront les adultes correspondant au nombre des naissances provoquées. Que deviendra son « bassin de capacité donnée » recevant plus de liquide que n'en laissera échapper son robinet de sortie ?

2° Les naissances appellent les décès : M. Bertillon, s'occupant d'augmenter les naissances, travaille de ce fait à augmenter les décès ; sa conscience ne le lui reproche-t-elle pas ?

D'autre part, quoi qu'il en soit, il serait naturel de chercher, par des mesures d'hygiène, à conserver le plus grand nombre d'existences possible ; ce ne sont pas seulement des vieillards que l'on peut sauver de la mort prématurée ; les victimes des accidents du travail, les jeunes gens qui meurent à la caserne au moment même où ils allaient devenir pères de famille ne sont pas des personnes âgées inaptes à la reproduction, au contraire. Ne nous permettra-t-il pas d'« écarter la hache du bûcheron et de conserver ces arbres » trop prématurément frappés. Et puis ne vaut-il pas mieux conserver des arbres adultes que de les abattre trop tôt pour laisser la place à des graines ou à des stolons qui ne sont pas certains d'arriver à leur complet développement ? Où rencontrer un forestier assez ignorant pour préférer graine ou stolon à l'arbre lui-même ?

Cette loi de parallélisme ne saurait être vraie que pour un peuple donné, dont les moyens de subsistance seraient exactement mesurés au strict nécessaire pour l'entretien de la vie, sans aucune possibi-

lité de les augmenter. Tout nouvel arrivant ne peut alors subsister qu'à la condition de prendre la place d'un partant. Mais il n'en est pas ainsi. On ne peut comparer la société ni à un bassin, ni à une forêt. Ici chaque convive est en même temps un cuisinier. Chaque progrès de la science crée une nouvelle quantité de subsistances permettant l'arrivée d'une nouvelle génération humaine ; ce qu'il y a de défectueux dans la société, c'est l'injuste répartition de ces subsistances : une infime minorité accaparant la production de l'immense majorité des travailleurs.

D'ailleurs, M. Bertillon lui-même (1) nous fournit des armes pour combattre cette loi de parallélisme, par l'exemple suivant extrait de la thèse du D^r Lancry (1890).

« Fort-Mardick (Nord), près de Dunkerque, est une commune constituée par Louis XIV, d'après les principes suivants qui sont encore en usage aujourd'hui. Toute famille nouvelle qui se constitue, lorsque l'un des conjoints est né dans la commune et que le mari est inscrit maritime, reçoit *en usufruit* 22 ares de terre, et en outre une place sur la plage pour la pêche au filet. La commune a reçu de Louis XIV en tout 125 hectares de terre ; ce qui n'est pas distribué en usufruit est loué 5.000 francs au profit de la commune. Les ménages concessionnaires ne peuvent concéder qu'à leurs enfants seulement les parcelles de terre qu'ils occupent ; dans aucun cas la

(1) BERTILLON : *la Natalité en France*, *Rev. internat. de sociol.*, janv.-fév. 1893.

parcelle ne pourra être scindée. Il en résulte que les mariages sont nombreux — environ 11 p. 1.000 habitants, — et aussi précoces que le permet le service militaire (vingt-quatre ans); les naissances illégitimes sont par conséquent très rares (1 sur 60 naissances). Au contraire, la natalité légitime, et c'est là le point important, est extrêmement élevée; elle atteint 43 p. 1.000 habitants (France, 23), c'est-à-dire qu'elle n'est dépassée en Europe que par la Russie. Mais ce qui n'arrive pas en Russie, c'est que sur ces 43 enfants nés vivants, 33 atteignent l'âge de vingt ans. « Voilà donc un pays dans des conditions démographiques excellentes; il est permis de les rattacher à son organisation si étrange. » (Bertillon.)

Ainsi, dans cette commune, le coefficient de natalité atteint presque le double de celui de l'ensemble de la France; si la loi est exacte, la mortalité infantile devrait y être excessivement élevée, comme en Russie (268,6 pour 1.000 enfants de 0 à 1 an) (1). Or, alors que notre coefficient de décès est 168,3 p. 1.000 enfants de 0 à 1 an celui de Port-Mardick n'est que de 23,25 p. 1.000 de 0 à 20 ans. Aussi, sa population qui était de 615 habitants en 1851, s'est élevée à 1.481 en 1886, c'est-à-dire qu'elle a plus que doublé dans l'espace de trente-cinq ans, venant presque justifier la terrible loi de Malthus.

Nous ne pouvons nous empêcher de faire en passant une constatation venant à l'appui des opinions que nous avons émises au sujet des moyens propres

(1) Chiffres du *Bulletin internat. de statistique*, tome X, p. 36.

à relever la natalité. A Fort-Mardick, la terre appartient à tous, la mer appartient à tous, c'est presque en réduction l'image de la société collectiviste-communiste, au point de vue économique: les naissances sont très nombreuses, le chiffre des décès très faible, la population augmente rapidement.

Pour en terminer avec la réfutation de la loi affirmée par M. Bertillon et par d'autres démographes après lui, nous ferons encore la citation suivante : « Il est difficile, dit le directeur de l'Office du Travail dans son rapport adressé au ministre du commerce, il est difficile d'établir une corrélation entre la natalité et la mortalité; certains départements ont vu, en effet, *s'accroître* leur natalité pendant que la mortalité y *décroissait*, comme par exemple, la Saône-et-Loire. Dans d'autres, la natalité et la mortalité grandissaient en même temps, comme dans la Meurthe-et-Moselle; dans d'autres enfin, comme le Morbihan, les naissances et les décès diminuaient à la fois. On ne saurait donc établir de bases sérieuses à des conclusions démographiques (1). »

Nous pourrions multiplier les exemples dans lesquels le parallélisme n'existe pas; dans la Seine, en 1897, il y a eu 422 naissances *de plus* qu'en 1896 et 56 décès *en moins*.

Enfin, si nous essayons d'appliquer cette loi au mouvement de la population en France depuis 1881 (2), nous ne rencontrons un vague parallé-

(1) *Journal officiel*, 3 décembre 1898, Rapport pour l'année 1897.

(2) V. page. 31.

lisme entre les naissances et les décès que pour dix années sur vingt. Une loi présentant 50 p. 100 d'exceptions ne saurait être une loi.

Nous avons terminé; on comprend maintenant pourquoi nous avons si fort insisté sur sa réfutation. Du moment qu'en France avec une natalité plus faible que celle de l'Angleterre, nous avons une mortalité plus élevée, nous avons le droit de chercher à faire intervenir chez nous le facteur qui donne de si excellents résultats chez nos voisins, en leur permettant d'économiser annuellement de 150 mille à 200 mille décès : l'application de sévères mesures d'hygiène.

Le terme « mesures sévères » fera certainement crier à l'attentat à la liberté. Mais, depuis quelques mois, pour d'autres motifs il est vrai, nous sommes habitués à ces clameurs. Nous y répondrons par ce passage du rapport de M. le professeur Augagneur, maire de Lyon, sur le règlement sanitaire proposé pour la ville, en exécution de l'article premier de la nouvelle loi sur la « Protection de la santé publique » du 15 février 1902 (1).

« Il se peut que certains articles du règlement sanitaire que je vous sou mets paraissent un peu sévères : cette sévérité n'est choquante qu'en raison de notre mauvaise éducation sociale. Respecter les lois de l'hygiène, c'est faire œuvre de solidarité, c'est penser aux autres autant qu'à soi-même ; ces préoccupations ont paru, jusqu'ici, bien secondaires à trop de nos concitoyens ; leurs élus, plus à même

(1) Rapport au Conseil municipal de Lyon, adopté en séance du 26 mai 1903.

par leurs fonctions de concevoir des vues d'ensemble, ont pour devoir de les leur rappeler. Pour prévenir l'extension d'une épidémie, pour empêcher qu'une population soit décimée par la maladie, il est bien permis d'infliger quelque gêne à quelques individus. Au prix de désagréments insignifiants pour ces individualités, nous prévenons des souffrances et des morts sans nombre. »

Nous avons le devoir d'abaisser, dans la mesure du possible, en l'état actuel de la société, le chiffre de la mortalité dans les classes prolétariennes dans lesquelles la vie moyenne est jusqu'à deux fois et demie plus courte que celle des classes dites supérieures. La nouvelle loi sur la « Protection de la santé publique », accordant une très large initiative aux municipalités, peut être un excellent instrument de lutte contre la maladie et la mort ; mais, il faut l'avouer, tant vaudra la municipalité, tant vaudra la loi.

Si le règlement sanitaire proposé par la municipalité lyonnaise est parfait, il n'en sera, hélas ! pas de même dans toutes les villes et communes de France. C'est pour cela que le médecin a un noble rôle à remplir en usant de son influence morale considérable dans l'élaboration des règlements d'abord, et ensuite dans la stricte application des mesures prescrites.

Égalité politique, c'est bien ; égalité économique serait encore mieux ; ce serait même le meilleur moyen de lutte sanitaire ; mais en attendant sa réalisation, nous réclamons l'égalité devant le microbe et la mort, par l'hygiène sociale et privée.

Le tableau suivant, que nous dressons avec des chiffres fournis par M. Bertillon lui-même, nous fera toucher du doigt la monstrueuse inégalité de la mortalité, suivant les classes de la société :

Mortalité à Paris, suivant les arrondissements
Décès sur 1.000 habitants (moyenne de 1891-92-93)

Arrondissements très pauvres :

Gobelins	30,1
Ménilmontant	27,7
Buttes Chaumont	27,1
Vaugirard	26,7
Butte Montmartre	23,7
Moyenne : 27,1 p. 1000	

Arrondissements pauvres :

Observatoire	33,5
Reuilly	23,4
Popincourt	23,0
Moyenne : 26,6 p. 1000	

Arrondissements aisés :

Panthéon	21,2
Batignoles	19,7
Hôtel-de-Ville	21,7
Enclos Saint-Laurent	19,1
Temple	19,9
Moyenne : 20,3 p. 1000	

Arrondissements très aisés :

Luxembourg	17,6
Bourse	16,6
Moyenne : 17,1 p. 1000	

Arrondissements riches :

Palais Bourbon	18,4
Passy	17,8
Louvre	15,9
Opéra	14,9
Moyenne : 16,7 p. 1000	

Arrondissement exceptionnellement riche :

Élysée	11,6
Moyenne : 11,6 p. 1000	

Ce tableau nous montre de façon saisissante la différence considérable de mortalité suivant les classes de la société. Quand sur une même population de 1.000 personnes, il vient à en mourir 11 à l'Élysée, il en meurt 30 aux Gobelins, 27 à Ménilmontant ! Aucun subterfu ne peut expliquer un tel écart : la misère, le surmenage, l'hygiène défectueuse en sont les vrais et seuls facteurs. Qui pourrait soutenir qu'en faisant bénéficier les classes pauvres de mesures d'hygiène appropriées on ne puisse abaisser la mortalité, sinon au chiffre même de l'Élysée, mais à un taux voisin ?

Mais, il faut le reconnaître, les mesures d'hygiène ne sont pas tout. En l'état actuel de la société, la puissance d'action des meilleurs lois de l'hygiène est forcément limitée. Elle se heurte à des intérêts trop divers. Les exigences du travail industriel et de la production intensive, les nécessités de la concurrence qui forcent, à produire vite et à bon marché, opposent le patron à l'ouvrier aux dépens de la conservation de l'individu.

La tyrannie du capital met dans la nécessité d'extraire de l'ouvrier tout ce qu'il peut rendre en échange d'un minimum de salaire. On tient compte de l'usure de la machine et on prévoit l'amortissement de son prix d'achat ; l'usure de l'organisme du travailleur laisse indifférent, lorsque son rendement devient insuffisant, on le remplace par un plus jeune et voilà tout ; une machine nouvelle exige un débours de capital. Tant pis si l'ouvrier de chair vient à se surmener pour satisfaire aux exigences de l'ouvrier d'acier !

Pour recevoir leur plein effet, les mesures d'hygiène devraient être précédées d'une transformation profonde de la société. Certes il est louable de vouloir empêcher le prolétaire de mourir de maladie ou d'accident de travail ; il serait mieux encore et plus sûr de lui permettre de ne pas mourir de faim ou de misère. L'hygiène la mieux comprise, la mieux appliquée n'a guère d'action sur un organisme débilité par le surmenage, la faim, la misère...

Dans un travail de recherches expérimentales intitulé : *Comment la misère martyrise l'organisme humain*, M. Niceforo, professeur à l'Université de Lausanne, a étudié les modifications subies par la taille, le poids du corps, le crâne et la sensibilité dans la classe pauvre. Il conclut en ces termes : « C'est ainsi que l'économie moderne, non seulement s'est arrangée de façon à soustraire au travailleur le produit intégral de son travail en lui donnant en échange un salaire misérable qui ne fait que river les chaînes avec lesquelles elle l'a attaché à la terre et aux machines, — elle lui prend aussi sa santé

organique, — elle lui martyrise sa taille, son crâne, ses nerfs, son organisme entier. Elle lui prend encore plus. Elle lui prend sa sensibilité morale.

« Jouissance de la richesse qu'il a produite, — jouissance de sa santé physique, — jouissance spirituelle de ses facultés et de ses sentiments, — elle lui a pris tout, en le forçant à vivre d'une vie malsaine et sans pain, une vie qui ne vaut plus d'être vécue (1). »

Notre excellent ami, le D^r Sachnine, dans son très remarquable travail sur *La Journée de huit heures* (Lyon, 1900), inspiré par notre maître, M. le professeur Augagneur, a nettement démontré l'influence pernicieuse du travail prolongé sur l'organisme humain. Des pages entières seraient à citer ; nous ne pouvons que conseiller la lecture de ce consciencieux ouvrage aux personnes avides de documentations sur ce sujet.

Quoi qu'il en soit, de grandes améliorations sont possibles dès aujourd'hui, dans la lutte éternelle contre la maladie et la mort ; une immense somme de souffrances peut être évitée ; il est permis de sauver de nombreuses existences humaines.

Nous allons en indiquer les moyens dans nos chapitres suivants ; la collaboration étroite et désintéressée de toutes les bonnes volontés est nécessaire pour en réclamer l'application immédiate. Nulle tâche n'est plus pressante ; à l'œuvre donc en attendant les temps d'harmonie qui se préparent. « Défendre l'homme contre les éléments d'abord, contre

(1) Professeur Alfred NICEFORO : *Revue Blanche*, 15 juillet 1902.

l'homme ensuite, pour faire de tous ces ennemis conjurés autant d'aides et de soutiens ; voilà le but que nous nous assignons.....

« Tous les hommes ont faim, c'est la loi de nature. Tous doivent manger, c'est la loi de justice. Tous mangeront, c'est la loi attendue (1). »

(1) G. CLÉMENTEAU : *la Mêlée sociale, la Faim.*

Mortalité infantile

*Si les hommes ont des obligations
à l'égard des êtres qui ne sont pas
encore nés, elles ne consistent pas
seulement à leur donner l'existence
mais le bonheur.*

CONDORCET.

Nous avons vu précédemment combien il était illusoire, dans l'état actuel de la société, de chercher à augmenter la natalité française. Au contraire il nous est permis de faire diminuer considérablement la mortalité générale et particulièrement la mortalité infantile.

Voici d'abord le tableau de la mortalité des enfants de 0 à 1 an, pour la France (1) :

1893	1894	1895	1896	1897	1898
—	—	—	—	—	—
150.000	133.000	148.000	127.000	133.500	142.541

On peut donc dire qu'il meurt, annuellement, en moyenne 140.000 à 150.000 enfants de 0 à 1 an, soit un peu plus de 160 pour 1.000 naissances.

(1) *Statistique annuelle*, t. XXVIII, p. 14.

Le tableau suivant nous donne les variations de la mortalité du premier âge dans les différents pays d'Europe.

	de 1874 à 1883		de 1884 à 1893	
	Enfants de 0 à 1 an	Enfants de 1 à 5 ans	Enfants de 0 à 1 an	Enfants de 1 à 5 ans
1 Norvège. . . .	103,7	39,5	96,3	37,1
2 Irlande	96,8	38,1	96,4	36,6
3 Suède	128,0	49,6	107,1	39,7
4 Danemark . . .	146,6	47,8	136,1	46,3
5 Angleterre. . .	143,9	55,7	146,4	54,2
6 Suisse	186,4	60,5	159,3	50,0
7 Belgique. . . .	153,1	58,7	162,9	59,0
8 France. . . .	165,4	»	168,3	60,6
9 Hollande. . . .	204,3	72,3	174,5	62,2
10 Italie	207,9	97,5	190,4	85,5
11 Prusse. . . .	215,7	82,3	207,5	77,1
12 Autriche. . . .	250,8	102,9	247,3	97,2
13 Russie d'Europe	265,4	114,2	268,6	116,7 (1)

Nous voyons tout d'abord que nous n'occupons pas dans ce tableau un rang honorable ; il meurt en France presque deux fois plus d'enfants de 0 à 1 an et de 1 à 5 ans qu'en Norvège.

Mais l'étude de la mortalité infantile par régions, dans notre pays, est beaucoup plus intéressante et nous montrera mieux encore quels sont les progrès réalisables,

Les départements de la Creuse, des Landes, de la Haute-Vienne et du Massif central ont une mortalité de 110 pour 1.000 enfants de 0 à 1 an, c'est-à-dire

(1) *Bulletin de l'Institut international de statistique*, t. X, p. 36.

presque le chiffre de la Suède, et nous n'aurions qu'à nous réjouir s'il en était ainsi des autres. D'après M. Turquan, la faiblesse de ce chiffre tient à ce que dans ces régions, l'allaitement par la mère est de règle, le biberon étant tout à fait exceptionnel.

La Normandie, l'Eure-et-Loir, l'Yonne, la Nièvre, la Drôme, l'Ardèche, les Hautes-Alpes, les Basses-Alpes, le Vaucluse, ont au contraire un chiffre de mortalité élevé variant entre 200 et 250 pour 1.000 enfants de 0 à 1 an.

Dans certaines villes, elle atteint le chiffre formidable de 500 pour 1.000, comme à Halluin, Rosendael, Roucq. Elle dépasse 300 p. 1.000 à Lille, Roubaix, Tourcoing, Dunkerque, et va de 200 à 250 au Havre, Rouen, Reims, Murat, Saint-Denis, Montceau-les-Mines, Belfort, Calais, Troyes, etc.

Ce qui étonne, au premier abord, c'est le chiffre relativement faible de certaines grandes villes : Marseille, 171 ; Nantes, 150 ; Paris, 145 ; Toulouse, 129 ; Bordeaux, 128 ; Lyon, 120 ; Montpellier, 113. Mais si l'on vient à rechercher la mortalité des départements dans lesquels se trouvent ces dernières villes, on voit qu'elle est considérable ; cela provient de ce qu'un grand nombre de nouveau-nés de la ville sont envoyés en nourrice aux environs et vont y augmenter le nombre des décès.

Les enfants naturels sont encore plus cruellement frappés. Sur 1.000 naissances illégitimes il en meurt, durant la première année :

	1884	1890	1893
1 Prusse.	359	359	354
2 Autriche.	297	309	291
3 France.	302	282	265
4 Italie	285	264	247
5 Suisse.	244	224	239
6 Norvège.	145	184	180(en 1892)
7 Suède	145	183	154

Enfin, avant d'en finir avec les chiffres, nous tenons à donner le tableau suivant sur la mortalité en Allemagne pour 1.000 nouveau-nés, durant la première année ; ces chiffres sont instructifs :

	Protestants	Catholiques	Israélites
Garçons.	246.8	242.2	185.8
Filles.	210.7	204.2	157.3

D'où peuvent provenir de telles différences ?

D'abord, nous l'avons déjà vu en étudiant la natalité, le repos de la mère avant l'accouchement influe d'une façon considérable sur le poids de l'enfant et par conséquent sur sa santé. Un nouveau-né aura d'autant plus de chances d'échapper aux causes de léthalité que son développement aura été poussé jusqu'à la limite ultime de la gestation. Or, le travail de la mère, durant le dernier mois de la grossesse, hâte l'accouchement : l'enfant est incomplètement développé.

Nous avons vu en outre l'action nocive exercée sur le produit de la conception par certaines professions de la mère et du père ; nous n'y reviendrons pas.

Enfin, nous avons réclamé le repos pour la nouvelle accouchée pendant le mois suivant la délivrance. Nous avons prouvé que ce repos était aussi indispensable à la mère qu'à l'enfant. Et c'est là un strict minimum. Physiologiquement, c'est six semaines qu'il faudrait à la mère pour permettre l'involution complète de son utérus ; dans l'intervalle, elle est une malade qui nécessite des soins minutieux destinés à la garantir de l'infection puerpérale d'abord et ensuite des affections des organes génitaux qui la rendraient ultérieurement stérile.

Ce repos de la mère, disons-nous, est nécessaire à l'enfant. En effet, la mortalité infantile est beaucoup plus élevée le premier mois que le second, le second que les mois suivants. En interdisant à la mère de reprendre son travail pendant les quatre ou six premières semaines, on lui accorde la possibilité de soigner et d'allaiter son nourrisson au moment même où il court le plus de risques.

Mais cette interdiction du travail, avant et après l'accouchement, réclame un corollaire : l'indemnité pécuniaire et les soins médicaux gratuits. En Allemagne et en Autriche, pendant cette période, les femmes sont considérées comme des malades justiciables des lois sur l'assurance obligatoire : elles ont droit aux secours en argent fournis par les caisses de maladie, et en outre à l'assistance gratuite médicale et pharmaceutique. Nous avons vu qu'en France une loi analogue n'avait pu aboutir. Cependant nous devons rendre justice à M. de Lanessan, qui, pendant son passage au ministère de la marine rendit un

décret accordant des secours aux ouvrières de l'État :
« Le ministre de la marine, jugeant qu'il était équitable de considérer les femmes en couches employées dans les ateliers comme auxiliaires à titre permanent comme absentes du travail pour une cause analogue à une maladie d'ordre commun, décide que la demi-solde pourra être accordée pendant le dernier mois de la gestation et qu'elle sera toujours attribuée durant les vingt jours consécutifs à l'accouchement. En outre chaque ouvrière accouchée recevra une gratification de 50 francs (1). »

En attendant la loi nécessaire, ce précédent devrait être étendu à toutes les femmes employées de l'État.

Cette interdiction du travail aux femmes gravides ou en couches remonte au droit juif. Les femmes sont dispensées de tout travail après l'accouchement, à condition de nourrir elles-mêmes leur enfant (2). Les soins maternels suffisent à nous expliquer la faible mortalité infantile dans les familles israélites en Allemagne. (Voir le tableau p. 92.) Il y a aussi une autre cause à invoquer, outre la forte cohésion de la famille juive, la tempérance des hommes.

La différence de mortalité, entre les enfants légitimes et les enfants dits naturels provient de plusieurs causes. D'abord, privation des soins nécessaires quand la mère reprend trop prématurément le travail, et cela est, hélas ! trop fréquent : c'est dans

(1) *Bulletin de l'Office du Travail*, 1900, p. 922.

(2) *Talmud*, Ketouboch.

la classe pauvre que se recrute la fille-mère. Et aussi travail et surmenage pendant la grossesse qu'elle cherche à dissimuler le plus longtemps possible par l'emploi d'un corset serré au maximum, ruinant sa santé et empêchant le développement normal de l'enfant. Obligée de travailler jusqu'à la dernière minute, trop souvent chassée de l'atelier ou de l'usine dès que sa « faute » est visible, ridiculisée, repoussée parfois même de sa famille lorsqu'elle en a une, presque toujours abandonnée par l'amant, en proie aux privations, à la faim, alors qu'elle aurait le plus besoin de soins, comment cette malheureuse pourrait-elle mettre au jour un enfant capable de résister aux maladies qui vont l'assaillir ?

Mais ce n'est pas tout. Voici l'enfant naturel au monde ; que devient-il ? Presque toujours il est livré à l'Assistance publique.

Or la mortalité des enfants assistés est encore plus considérable et s'élève à 30 p. 100 pendant la première année, en 1899. En outre, si nous consultons les statistiques du ministère de l'intérieur au sujet des enfants protégés, nous voyons que les enfants naturels ont une mortalité de 22 p. 100 supérieure à celle des enfants légitimes, pour le département de la Seine (1898). Pour expliquer leur mortalité plus grande, il est impossible d'admettre que tous ces enfants illégitimes soient précisément tombés chez de mauvaises nourrices. Les conditions dans lesquelles ils sont élevés sont les mêmes qu'ils soient légitimes ou illégitimes. Les causes de léthalité supérieure doivent donc provenir

d'une époque antérieure à leur mise en nourrice : elles ne peuvent provenir que des mauvaises conditions de leur développement intra-utérin.

Le mode de nourriture de l'enfant est un facteur considérable de mortalité. C'est encore dans les statistiques des enfants protégés que nous prendrons nos chiffres présentant ainsi un indéniable cachet d'exactitude.

Sur 1.000 décès de 0 à 1 an, il y a 310 enfants allaités au sein et 690 enfants élevés d'une autre façon. La mortalité est donc deux fois plus faible chez les enfants allaités au sein. Et encore cette proportion est de beaucoup exagérée ; un grand nombre d'enfants qui sont dits allaités au sein sont trop souvent soumis à un allaitement mixte, ce qui doit majorer le chiffre des décès dans cette catégorie.

Au sujet de l'allaitement de l'enfant, nous ne saurions mieux faire que de donner les conclusions adoptées par l'Académie de médecine (1).

1° L'allaitement de l'enfant par sa mère, et, à son défaut, par une autre femme, doit être préféré à tout autre mode d'allaitement ;

2° Si le lait de femme manque, le lait animal (ânesse, vache, chèvre, etc.) doit constituer la nourriture exclusive de l'enfant ;

3° Tout lait animal doit être donné non contaminé, ou bouilli, ou mieux, stérilisé ;

4° Le biberon à tube doit être interdit.

(1) *Bulletin de l'Acad. de méd.*, n° 43, 30 décembre 1902, p. 694.

Le professeur Pinard s'est fait l'apôtre de l'allaitement au sein intangible. Pour lui, on doit imposer à toute mère d'allaiter ou de faire allaiter *au sein* son enfant, et cela le plus longtemps possible, au moins pendant un an.

Certes, c'est là l'idéal, mais combien trop souvent impossible. M^{me} Dluska a donné à ce sujet des statistiques intéressantes dressées dans le service même du professeur Pinard (1).

Sur 445 femmes qui sont venues accoucher à la clinique Baudeloque, se trouvaient :

- 209 multipares, qui ont eu antérieurement 429 enfants;
- 138 de ces enfants ont été allaités par la mère;
- 291 ne le furent que peu ou pas du tout (67,80 p. 100).

Sur ces 291, il y en eut :

- 24 non allaités par la mère pour causes pathologiques ;
- 32 pour insuffisance ou absence de lait;
- et 226 *pour des causes économiques* (la profession ne le permettant pas).

De ces 209 multipares, à leur grossesse actuelle :

- 74 allaitèrent l'enfant;
- 135 ne l'allaitèrent pas (soit 64,59 p. 100);
- 21 pour causes pathologiques;
- 14 pour insuffisance ou absence de lait;
- 100 *pour des causes économiques*.

Il résulte de ces statistiques qu'un très grand nombre de femmes ne peuvent allaiter leur enfant au sein, la plus grande partie pour des causes économiques : la nécessité de reprendre le chemin de

(1) M^{me} D^r DLUSKA : *Contribution à l'étude de l'allaitement maternel*, th. Paris, 1894.

l'atelier ou de l'usine. Quelle critique du travail des femmes pourrait valoir l'éloquence des chiffres !

Mais ce n'est pas tout. Ainsi, dans les statistiques relevées dans le service de M. Pinard, de 64 à 67 femmes p. 100 sont dans l'impossibilité de nourrir leur enfant au sein. Il était utile de rechercher pendant combien de temps la proportion de 36 à 33 femmes p. 100 nourrissant leur enfant au sein pouvaient continuer l'allaitement. M. Planchon donne le tableau suivant tiré de la consultation des nourrissons de la clinique Tarnier, dirigée par le professeur Budin (1).

245 femmes ont suivi la consultation pendant 7 mois :

158 ont donné le sein pendant ce temps.	64,4 p. 100
73 n'ont pas eu assez de lait.	29,8 —
14 n'ont pas eu de lait du tout.	5,8 —

132 femmes ont suivi la consultation pendant 14 mois :

84 ont eu suffisamment de lait pendant 7 mois.	63,6 p. 100
73 — — — — — 8 —	55,3 —
50 — — — — — 9 —	37,8 —
30 — — — — — 10 —	22,7 —
18 — — — — — 11 —	15,66 —
8 — — — — — 12 —	6 —
2 — — — — — 13 —	

Ainsi donc, ces statistiques nous prouvent que bien peu de femmes conservent leur lait pendant plus de 7 mois. Grâce à elles, nous avons pu calculer

(1) PLANCHON : *Bulletin de l'Acad. de méd.*, n° 43, décembre 1902, p. 703.

que sur un chiffre global de 100 femmes prises parmi celles qui ont voulu et pu commencer l'allaitement au sein, 22,16 seulement ont eu suffisamment de lait pendant 7 mois, et 7,44 pendant 10 mois !

Nous avons encore là une preuve évidente que la femme n'est pas faite pour le travail que lui impose la société. Non seulement le capital l'épuise, diminue ou abolit sa fonction génératrice, mais encore tarit le lait, nourriture naturelle et gratuite, qui serait d'autant plus nécessaire à son enfant que celui-ci aura plus souffert d'une gestation écourtée !

« L'allaitement au sein, — dit M. le professeur Porak (1), commentant les statistiques de M. Planchon, — soit que les femmes veuillent se charger d'allaiter elles-mêmes leur enfant, soit qu'elles cherchent une nourrice au sein pour les suppléer, est-il possible ? Non. Les femmes du peuple perdent leur lait trop tôt. Elles ne trouveront pas non plus de nourrices au sein capables de remplir leurs engagements lorsqu'elles auront allaité leur propre enfant jusqu'au sevrage. Il faut donc envisager rigoureusement le problème et avouer nettement que pour combattre l'alimentation prématurée, il est nécessaire d'organiser l'allaitement mixte ou l'allaitement artificiel...

« Nous n'entrevoions malheureusement pas ce qu'on peut faire de réellement efficace pour modifier les conditions économiques et pour réformer nos mœurs déplorables dont la natalité dépend. On se demande avec anxiété ce qui adviendra du pays où la

(1) Professeur PORAK : Rapport à l'Académie de médecine, n° 43, 30 décembre 1902.

maternité, au lieu d'être considérée comme le plus saint des devoirs, reste couverte d'une espèce d'opprobre. Tout le monde sait ce qu'en pensent les femmes de la bourgeoisie moyenne et aisée, et à plus forte raison, celles des familles riches qui donnent l'état de l'opinion. » Et plus loin :

« La plus grande mortalité des nourrissons venant de Paris dépend, suivant toute vraisemblance, de la dégénérescence qui épuise les autochtones des grandes villes et fait disparaître leur race avec le temps. L'excès de travail, les misères, les maladies transmissibles, en particulier la syphilis et la tuberculose, l'alcoolisme, les vices et les écarts de toute espèce amènent la déchéance plus ou moins rapide des citadins. La morti-natalité, la poly-mortalité des jeunes, l'avortement criminel ou spontané, la stérilité voulue ou acquise en tarissent fatalement la descendance. Si on en pouvait douter, les chiffres précédents en apporteraient une nouvelle preuve. »

C'est là le procès de la société actuelle. Les mêmes modifications économiques que nous avons préconisées pour accroître la natalité feraient du même coup diminuer la mortalité. Mais le voudra-t-on ?

Récemment, le professeur Budin, citant les déclarations du D^r Pierchon, d'Halluin, et du D^r Galissot, de Roucq, dénonçait à l'Académie de médecine l'effrayante mortalité infantile de nos départements du Nord et du Pas-de-Calais. Dans certaines communes, à Halluin, à Roucq, elle s'élevait à 65 p. 100 des enfants de 0 à 1 an ; elle atteint 75 p. 100 au bout de la deuxième année. En d'autres termes, sur

100 naissances, 25 enfants seulement atteignent la troisième année!

Le professeur Budin crut pouvoir attribuer ces hécatombes aux sociétés belges d'assurance sur décès d'enfants. Les parents, la nourrice, la gardienne assurent l'enfant à ces compagnies moyennant un paiement de 5 à 20 centimes par semaine, et touchent une prime de 20 à 100 francs à la mort de celui-ci. Le même enfant peut être assuré à plusieurs compagnies.

Tout en convenant qu'il n'est guère possible de rencontrer des parents capables de laisser mourir leur enfant pour toucher une prime bien insuffisante à dédommager des peines de neuf mois de gestation, il peut en être différemment des nourrices ou des gardiennes, et l'on prévoit toutes les conséquences funestes, toutes les négligences coupables que peuvent entraîner de telles pratiques.

Mais, ces assurances, justement appelées *primes à la mort*, ne sont que le reflet de la cause réelle et non la cause elle-même qui est encore ici d'ordre économique. Ce massacre des innocents est le fait de la misère profonde des ménages tisseurs du Nord. Les usines de filature et de tissage sont échelonnées à quelques mètres de la frontière belge, d'Halluin à Roucq. Des flots d'ouvriers belges — 8.000 — portant leurs provisions pour la journée, s'y déversent tous les matins pour regagner leurs logis le soir. Ils se contentent d'un salaire dérisoire de 2 francs à 2 fr. 50 par jour, parce que la vie est bien meilleur marché en Belgique. Les ouvriers français, sous l'influence de la concurrence, sont obligés d'accepter les

mêmes salaires qui, à cause des prix bien supérieurs des objets de première nécessité, pain, viande, beurre, café, pétrole, logement, sont des salaires de famine. Comment élever et nourrir des enfants avec 2 fr. 50 par jour ! La mère est donc obligée de travailler aussi ; la conséquence est l'épouvantable mortalité des enfants. Ce sont là les constatations faites par le professeur Ausset, de Lille, dans son rapport au préfet du Nord. Commentant ces faits : « La misère en est la cause originelle, dit M. le professeur Courmont ; une fois de plus, une question d'hygiène est à la remorque d'une cause économique. »

Y a-t-il des remèdes à une telle situation ? Une loi nouvelle est nécessaire pour interdire toute combinaison d'assurances reposant sur des enfants de moins de sept ans. Un projet de loi dans ce sens est déposé à la Chambre. Mais comment élèvera-t-on les salaires ? Là seulement est le remède si l'on veut supprimer la misère et laisser la femme au foyer familial.

Une nouvelle cause de mortalité infantile est l'industrie nourricière. Parlant des 150.000 enfants qui meurent annuellement en France de 0 à 1 an, le professeur Lacassagne demande une meilleure application de la loi Roussel : « L'industrie nourricière, dit-il, est responsable de la plus grande partie de ces décès et on frémit quand on voit le nombre de petits citadins qui se trouvent condamnés à mort le jour où ils sont remis à la nourrice villageoise, et vont ainsi peupler les cimetières ruraux (1). »

(1) LACASSAGNE : *Arch. d'anthropologie crim.*, 1900.

Dans son remarquable rapport à l'Académie de médecine, M. le professeur Porak (1) disait à ce sujet : « L'industrie nourricière est un mal, mais c'est un mal inévitable. Elle est entrée profondément dans nos mœurs. L'une des plus sérieuses accusations qu'on a portées contre elle résulte de ce fait que les enfants des nourrices sur lieu offrent une dîme très élevée à la mortalité infantile. En vendant leur lait, en donnant leurs soins à l'enfant d'une autre femme, les nourrices sur lieu risquent la vie de leur propre enfant.

« L'objection est grave. L'opinion en a été saisie très vivement, il y a déjà plusieurs années, par le D^r Monot lorsqu'il révéla l'excessive mortalité des enfants des nourrices sur lieu, qu'il estimait à 30 p. 100. On en a conclu que le marché consenti par ces femmes était immoral et monstrueux. »

Dans un travail des plus consciencieux présenté aussi à l'Académie, MM. Balestre et Giletta de Saint-Joseph, médecins à Nice, ont donné la classification ci-dessous de la mortalité des enfants de 0 à 1 an, pour 1.000 décès (2) :

Diarrhée	384,70	} 606,30
Maladies des voies respiratoires. . .	147,29	
Maladies contagieuses	49,61	
Tuberculose.	24,70	
Débilité congénitale	179,00	
Causes diverses	187,08	
Causes inconnues	35,84	

(1) PORAK : *loc. cit.*

(2) *L'Obstétrique*, Mortalité de la première enfance, janvier 1901.

D'après ces auteurs, les 606,30 décès provenant des quatre premières causes sont « théoriquement évitables et en fait fortement réductibles ».

Nous avons vu précédemment les causes de débilité congénitale : travail de la mère pendant la grossesse et jusqu'à l'accouchement, professions exposant aux intoxications (saturnisme, etc.), nous pouvons y ajouter la syphilis, l'alcoolisme des parents ; nous savons qu'il serait facile de les combattre et de réduire par suite considérablement la débilité congénitale.

Enfin, « quand elle se produit, on n'est pas désarmé encore. Tout récemment le professeur Budin a montré ce que l'on pouvait obtenir avec de la surveillance et des soins intelligents ; sous sa direction, à la clinique Tarnier, la mortalité des débiles a varié entre 13 et 2 p. 100.

« La débilité congénitale, en six ans, prise sur la population urbaine de la France (sur 7.298.687 habitants), a causé 52.332 décès. Si nous prenons les chiffres de M. Budin et les résultats qu'il a obtenus, on peut estimer approximativement que ce total de décès aurait pu être abaissé à 5.000 ou 6.000 environ.

« On a laissé près de 44.000 enfants aller peupler les cimetières (1). »

Étudiant les décès mis sous la rubrique « autres causes », ils ont trouvé que 160,87 p 1.000 décès de 0 à 1 an étaient dus aux convulsions, et ils concluent : « Or, des décès par débilité congénitale, M. Budin

(1) D^{rs} BALESTRE et GILETTA DE SAINT-JOSEPH : *loc. cit.*

en a évité les 9/10 ; si nous ajoutons ces 9/10, soit environ 160 p. 1.000 d'après nos proportions, aux 606 décès dus aux maladies évitables, cela fait 766 décès évitables sur 1.000, et ce n'est pas fini ; les causes inconnues, les autres causes, convulsions, etc., nous donneraient encore un bénéfice, de sorte que *l'on peut dire que les trois quarts au moins des enfants qui meurent, meurent par notre faute.* »

« M. Dufour, à Fécamp, a dans son service une mortalité inférieure des deux tiers à la mortalité de la ville. Ce n'est donc pas une chimère que l'on poursuit » (1).

Or, il meurt en France 150.000 enfants annuellement ; sur ce chiffre 100.000 doivent et peuvent être sauvés.

« Une des plus grandes causes de mortalité infantile, dit le Dr Variot, étant celle de l'allaitement défectueux, c'est tout un art d'allaitement que la Ligue contre la mortalité infantile veut enseigner aux jeunes mères. 40 p. 100 des enfants allaités au biberon, débiles, rachitiques, meurent de gastro entérite. Le sein est le seul procédé naturel qui doive être encouragé ; on ne doit avoir recours à l'autre que lorsque la nécessité y oblige, et alors est-il utile de stériliser le lait et de doser la nourriture.

« C'est en France où l'allaitement artificiel est le plus répandu que la mortalité est la plus élevée. Rendez donc l'enfant à la mère (2). »

Quelles sont donc les mesures à prendre, pour

(1) Drs BALESTRE et GILETTA de Saint-Joseph : *loc. cit.*

(2) Dr VARIOT : discours à la Sorbonne, 30 novembre 1902.

sauver tant de précieuses existences ? Dans le cours de ce travail, nous en avons déjà indiqué un certain nombre ; nous résumons ci-dessous les desiderata.

Dans l'impossibilité économique d'interdire le travail des femmes et des jeunes filles, il faut se contenter actuellement des mesures suivantes :

1° Repos de la femme enceinte *mariée ou non*, un mois avant l'accouchement et six semaines après, avec indemnité pécuniaire, soins médicaux et pharmaceutiques gratuits ;

2° Allaitement au sein par la mère ; à son défaut, par une autre femme ; sinon, autant que possible, allaitement mixte au sein et au lait stérilisé ;

3° En cas d'impossibilité, emploi exclusif de lait stérilisé et à son défaut, seulement de lait bouilli ;

4° Interdiction absolue des biberons à tubes ;

5° Proscription absolue de toute nourriture autre que le lait stérilisé, avec fourniture gratuite pour les indigents, dans des dispensaires où chaque femme apportera deux fois par mois son enfant pour y être examiné et pesé ;

6° Installation de crèches-garderies où les enfants seront soignés en l'absence des parents au travail ;

7° Consultations médicales gratuites des nourrissons ;

8° Compléter la loi Roussel et exiger son application stricte ;

9° Éducation de la jeune fille par des conférences populaires en vue des précautions à prendre pendant

la grossesse, lors de l'accouchement et après ; instructions sur l'alimentation du nouveau né et les soins à lui donner.

La plupart de ces mesures sont mises en pratique par des œuvres particulières et rendent déjà de grands services. Par les progrès réalisés déjà, on peut prévoir une réduction considérable de la mortalité infantile lorsqu'elles seront généralisées par les soins de la collectivité, État ou communes.

Grâce aux secours accordés à la fille-mère et qui lui permettront de devenir la nourrice mercenaire de son propre enfant, on diminuera certainement le nombre trop considérable des pupilles de l'Assistance publique qui malgré les soins dont ils sont l'objet ont une mortalité telle que 68 pour 100 succombent avant l'âge de vingt ans, si bien que Michelet avait pu dire : « Les meilleurs hospices d'enfants trouvés sont les cimetières (1). »

Nous devons dire quelques mots de la morti-natalité et des avortements.

Nous constatons d'abord l'augmentation progressive du nombre des mort-nés.

De 1841 à 1845	mortinatalité	3,2	p. 100
De 1857 à 1862	—	4,3	—
De 1885 à 1888	—	4,5	—
En 1900.	. . . (39.246 mort-nés).	soit	4,78 —
En 1901.	. . . (40.746 —).	—	4,99 —

Comme l'indique le tableau suivant de la morti-

(1) MICHELET : *la Femme*, p. 97.

natalité en Europe, pour 1888, nous avons près du double de mort-nés que la Suède et le Danemark :

Hollande . . .	4,9	p. 1000
France	4,5	— (4,99 en 1901)
Belgique . . .	4,6	—
Danemark. . .	2,9	—
Suède.	2,7	—

D'où provient cette augmentation de la mortinatalité.

Dans une communication à la *Société d'anthropologie*, M. Macquart présente des statistiques constatant cette augmentation et tire ces conclusions : « Notre force génératrice est en diminution ; je ne dis pas que les chiffres que je viens de citer en donnent la preuve, j'estime qu'ils établissent en faveur de cette hypothèse, une présomption grave (1). »

La diminution de la natalité en France n'a pas seulement pour cause, dit-il en substance, une restriction volontaire mais encore une diminution de la force génératrice ; si l'on peut, en effet, désirer souvent limiter le nombre des conceptions, on ne cherche pas à avoir des mort-nés. « L'accroissement de la mortinatalité ne dépend pas d'un désir conscient et ne peut provenir que d'un affaiblissement des organes de la gestation. »

Dans la même séance, MM. Papillaut, Zaborowski, Paul Robin, expliquent l'augmentation des mort-nés par l'augmentation des avortements provoqués et des

(1) *Société d'anthropologie* (Paris), séance du 31 octobre 1901.

infanticides déguisés : les manœuvres peuvent très bien ne pas produire immédiatement l'effet attendu, l'embryon ou le fœtus n'être primitivement que lésés ou intoxiqués et leur mort ne survenir que plus ou moins tard, avant ou à la naissance.

M. Lunier (1) estime à 7.000 ou 8.000 le nombre des infanticides déguisés et des avortements préventifs qui grossissent le chiffre de la morti-natalité.

Le Dr Malbec (2), résumant une conférence qu'il a faite à la Société médicale des bureaux de bienfaisance, tonne contre la dépopulation et en donne deux causes : injections vaginales et avortements. Il estime à 50.000 les avortements annuellement pratiqués à Paris.

« Si l'on persiste dans cette voie, dit le professeur Porak, les femmes qui prévoient qu'elle ne pourront pas élever leur enfant se feront avorter. L'avortement criminel est une plaie odieuse de notre société actuelle. Il s'exerce avec une fréquence dont on se fait difficilement une idée. Nous avons dans nos services tous les jours la preuve de la fréquence de l'avortement criminel et de l'impuissance de la justice à le poursuivre. Si, par aventure, une malheureuse échoue devant les tribunaux, on trouve des circonstances tellement atténuantes à son crime, que le juge ne se décide pas à la punir. Pour être intransigeant sur cette question de l'allaitement au sein dans le but de diminuer la mortalité infantile, on n'aura

(1) LUNIER : *Note à l'Académie de médecine*, 3 février 1885.

(2) Dr MALBEC : *Tribune médicale*, 30 juillet 1902.

rien obtenu, les enfants mourront tout de même, mais ils mourront d'une autre façon (1). »

Citons encore M. Brouardel à propos de l'infanticide : « Ce ne sont guère que les filles honnêtes, dit-il, qui tuent leurs enfants ; elles ont réussi à cacher leur grossesse, elles sont restées muettes pendant les tortures de l'accouchement, parce qu'elles sont affolées à l'idée de la faute qui va être connue, que leur déshonneur sera public.

« Lorsqu'une fille a toute honte bue, elle ne tue pas son enfant ; elle l'envoie en nourrice, elle sait que le résultat est le même ; au bout de quelques mois elle cesse de payer la nourrice, elle change de domicile et elle n'entend plus parler de son enfant (2). »

Quel réquisitoire pourrions-nous faire plus modéré et d'autant plus puissant contre la société qui pousse la mère à tuer son enfant ? Affaiblissement de la puissance génératrice, avortements provoqués ou non, infanticides, tout est à la charge du milieu économique ; c'est lui, c'est le milieu qui est *infanticide*. Là encore on retrouve la cause première d'origine économique : le remède est le même : transformation du milieu.

Mais en attendant il nous paraît possible de diminuer le nombre des avortements provoqués et des infanticides. On peut y arriver par les mesures suivantes :

(1) Professeur PORAK : *Rapport à l'Académie de médecine*, 30 décembre 1902.

(2) PROF. BROUARDEL : *l'Infanticide*.

1° D'abord les secours pécuniaires, soins médicaux et pharmaceutiques gratuits, réclamés précédemment pour les femmes *mariées ou non*, pendant le dernier mois de la grossesse et les six semaines suivant l'accouchement.

2° Abolition de l'art. 340 du Code civil interdisant la recherche de la paternité : c'est une anomalie exclusive à la France et contraire à la Déclaration des droits de l'homme ; il faut proclamer les droits de l'enfant naturel et les devoirs du père. L'interdiction de la recherche de la paternité est un encouragement cynique à la débauche ; c'est elle qui pousse un grand nombre de malheureuses à l'avortement, l'infanticide, le suicide ou la prostitution ; sa suppression s'impose et l'article 1382 aux termes duquel tout fait de l'homme qui cause un dommage oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer, sera applicable au dommage causé à la fille séduite. Ce qu'il faut à celle-ci, c'est une indemnité pécuniaire lui permettant d'élever son enfant, plutôt qu'à celui-ci un père malgré lui.

Ces mesures seraient favorables à un grand nombre d'enfants et de filles-mères ; en 1901 nous avons eu 782.581 naissances légitimes et 74.693 naissances illégitimes. On compte en France 1.500.000 enfants naturels dont 100.000 à peine reconnus par le père.

La lutte contre la tuberculose.

La tuberculose, maladie évitable et « la plus curable des maladies chroniques » suivant Grancher, occasionne annuellement en France de 150.000 à 200.000 décès (Bernheim); la moyenne, de 1889 à 1899, est exactement de 165.000. Dans ces chiffres ne sont pas comptés les nombreux cas de bronchite chronique manifestement justiciables du bacille de Koch.

Ainsi que le prouve le tableau suivant, c'est en France que le fléau exerce les plus grands ravages.:

France.	165.000 décès
Autriche.	130.000 —
Allemagne.	112.000 —
Italie	60.000 —
Angleterre.	58.000 —
Portugal.	20.000 —
Belgique.	16.000 —

Voici le nombre de décès par tuberculose et autres

maladies inflammatoires du poumon, par 10.000 habitants :

	Décès par tuberculose et maladies inflammatoires du poumon (1).	Décès par phtisie pulmonaire seule (2).	Décès par maladies inflammatoires seules (2)
Russie.	81,9	39,8	42,1
Autriche.	59	36,2	22,8
Hongrie.	56,2	36,2	22,8
France	60,6	30,2	30,4
Suède	50,3	23,1	27,2
Allemagne	48,9	22,4	26,5
Suisse.	41,6	20,3	21,3
Irlande	65,6	20,7	44,9
Danemark	42,3	19,1	23,2
Italie	66,6	18,7	47,9
Belgique.	64,4	17,6	46,8
Norwège.	35	17,4	17,6
Écosse.	49	17,3	31,7
Angleterre.	45,1	13,6	31,5

Ici, comme pour la mortalité générale, nous occupons un rang indigne de notre climat relativement privilégié. Nous perdons par tuberculose 302 habitants sur 100.000, alors qu'il n'en meurt que 224 en Allemagne et 136 en Angleterre !

Enfin le tableau suivant donne les totaux et le pourcentage de la mortalité tuberculeuse, pour

(1) Chiffres du rapport de M. Amodru au nom de la Commission parlementaire d'hygiène publique, 1902.

(2) Chiffres du Congrès de la tuberculose, Berlin, mai 1899.

l'année 1901, dans les villes dont la population dépasse 250.000 habitants (1).

	Population	Décès par phtisie	Décès par phtisie pour 10.000 hab.
1 Paris	2.511.629	10.688	42,5
2 Manille	250.000	965	38,6
3 Prague.	389.741	1.485	38,1
4 Vienne.	1.691.996	6.043	35,7
5 Rio-Janeiro . .	793.000	2.743	34,6
6 Buda-Pest . . .	744.719	2.481	33,3
7 Havane	275.000	900	32,7
8 St-Petersbourg.	1.248.683	3.943	31,5
9 Moscou	1.000.000	3.022	30,2
10 Madrid.	527.027	1.282	24,3
11 Boston.	573.579	1.346	23,4
12 Berlin	1.902.282	4.399	23,1
13 Philadelphie . .	1.293.697	2.946	22,7
14 New-York. . . .	3.632.501	8.134	22,3
15 Baltimore . . .	525.000	1.138	21,6
16 Londres	4.579.107	7.734	17,0
17 Amsterdam . .	530.104	795	14,9
18 Chicago	1.758.025	2.454	13,9

Paris occupe donc le premier rang dans le classement par mortalité tuberculeuse : le Parisien a près de trois fois plus de risque de mourir phtisique que l'habitant de Londres !

L'intensité des ravages est variable suivant les régions de la France, d'un département à l'autre, d'une ville à l'autre, et jusque suivant les quartiers d'une même ville. Le rapport de M. Amodru distingue trois foyers principaux : « Le premier part de Paris

(1) Statistique sanitaire et démographique de La Havane, année 1901.

et des départements circonvoisins et rayonne vers le nord-ouest jusqu'à la Seine-Inférieure et vers le nord-est jusqu'au département du Nord ; le second foyer comprend tous les départements bretons avec la Mayenne ; le troisième enfin a pour centre Lyon et s'étend depuis le Jura et l'Ain jusqu'au Gard, le long de la vallée du Rhône... L'influence de ces foyers sur la zone qui les entoure n'est pas douteuse. Elle diminue à mesure qu'on s'éloigne du foyer principal et que les communications deviennent moins faciles.

« Pour le département de la Seine, la mortalité par tuberculose est de 57,14 pour 10.000 habitants, c'est-à-dire supérieure d'un quart à la moyenne de la mortalité par tuberculose en France... (1) »

Les départements les moins frappés sont : l'Yonne, la Nièvre, le Puy-de-Dôme, la Haute-Loire, le Tarn, l'Aveyron, l'Aude, les Vosges, la Savoie, les Hautes et les Basses-Alpes, la Vienne, les Charentes, les Landes, le Lot-et-Garonne ; moyenne 20,1 par 10.000 habitants.

En dernier lieu viennent la Haute-Saône et la Haute-Marne avec seulement 12,7.

Les villes sont d'autant plus atteintes qu'elles sont plus peuplées.

	DÉCÈS par tuberculose et bronchite réunies
Villes de 50.000 habitants	49,9
Villes de 10 à 50.000 habitants	39,8
Villes de 5 à 10.000 habitants	35,7
Villes de moins de 5.000 habitants.	33,8

(1) Rapport de M. AMODRU, *loc. cit.*

A Lyon, le nombre annuel moyen des décès par tuberculose sur 10.000 vivants (de 1894 à 1899), est 25,7 pour le deuxième arrondissement, quartier bourgeois, tandis qu'il s'élève jusqu'à 40,12 pour le troisième arrondissement, quartier ouvrier (1).

Enfin, à Paris, alors que les arrondissements riches, le 8^e, le 9^e, le 16^e, ne comptent que pour une proportion de décès variant de 39,3 à 61,1 par 10.000 habitants, la proportion s'élève à 165,1 pour le 18^e; à 202,7 pour le 11^e; à 131,7 pour le 13^e; à 196,2 pour le 19^e et 149,3 pour le 20^e qui sont plus particulièrement des quartiers ouvriers.

A Genève, le Dr D'Espine sur 1.000 décès de pauvres en compte 233 dus à la phtisie; sur 1.000 décès de personnes aisées, 68 phtisiques seulement.

Sur les 112.000 décès annuels par tuberculose, en Allemagne, Gebhardt en compte 80.000 appartenant aux classes ouvrières (2).

Raths, au même Congrès, confirme qu'à Francfort, Munich, Berlin, Hambourg, la mortalité tuberculeuse est beaucoup plus élevée chez les ouvriers que chez les riches.

A Vienne, en 1890, d'après le Dr Philippovich la mortalité tuberculeuse est de 35 pour 10.000 dans les quartiers ouvriers et seulement 11,6 dans les quartiers aisés.

A Paris, Brouardel donne 10,8 pour 10.000 aux Champs Élysées; 104 pour Plaisance; 202,7 pour le 11^e arrondissement.

(1) Dr SACHNINE : *la Journée de huit heures*, p. 220, 1900.

(2) GEBHARDT : *Rapport au Congrès de Berlin*, 1899.

On pourrait ainsi multiplier les exemples, mais ceux-là suffisent pour nous permettre d'affirmer qu'il y a deux tuberculoses : celle du riche qui guérit souvent; celle du pauvre qui ne guérit jamais, en France du moins.

« La tuberculose, dit M. Strauss, est un mal de misère. C'est la pauvreté avec toutes ses conséquences habituelles, l'alimentation insuffisante, le logement insalubre ou encombré, l'excès de travail, la méconnaissance des règles d'hygiène et de propreté qui engendrent la tuberculose, sèment la scrofule, préparent le terrain dans lequel va lentement germer ou brutalement éclore le terrible bacille (1). »

Ainsi donc, la tuberculose, qui chaque année en France seulement fait quatre fois plus de victimes que l'éruption de la Martinique, est presque exclusivement l'apanage des classes ouvrières. C'est encore un fléau dont la cause première est d'ordre économique ; c'est avec des mesures d'ordre économique qu'il faut la combattre. Aux trois facteurs : habitations encombrées et insalubres, alimentation insuffisante, surmenage, il faut opposer le logement spacieux et aéré, l'alimentation normale, le repos. Les revendications des classes prolétariennes sont confirmées par les hygiénistes : huit heures de travail, minimum salaires, tels sont les vrais et seuls remèdes à opposer à la tuberculose. Lorsque le microbe ne trouvera plus des organismes débilités par le sur-

(1) P. STRAUSS : *la Croisade sanitaire*, 1902.

travail, l'air vicié et la misère, la tuberculose aura vécu.

En attendant, de grandes améliorations sont permises : il est possible de réduire considérablement le nombre des décès.

Nous n'avons pour cela qu'à prendre exemple sur nos voisins : l'Angleterre et l'Allemagne ont depuis longtemps devancé le pays de Pasteur dans la lutte contre les maladies contagieuses en général et le bacille de Koch en particulier.

En dix ans, l'Angleterre a réduit de 18 p. 10.000 habitants, sa mortalité par maladies contagieuses économisant ainsi 150.000 existences par an. Aussi, malgré l'abaissement progressif de sa natalité, sa population continue-t-elle à s'accroître alors que la nôtre est presque stationnaire, l'excédent des naissances sur les décès étant à la merci de la moindre épidémie de grippe.

La loi anglaise sur la protection de la santé publique a été promulguée en 1875 et complétée à plusieurs reprises. Des inspecteurs sanitaires étaient créés avec des pouvoirs très étendus ; ils exercèrent particulièrement leur activité contre les logements insalubres : amendes considérables d'abord, puis travaux exécutés d'office aux frais du propriétaire ont permis la transformation en quelque années de quartiers entiers à Londres. Voici quelques chiffres indiquant la progression rapide des dépenses exigées par ces travaux d'assainissement : de 1850 à 1870, en vingt ans, avant la loi, 260 millions de dépenses ; de 1871 à 1882, en dix ans, 1 milliard 598 millions. En

1897, le chiffre des dépenses occasionnées par la loi de 1875, depuis sa promulgation, c'est-à-dire depuis vingt et un ans était supérieur à *quatre milliards de francs* (1).

Mais aussi, quels résultats considérables obtenus ! Avant la loi, la mortalité générale était de 23 p. 1.000 habitants. De 1879 à 1883, elle tombe à 19, en 1898 à 17 ; le gain est de 6 existences par 1.000 habitants, soit plus de 150.000 par an pour toute l'Angleterre. La loi de 1875 donne chaque année à l'Angleterre la population d'une ville de l'importance de Toulouse.

Au point de vue spécial de la tuberculose, le chiffre des décès a diminué de moitié tandis qu'il augmente toujours en France. Sur 10.000 habitants, nous perdons 30 phtisiques alors qu'elle n'en perd que 13, plus de la moitié de moins que nous !

« Laissons de côté la question médicale, dit M. le professeur Courmont dans ses *Questions d'hygiène*, parlons argent. Les économistes estiment la vie humaine à 3 ou 4.000 francs. En vingt-cinq ans, l'Angleterre a de ce chef gagné plus de dix milliards. Les quatre milliards de dépenses ont donc donné un bénéfice net de six milliards de francs, au minimum.

« Si cette loi était appliquée à Paris nous verrions probablement des monômes de propriétaires ou de femmes de propriétaires envahir la place de la Concorde pour protester au cri bien connu de « Vive la liberté ! » Triste liberté que celle qui tous les ans

(1) Chiffres donnés par le professeur Courmont.

condamne à mort plus de 150.000 Français ! » (Professeur Courmont.)

Ajoutons à ces mesures d'hygiène sociale, en Angleterre, des améliorations économiques dans les conditions d'existence du prolétariat, amélioration des salaires, diminution de la journée de travail, absence de service militaire obligatoire, meilleur marché des vivres et aliments de première nécessité, des hôpitaux spéciaux pour tuberculeux comme l'hôpital de Brompton, à Londres (15.000 malades en vingt ans), celui de Ventnos, dans l'île de Wight (10.000 malades en vingt ans).

En Allemagne, la lutte antituberculeuse est organisée de façon différente. Tandis que l'Angleterre a plutôt dirigé ses efforts vers la prophylaxie, en cherchant à fortifier la santé générale, permettant une défense efficace de l'organisme contre le bacille tuberculeux, l'Allemagne s'est plutôt spécialisée dans la lutte contre le bacille avant et après l'envahissement de l'organisme.

En 1897, à la suite de l'organisation de l'assurance obligatoire, les caisses de maladie et d'assurance contre l'invalidité pensèrent qu'il serait préférable et plus économique de soigner un tuberculeux au début, et de le guérir au plus tôt, que de le conserver malade pendant des années, et fondèrent des sanatoriums.

Il y a actuellement en Allemagne, 43 sanatoriums pour ouvriers, 19 pour tuberculeux peu aisés et 16 sanatoriums populaires, soit 78 établissements qui n'ont rien coûté au budget. Malgré toutes ces

dépenses, les caisses ouvrières d'assurance contre la maladie ont réalisé des bénéfices considérables et leur capital s'élève actuellement à plus de onze cent millions de francs.

Ajoutons que ces sanatoriums donnent 20 p. 100 de guérisons définitives et 60 p. 100 d'améliorations suffisantes pour permettre aux ouvriers de travailler pendant deux ou trois ans avant de faire une nouvelle cure.

Pendant toute la durée du traitement, la famille du malade reçoit de la caisse d'assurances une indemnité pécuniaire. Ces caisses sont alimentées un tiers par les patrons, deux tiers par les ouvriers, et administrées par des commissions mixtes composées dans les mêmes proportions.

L'intérêt de chacun est de dépister au plus vite toute tuberculose au début; intérêt du malade qui se guérit plus facilement et qui est délivré du souci de la vie matérielle de sa famille par l'indemnité qu'elle reçoit, intérêt de la caisse qui dépense d'autant moins que la guérison sera plus rapide.

Aux États-Unis, 200 sanatoriums de 300 lits chacun reçoivent annuellement 60.000 phthisiques.

Pendant ce temps, qu'avons-nous fait en France pour combattre le terrible fléau qui durant le siècle dernier nous a tué plus de 15 millions de personnes?

Nous possédons les deux hôpitaux d'Ormesson et de Villiers pour les enfants tuberculeux, deux sanatoriums, celui d'Hauteville et celui d'Angicourt, en tout 260 lits... et c'est tout; encore ces œuvres sont-elles dues à l'initiative privée, de même que quelques

dispensaires créés dans certaines grandes villes. Rien n'a été fait au point de vue de la lutte sociale : tout tuberculeux pauvre, surtout s'il entre à l'hôpital, est condamné à mort !

Nous possédions bien une loi sanitaire qui donnait aux maires des pouvoirs illusoires : qui aurait osé toucher à la sacro-sainte propriété privée, défendue par les tribunaux contre les commissions des logements insalubres ?

La nouvelle loi sanitaire du 19 février 1902, mise à l'étude depuis 1889 et chaque année étouffée par le Sénat, est excellente quant au texte ; donnera-t-elle les résultats attendus ?

Nous l'avons déjà dit, elle donne pleins pouvoirs aux maires, qui peuvent actuellement assainir leurs communes s'ils le veulent : tant vaudra la municipalité, tant vaudra la loi. Les droits imprescriptibles de la propriété individuelle ne le sont plus, il sera enfin possible de détruire ces bouges surnommés logements, où s'entassaient, sans air et sans lumière, les familles malheureuses. « Qui n'a pas été médecin du bureau de bienfaisance, dit le Dr Séailles (1), qui n'a pas à toute heure du jour et de la nuit franchi le seuil de cette unique chambre, souvent mal aérée, sans soleil, sans lumière, ne peut se faire une idée du désordre, de la saleté quelquefois repoussante, qui règnent dans ces réduits de l'agglomération.

« C'est dans ces chambres que l'on fait tout : on y cuisine, on y mange, on y dort. Les mouches et

(1) In *la France médicale*, 22 janvier 1897.

autres parasites, attirés par les détritux, voltigent et courent de tous côtés, transportant avec eux et semant partout le bacille de Koch qui pullule sur ces excellents milieux de culture. C'est là que nos malades toussent, qu'ils crachent, qu'ils maigrissent et qu'ils meurent. »

C'est donc l'habitation insalubre, celle qui manque d'air et de soleil, qui est le grand auxiliaire de la phtisie. Un travail de M. le doyen Lortet a prouvé que la plupart des concierges de Lyon succombaient à la tuberculose, victimes des « soupentes » qui leur servent d'habitation. Ce sont ces logements insalubres, « ces lieux maudits », ces murs qui tuent qu'il faut détruire avant toute chose.

« Si quelqu'un, dit le professeur Brouardel, pré-disposé par sa naissance ou par ses habitudes à la phtisie, vit dans un milieu sain, dans un logement où l'air et le soleil pénètrent largement, il pourra échapper à la contagion. Inversement, si un homme vigoureux, n'ayant aucune tare héréditaire ou acquise, vit dans un logement malsain, il n'échappera pas à la contagion... C'est dans les logements sombres, encombrés, que ces affections se cultivent. Le nombre des contacts dangereux se multiplie en raison de l'étroit espace accordé à leurs habitants. »

« Sait-on qu'il existe, au cœur même de Paris, dit M. Félix Roussel (1), des maisons homicides sur le seuil desquelles on pourrait inscrire, sans exagération aucune, la devise de l'enfer du Dante. La tuber-

(1) FÉLIX ROUSSEL : *les Murs qui tuent*, janv. 1903.

culose s'y est installée, elle est là chez elle ; après le décès de chaque occupant, elle y demeure, guettant l'arrivée de nouvelles victimes. Généralement, la femme, qui reste le plus souvent au logis, est atteinte la première ; elle communique le mal au mari et aux enfants, qui vont ensuite propager la contagion à l'atelier et à l'école. »

Nous extrayons le passage suivant du rapport de M. Rendu, conseiller municipal de Paris (1) :

« L'habitation insalubre est l'asile de la tuberculose. C'est l'accumulation des habitants qui crée et développe les foyers du mal. On compte encore à Paris un grand nombre de chambres occupées par 6, 9, 11 et même 14 personnes, n'ayant que 2 mètres cubes d'air par habitant.

« Quand l'un d'eux est atteint par la tuberculose, les autres gagnent le mal. Les parents meurent de phtisie, les enfants de méningite, et comme dit M. Brouardel, « de ces foyers primitifs, la phtisie irradie dans la ville, en fait un centre redoutable pour le reste du pays, et comme, grâce aux facilités de la circulation, les malades vont chercher à la campagne, dans les zones privilégiées, une guérison ou une amélioration, ils disséminent, sur toute l'étendue du territoire, les germes de la maladie ».

« En somme, le point de départ, c'est le taudis où vivent des êtres humains sans air, sans lumière, sans soleil. Le Dr Korosi et M. Bertillon ont indiqué une loi qui paraît fatale :

(1) A. RENDU : *Rapport du budget de l'Assistance publique*, Paris, janv. 1903.

« Chambres occupées par 1 ou 2 personnes, mortalité 2 p. 100.

« Chambres occupées par 3 à 5 personnes, mortalité 2,9 p. 100.

« Chambres occupées par 6 à 10 personnes, mortalité 3,2 p. 100.

« Chambres occupées par plus de 10 personnes, mortalité 7,9 p. 100.

« Dans un quartier populeux de Paris, on a constaté que 95 p. 100 des familles avaient été touchées par la tuberculose.

« L'amélioration des habitations doit donc être la première des préoccupations de ceux qui veulent combattre la tuberculose. »

Jules Simon (1) rapporte qu'à Birmingham, la mortalité chez les locataires des maisons de la Société métropolitaine des logements ouvriers fut abaissée à 15 p. 1.000, tandis que la moyenne de la mortalité générale de la ville était de 24.

Le calcul démontre que, si l'on parvenait à réduire le chiffre de la mortalité générale de Paris au taux de mortalité du VIII^e arrondissement, il mourrait annuellement dans la capitale, 22.000 personnes de moins.

Qu'avons-nous fait en France jusqu'ici, pour l'amélioration des logements ouvriers : à peu près rien. C'est encore l'initiative privée qui est entrée la première dans la voie de la création d'habitations économiques ; malgré tous les efforts, elles n'ont réussi en vingt ans qu'à loger 1.000 à 1.500 habitants

(1) Jules SIMON : *le Travail*, p. 271.

à Paris, un peu moins à Lyon, et 2.000 ou 3.000 en province : c'est manifestement peu ; le concours pécuniaire de l'État ou des communes est nécessaire.

A Londres, le Conseil de la Cité loge 42.000 personnes dans ses maisons ouvrières construites par la ville et lui appartenant. Glasgow a construit 1.700 maisons ouvrières, et il en est ainsi de plusieurs grandes villes anglaises.

Berne, Lucerne, Genève construisent directement des maisons ouvrières salubres et à bon marché.

En France, rien de tout cela n'est possible, la loi interdit aux municipalités de construire directement et de posséder ; elle paralyse les meilleures intentions et stérilise les plus généreux efforts.

Nous espérons avoir suffisamment démontré le rôle meurtrier au premier point des logements insalubres. Ils doivent disparaître grâce aux facultés accordées par la nouvelle loi sanitaire aux municipalités soucieuses de la santé de leurs administrés. Nous nous réjouissons des résultats que donnera le nouveau règlement sanitaire élaboré par le professeur Augagneur, maire de Lyon, en constatant les éminents services rendus à la cause de l'hygiène sociale par la commission des logements insalubres, même sous le régime de la déplorable loi antérieure à 1902.

Mais la grande lacune de la loi de 1902 est dans l'article 4. L'Académie de médecine a été chargée de dresser la liste des maladies contagieuses pour lesquelles la déclaration devait être obligatoire et entraîner la désinfection. Les membres de l'Académie, qui ne devaient faire qu'œuvre de médecins, ont

voulu faire œuvre législative : ils ont donné deux listes, l'une, avec déclaration obligatoire, l'autre avec déclaration facultative, et ont rangé la tuberculose dans cette dernière ! Jamais un médecin ne pourra déclarer de plein gré la tuberculose, le malade non plus, la famille non plus. A quoi bon dès lors cette seconde liste ? La déclaration obligatoire doit être le complément indispensable des dispositions contre les logements insalubres : c'est grâce à elle que l'on aurait rapidement connu les maisons maudites où des familles entières sont mortes de phtisie. La lutte contre le crachat, la seule permise, n'est pas suffisante, il faut détruire le microbe dans ses repaires ; la désinfection fréquente des logements habités par le tuberculeux est indispensable ; elle ne peut être effectuée qu'après la déclaration préalable de la maladie.

Quoi qu'il en soit, outre ces mesures générales prescrites par la loi sanitaire nouvelle, il y a lieu de combattre ouvertement la tuberculose. Quel est le système à préférer, du système anglais ou de l'allemand ? Nous n'hésiterons pas à préconiser le premier, quand bien même aucun d'eux n'exclut l'autre.

D'abord, nous avons annuellement en France au moins 300.000 tuberculeux à hospitaliser. Or, MM. Lemoine et Carrière, de Lille, ont calculé que cette hospitalisation exigerait une dépense brute de 1 milliard 800 millions et un budget annuel de 328 millions. Qui fournirait ces ressources : l'impôt, c'est-à-dire pour la plus grande partie la classe

ouvrière. Autre objection, les versements aux caisses d'assurance effectués pour un tiers par le patron et pour les deux tiers par l'ouvrier sont, en réalité, en entier prélevés sur le salaire de celui-ci.

En dernier lieu, d'après les données même du bureau d'hygiène de l'empire allemand, les sanatoriums donnent 20 pour 100 de guérisons définitives et 60 pour 100 d'améliorations suffisantes pour permettre de reprendre le travail pendant deux ou trois ans. Mais, sur ces derniers, il y en a donc un certain nombre qui doivent retourner au sanatorium ; ils ne sont donc pas guéris ; combien de temps durera cette amélioration ?

Ce n'est donc pas aux sanatoriums allemands qui ne datent que de six ans que l'on doit attribuer la diminution de la mortalité tuberculeuse qui, dans ces vingt dernières années, a passé de 35,1 à 27 pour 10.000 habitants. Ils y ont contribué, certes, mais la plus grande part revient aux mesures générales pour la protection de la santé publique.

A notre avis, toute mesure destinée à combattre la tuberculose, maladie populaire par excellence, est la bienvenue.

Mais, ce qu'il faut surtout combattre, ce n'est point tant le bacille de Koch, il n'est que la cause secondaire ; c'est la misère physiologique de la classe ouvrière, c'est le surtravail, c'est l'insuffisance des salaires, trilogie meurtrière pour l'ouvrier, plus meurtrière encore pour la femme et l'enfant. Et ce faisant, ce n'est pas seulement la tuberculose que l'on aura chassée, mais encore toutes les maladies

qui s'acharnent de préférence sur les organismes épuisés : augmenter la force de résistance de l'organisme humain, c'est diminuer considérablement les chances de maladie et de mort.

« Un salaire élevé, dit le Dr Romme, comportant une plus grande somme de bien-être, peut, dans une certaine mesure, compenser les effets du logement surpeuplé ; une hygiène convenable des fabriques et des ateliers est capable de neutraliser, toujours dans une certaine mesure, la durée trop longue du travail ; de même, les habitudes de tempérance sont en mesure de contrebalancer, en partie, les inconvénients du séjour dans une atmosphère dont la pureté laisse à désirer (1). »

Pour nous résumer, nous préconisons toutes les mesures d'hygiène propres à combattre efficacement le fléau, mais nous sommes convaincu que la solution de la question sociale seule peut amener l'extinction de la tuberculose ; en l'état actuel il y a lieu de demander :

1° L'application très sévère de la législation contre les logements insalubres ;

2° La déclaration obligatoire de la tuberculose ouverte, comportant la désinfection obligatoire du logement, vêtements, etc. ;

3° Proscription du crachat, du balayage à sec, etc. ;

4° Création d'hôpitaux spéciaux pour tuberculose ouverte ;

(1) Dr ROMME : *la Lutte sociale contre la tuberculose*.

5° Journée de huit heures ; augmentation des salaires ; suppression de tous droits d'entrée ou impôts quelconques sur les aliments de première nécessité : pain, blé, viande, sucre, café, etc. ;

6° Création de dispensaires antituberculeux ;

7° Lutter contre l'alcoolisme.

*
* *

Nous allons maintenant passer rapidement en revue les moyens de lutte contre les maladies sociales évitables autres que la tuberculose.

La lutte contre la fièvre typhoïde est possible et facile ; il suffit pour en débarrasser une collectivité de fournir une eau de bonne qualité et de se débarrasser convenablement des immondices.

Elle a presque disparu en Allemagne, en Angleterre, en Autriche, alors qu'il y a vingt ans, certaines villes, comme Berlin, Hambourg, Vienne, présentaient un nombre considérable de décès ; en France, au contraire, le bacille d'Eberth semble avoir acquis une plus grande virulence.

Voici le tableau de mortalité annuelle pour 100.000 habitants (moyenne annuelle de 1886 à 1889) :

Lyon.	30	Le Havre. . .	190
Paris.	40	Londres . . .	16
Nancy	50	Berlin	9
Nice	80	Vienne. . . .	7
Marseille. . .	100	La Haye. . .	2

Le nombre des victimes dans l'armée est toujours élevé, malgré de grandes améliorations effectuées dans certaines casernes depuis 1888 où l'on a amélioré l'approvisionnement en eau potable. Avant 1888, la mortalité pour 100.000 était de 180 ; elle est tombée à 90 depuis cette époque.

D'après M. Cacheux, de 1872 à 1884, en quatorze ans, l'armée française a perdu 17.642 hommes sur 55.189 atteints de fièvre typhoïde.

On peut espérer les meilleurs résultats de la nouvelle loi sanitaire qui règle l'approvisionnement et la captation des eaux potables. Malheureusement elle ne parle que des eaux de source ; c'est eaux filtrées qu'il faudrait dire pour ne pas créer une équivoque.

L'eau de source éveille l'idée d'une eau excellente à tous égards et particulièrement pour l'alimentation.

Or, il n'en est rien. Les eaux de source ne valent que par la surveillance exercée sur un périmètre d'une très grande étendue autour de leur point de captation. Ceci est si vrai que malgré l'alimentation de certains quartiers de Paris en soi-disant eau de source (Arve, Dhuis, etc.), la fièvre typhoïde continue à sévir avec intensité ; cela provient de l'infection des sources mêmes par les eaux de lavage des terrains environnants. Il y a même sur le périmètre des sources de l'Arve, une ville qui fait le tout à l'égout, lequel se jette dans l'Arve même.

Nous passerons rapidement sur la variole. L'article 6 de la nouvelle loi impose enfin la vaccination obligatoire au cours de la première année et la revac-

cination à onze et à vingt et un ans. Dans quelques années cette maladie aura disparu en France, comme elle l'a fait en Allemagne.

Voici un tableau des décès par variole pour 100.000 habitants, qui fera voir l'importance extrême de la vaccination et revaccination obligatoires :

	Moyennes de 1862 à 1876 (1) avant la vaccination obligatoire	Moyennes de 1883 à 1896	
Belgique	79,5	18,2	
Autriche	72,2	38,6	
France		28,9	
Angleterre . . .	25,3	2,9	} depuis la vaccination obligatoire
Suède	26,9	0,5	
Allemagne . . .	51,6	0,7	

Les statistiques publiées par M. le professeur Courmont, pour Lyon (2), celles de la ville de Paris, du département de la Seine, prouvent que la grande majorité des décès par variole dans les dernières épidémies se rencontrent chez les non vaccinés ou non revaccinés et particulièrement chez les femmes. Celles-ci en effet, ne sont pas comme les hommes ou les jeunes gens soumises aux revaccinations du régiment, des grandes écoles et des lycées. Au contraire de la population civile, et par exception, l'armée française est presque complètement indemne de variole à cause de la revaccination obligatoire trop souvent encore mal pratiquée.

(1) D^r DEFRAIN : *Variole et Vaccination*, p. 54.

(2) Professeur J. COURMONT : la variole à Lyon, *Presse médicale*.

Nous rappellerons pour terminer, qu'en 1870, avant la revaccination obligatoire, l'armée française présenta 23.400 décès varioliques alors que l'armée allemande revaccinée n'en eut que 459 !

L'interdiction absolue de l'emploi en peinture de la céruse et son remplacement par le blanc de zinc doivent être exigés des pouvoirs publics. Là encore, un simple décret peut suffire pour sauver un grand nombre d'existences et épargner quantité de souffrances et d'avortements.

*
* *

Le logement insalubre, le surmenage, le salaire insuffisant, les trois facteurs de la tuberculose des classes pauvres, sont en même temps les facteurs de l'alcoolisme.

L'alcool qui n'épargne aucun organe de l'économie, mais les prédispose tous à la maladie, s'il n'est pas un facteur immédiat de mortalité, augmente considérablement la morbidité : la pneumonie, l'érysipèle, le rhumatisme, la fièvre typhoïde, la phtisie acquièrent une gravité extrême chez les alcooliques

L'alcoolisme n'est pas seulement dangereux pour l'individu, il l'est pour l'enfant. L'hérédité alcoolique est une lourde tare : sur 1.000 enfants idiots, arriérés ou épileptiques admis à Bicêtre de 1880 à 1890, 471 avaient un père alcoolique, 84 une mère alcoolique, et 65 leurs deux parents alcooliques (1).

(1) D^r BOURNEVILLE : *Influence de l'alcoolisme des parents sur leurs enfants.*

Si l'alcoolisme n'est pas par lui-même une cause de stérilité directe, il est tout au moins une cause indirecte mais active par les tares organiques qu'il transmet aux descendants.

Tout le monde est d'accord sur les méfaits de l'alcoolisme, il n'en est pas de même quant aux remèdes.

« Pour nous, dit le Dr Legrain, il reste acquis, en ce moment, que l'alcoolisme trouve dans la misère une grande cause de son extension. »

Et Liebig: « Dans beaucoup de pays on attribue la pauvreté et la misère à la consommation croissante et exagérée de l'eau-de-vie; c'est là une erreur. L'usage de l'eau-de-vie n'est pas la cause, mais l'effet de la misère... Lorsque l'ouvrier gagne moins par son travail qu'il ne lui faut pour se procurer la quantité d'aliments nécessaires à son entretien, un besoin impérieux, inexorable, le force à recourir à l'eau-de-vie. Comment veut-on qu'il travaille si l'insuffisance de la nourriture lui enlève tous les jours une certaine quantité de forces ?

« La question posée par l'usage et l'abus de l'alcool, dit Clémenceau (1), n'est autre que le problème social tout entier... L'ordre dans lequel nous vivons n'est point ménager de forces humaines, aussi bien mentales que physiques... Le patron le plus dur pour des ouvriers attachés à des engrenages de fer se tuera de travail pour la conquête de trésors dont il ne pourra jouir, qui ne serviront qu'à émasculer, qu'à corrompre sa postérité. D'autres crèveront d'indolence ou de bas plaisir..... »

(1) CLÉMENTEAU : *le Grand Pan, l'alcool*.

« Allez donc dire à l'ouvrier des fabriques du Nord de se passer de son *schnaps*. C'est un *besoin*. L'alcool supprimé, l'énergie du moment est amoindrie. Voulez-vous donc que sa production diminue ? C'est impossible, la concurrence étant désormais établie entre organismes anormalement surexcités. Il faut tuer des hommes pour faire vite et beaucoup. L'alcool est un des agents du massacre, voilà tout. »

D'autres auteurs, les moralistes, ne voient dans l'alcoolisme qu'une conséquence de la dépravation croissante des mœurs, sans s'apercevoir qu'ils condamnent en même temps que l'alcool toute une collection de liqueurs pieuses, chartreuses et bénédictines diverses.

A notre avis, il ne faut incriminer séparément ni la misère, ni les mœurs, car tous deux agissent en même temps. La misère n'agit qu'indirectement. « La véritable cause de l'alcoolisme, dit le professeur Augagneur est entièrement d'ordre intellectuel et moral : c'est l'insuffisance d'activité cérébrale, c'est l'indigence, la détresse intellectuelle, le désœuvrement mental.,.

« La misère a son influence, mais, à mon avis, assez restreinte. L'ouvrier de la grande industrie n'a pas de foyer ; sa femme est ouvrière comme lui. A l'aube, l'un et l'autre quittent leur logis aussitôt levés sans avoir pris aucune nourriture ; l'habitude du petit verre est la conséquence de cette inanition du matin, inanition rendue fatale par le travail de la femme hors de la maison, bien plus encore que par l'insuffisance du salaire. »

Rien n'est plus vrai, c'est l'énervement, le surmenage, l'usinisme, la suppression de la vie de famille, du foyer, qui pousse les classes ouvrières à l'alcoolisme, bien plus que la misère.

Ce n'est pas pour prolonger la force de travail que le prolétaire boit l'alcool ; après la sensation de bien-être, la surexcitation passagère qu'il produit, vient la dépression inévitable : l'ouvrier le sait... Il continue à boire. Il lui manque deux choses pour combattre le fléau : l'éducation d'abord, un idéal ensuite.

Si la misère était le seul facteur de l'alcoolisme, comment expliquer l'alcoolisme des classes riches et des petits bourgeois ?

« L'alcoolisme est une question sociale, non seulement dans ses conséquences, mais dans ses causes. Pour le supprimer, il faut rendre au peuple le goût et l'habitude des choses de l'intelligence, la préoccupation des intérêts généraux de l'humanité, le désir de jouer un rôle dans l'évolution de cette humanité : c'est la fonction de l'instituteur. Il faut ensuite donner à ce peuple le temps de cultiver son intelligence, de connaître la vérité et la beauté, l'arracher à la fatigue physique exagérée, lui donner la journée de huit heures : c'est le devoir du législateur. En dehors de cela, il n'y a que des palliatifs vains. »
(Professeur Augagneur.)

C'est exact. Mais cette insuffisance d'activité cérébrale, cette indigence, cette détresse intellectuelle, ce désœuvrement mental, nous paraissent être un effet du milieu économique ; c'est lui qui les fait

naître par le surmenage, le logement insalubre, la nourriture insuffisante, l'incertitude du lendemain, la crainte du chômage et le chômage lui-même.

Mais il y a aussi une autre cause à cette tendance déjà si forte pour l'alcool : c'est l'offre toujours plus grande du poison, c'est l'augmentation considérable du nombre des débits de boisson.

Or, la loi du 18 juillet 1880 permet de lutter contre cet envahissement ; l'article 9 est ainsi conçu : « Les maires pourront, les conseils municipaux entendus, prendre des arrêtés pour déterminer, sans préjudice des droits acquis, les distances auxquelles les cafés et débits de boissons ne pourront être établis autour des édifices consacrés à un culte quelconque, cimetières, hospices, écoles primaires, collèges ou autres établissements d'instruction publique. »

C'est en appliquant cet article, malheureusement trop ignoré, — volontairement ou non, — que la municipalité lyonnaise a pu réduire en une année le nombre des débits : 214 débits de boisson ont déjà disparu. La mesure est encore trop récente pour permettre de se rendre compte des effets sur la diminution de la consommation de l'alcool ; il est certain que l'extinction d'un nombre toujours plus grand de débits ne peut que faire réduire la consommation : en diminuant l'offre, on diminue sûrement la tentation.

En Norvège et en Suède, depuis l'application du système de Gottembourg, le nombre de débits et la consommation ont extraordinairement baissé. Voici les chiffres pour la Suède et la Norvège, avant et

après la loi de 1855 pour la Suède, de 1845-1848 pour la Norvège :

Suède :

	Avant la loi en 1855	Après la loi en 1856
Hectolitres d'alcool pur.	565.000	147.500
Impôt payé par la distillation.	967.000 fr.	6.500.000 fr.

Norvège (loi de 1845-1848) :

	Avant la loi en 1840	Après la loi en 1876	Après la loi en 1890
Consommation par habitant en alcool pur.	9 litres	4 litres	1 lit. 9

Suède :

	Avant la loi en 1855	Après la loi		
		en 1855	en 1885	en 1890
Consommation d'alcool pur par tête.	21 lit. 7	5 lit. 7	5 litres	4 lit. 2

Le 6 juillet 1894, le Parlement de Norvège modifiait ainsi la répartition des bénéfices à reverser par les compagnies qui détiennent le monopole de la vente de l'alcool : 15 p. 100 à la caisse communale ; 20 p. 100 à des sociétés de tempérance ou œuvres d'intérêt social ; 65 p. 100 à un fonds spécial géré par l'État et servant à la création de caisses de retraites pour la vieillesse (1).

Pendant que la consommation diminuait ainsi en Suède et en Norvège, elle augmentait en France dans des proportions effrayantes ; consommation totale d'alcool pur (2) :

Années . . .	1840	1852	1862	1872	1882	1892
Habitants. . .	34.174.000	35.954.000	37.518.000	38.100.000	37.180.000	38.450.000
Alcool en hectolit. . .	450.000	650.000	800.000	940.000	1.200.000	1.600.000

(1) Chiffres et renseignements du *Bulletin de l'Office du travail*, 1894.

(2) Chiffres et renseignements du *Bulletin de l'Office du travail*, août 1894.

Pendant ce temps, le contraire se produisait en Allemagne, grâce à la loi de 1887 qui a imposé de fortes surtaxes ; aux États-Unis, à Chicago, par exemple, où l'on a réduit le nombre des débits de 1 pour 150 habitants en 1882 à 1 pour 209 en 1893, et en portant de 260 francs à 2.500 francs les licences, le revenu municipal a passé de 1 à 15 millions.

En France, ces dispositions sont-elles possibles ? Il y a en jeu trop d'intérêts, bien peu dignes d'attention ; cependant la situation est telle qu'elle réclame des mesures sévères et urgentes.

Il nous semble que les surtaxes favorisent la fraude ; aussi acceptons-nous plus volontiers le monopole de fabrication, rectification et vente par l'État, en bouteilles spéciales, analogues à celles proposées par le système Alglave ; en même temps, élévation très forte des prix de vente. Le monopole ne devra pas être entrepris dans un but fiscal, mais dans un but social, c'est-à-dire avec l'idée de réduire de plus en plus la production et la consommation. Il est probable que le relèvement des droits agira peu sur la consommation, mais, dans tous les cas, il ne la fera pas augmenter ; il ne peut que produire des plus-values considérables. M. Guillemet, député, dans son projet tendant à donner à l'État seulement le monopole de la rectification, estime que les 2.051.550 hectolitres (moyenne nette des dix dernières années) consommés par an, donneraient un bénéfice de 900 millions. Il propose de prélever sur cette somme 5 p. 100 pour la lutte contre l'alcoolisme et le reste constituerait la caisse de retraites pour les travailleurs.

Toutes ces mesures, monopole absolu pour l'État, surtaxe considérable, dégrevements complets sur vin, café, thé, propagande antialcoolique dans les écoles, jointes à celles qui ont une importance primordiale aussi bien pour la lutte contre l'alcool que contre la tuberculose, amélioration des logements insalubres, journée de huit heures, augmentation des salaires, amèneraient certainement une rapide et considérable diminution de l'alcoolisme.

C'est donc le milieu, la société qui est la cause de l'alcoolisme des classes pauvres aussi bien que de l'alcoolisme bourgeois. Le jour où, par une juste répartition du travail, quel qu'il soit, physique ou intellectuel, chacun devra donner une somme normale d'activité productrice, sans surmenage ni fatigue, où chacun pourra réparer par une alimentation convenable les forces dépensées, où chacun enfin jouira d'un repos suffisant pour éliminer les déchets et toxines accumulés dans l'organisme pendant la période d'activité, ce jour-là, l'alcoolisme aura vécu.

Jusqu'à ce jour on pourra dire de l'alcoolique ce que M. Lavissee a dit de l'ivrogne : « Quand vous voyez un ivrogne, ne dites pas : *C'est une brute* ; mais dites : Dans cet homme, *je suis une brute*. »

*
* *

Il y aurait beaucoup à dire sur la morbidité et la mortalité de notre armée. Un récent article de la *Gazette de Cologne* sur la mortalité considérable de

l'armée française a produit dans notre pays une grande émotion; par les seules maladies, l'armée française métropolitaine aurait perdu 99.000 hommes depuis 1871 alors que l'armée allemande n'a eu que 13.000 décès.

Au Sénat, le ministre de la guerre, interpellé, dut déclarer qu'en effet deux maladies sont des plus meurtrières en France, la fièvre typhoïde et la tuberculose. En 1900, l'armée a perdu 600 hommes de fièvre typhoïde, contre 87 dans l'armée allemande. 1.415 hommes par tuberculose contre 129.

Pour résumer, l'armée française présente *deux fois plus de malades et cinq fois plus de décès* que l'armée allemande.

Ces différences considérables proviennent de plusieurs causes. D'abord du mode de recrutement. Alors que sur 10 hommes présentés au conseil de revision, l'Allemagne en incorpore 2, la France en incorpore 5.

Voilà le grand mal, surtout pour la tuberculose. Avec une population moindre que l'Allemagne, avec une natalité inférieure, on veut absolument en France avoir un nombre égal de soldats! Sur 1.270.000 conscrits d'une seule classe, le nombre des hommes incorporés est de 221.000 chez nos voisins, c'est-à-dire 22 hommes sur 120, tandis que dans notre pays, sur 393.774 conscrits (en 1899) le conseil de revision en recevait 209.000 soit 60 hommes sur 120.

Il est facile de comprendre que tout conscrit présentant une tare quelconque, tout candidat à la tuberculose est éliminé en Allemagne, tandis

qu'en France un grand nombre de suspects sont incorporés : ce sont ceux-là surtout qui augmentent la morbidité et la mortalité.

La conclusion s'impose : les conseils de revision doivent se montrer très sévères dans le choix des recrues, quitte à diminuer l'effectif dont le chiffre ne nous paraît pas intangible, au contraire.

Quant à la fièvre typhoïde, de grandes améliorations ont été apportées déjà en fournissant la plupart des casernes d'eau vraiment potable. Mais beaucoup resterait à faire pour rendre salubres ces immenses monuments. Il y aurait lieu d'étudier le transport des casernes à la campagne et leur transformation en camps, analogues à ceux de la Valbonne, Sathonay, etc.

Mais les agglomérations militaires ne sont pas seulement un danger pour elles-mêmes, elles sont aussi une menace pour la santé de la population civile. Alors que la loi sanitaire oblige les docteurs en médecine, les officiers de santé, les sages-femmes à la déclaration des maladies contagieuses, les médecins militaires ne sont pas astreints à la déclaration. Si bien qu'une épidémie peut ravager une caserne et s'étendre rapidement à la population civile, avant que le maire et le conseil d'hygiène non avisés aient pu prendre les mesures nécessaires pour l'enrayer. La loi est incomplète à ce sujet. Nous réclamons l'obligation de la déclaration pour les médecins militaires comme pour les médecins civils. Pourquoi ne l'accorderait-on pas ?

*
**

Avant de terminer, nous demandons avec Littré, Strauss, M. le professeur Courmont et le citoyen Édouard Vaillant, la création d'un Ministère de la santé publique. Nous voudrions que l'horrible budget de la mort soit réduit en faveur du budget de la vie ; en 1900, nous avons dépensé 972 millions pour la guerre et la marine et seulement 227 millions pour l'instruction publique et les beaux-arts. Quelle triste ironie des chiffres.

Le citoyen Vaillant a déposé sur le bureau de la Chambre une proposition de loi tendant à la création d'un *Ministère du travail et de la santé publique*. Nous ne pouvons mieux faire que de reproduire une partie de ses considérants auxquels nous souscrivons sans réserves :

« Nulle part, dit Vaillant, nous ne voyons mieux qu'ici l'intime union des questions de travail, d'hygiène, de médecine et d'assurance. La protection de la santé publique contre toutes les causes d'insalubrité, la surveillance des industries insalubres, des logements et des ateliers et chantiers ainsi que des installations agricoles, la sécurité de l'emploi des machines et appareils, l'application des prescriptions légales concernant le travail, ses conditions d'exercice, son éducation professionnelle, l'inspection médicale des écoles, celle des apprentis en vue du certificat d'aptitude physique, le service des épidémies et de la désinfection, le fonctionnement de l'as-

assurance sociale et, en attendant sa création, celui de l'assistance, le secours médical et pécuniaire du bureau de bienfaisance, les soins au domicile, au dispensaire ou à l'hôpital, ou à l'asile, ou à l'hospice, les institutions de prévoyance, d'invalidité et de retraite, tous ces éléments ne forment-ils pas un tout, un ensemble, dont rien ne peut être distrait et auquel la vie si incertaine, troublée, accidentée et misérable du prolétaire donne son unité ? (1) »

..

Nous voici arrivé au terme de notre étude ; certes, il nous aurait fallu traiter plus complètement telle ou telle question à peine entrevue... Mais il faut savoir se limiter.

Nous avons vu que, même en l'état de la société actuelle, il était possible d'atténuer considérablement les ravages de la maladie et de la mort. Aujourd'hui, si nous ne disposons pas à notre gré du bonheur, nous pouvons supprimer une grande part de malheur.

Cependant, pour vaincre ces terribles maladies sociales, la tuberculose, l'alcoolisme, la misère, la prostitution, il ne faut pas seulement s'attaquer aux manifestations du mal, aux symptômes, mais à la cause première ; nous la connaissons, c'est l'inégale répartition des richesses, c'est le capital : « L'ennemi

(1) VAILLANT : *Projet sur la création d'un Ministère du travail et de la santé publique*, mai 1903.

qu'il faut combattre, disait naguère Vandervelde, c'est le capitalisme sous ses formes diverses : capitalisme actif qui exploite le travailleur ; capitalisme passif qui vit de sa substance et que Wagner, dans son *Siegfried*, a admirablement et ironiquement symbolisé dans le monstre Fafner, accroupi sur son or :

« Ich lieg und besitze
Lass'mich schlafen ! (1) »

Je me repose et je possède, laissez-moi dormir ! Non, cela ne peut être. A tous ceux qui, comme nous, veulent pour les vaincus de la lutte sociale plus de justice et plus d'égalité, nous disons : Sus au monstre, réveillons-le pour le combattre.

(1) VANDERVELDE : *le Retour aux champs*, janvier 1902.

CONCLUSIONS

1° La France ne se dépeuple pas, elle présente seulement un faible accroissement de la population.

Le même phénomène se produit en Angleterre, aux États-Unis, en Allemagne, où la natalité baisse proportionnellement plus vite que dans notre pays ; ce mouvement de baisse de la natalité est général en Europe.

2° Les causes de notre faible natalité sont multiples et variées dans leurs effets, mais la cause première est d'ordre économique : c'est l'inégale distribution actuelle des richesses.

Le capital agit différemment sur les classes de la société, en les stérilisant ; toutes limitent le nombre de leurs enfants :

a) Les classes riches, pour ne pas diviser la fortune et la propriété ;

b) La petite bourgeoisie, le petit commerçant, le paysan petit propriétaire, pour soutenir la lutte contre le grand magasin, la grande propriété agricole ; ces enfants n'étant plus pour eux des auxiliaires

rémunérateurs mais des causes de dépense et d'affaiblissement ;

c) Dans les classes prolétariennes, les conséquences les plus graves de l'appropriation individuelle amenant la baisse de la natalité sont : d'abord le surmachinisme, qui, après avoir chassé l'homme du travail pour y pousser la femme et l'enfant, augmente le chômage, puis l'antagonisme entre l'ouvrier des champs et l'ouvrier des villes amené par la crise agricole et augmentant la crise industrielle. La femme devenue productrice de marchandises n'a plus ni le temps ni la possibilité de rester productrice d'hommes : la grossesse et la maternité, l'empêchant de gagner sa vie, la mettraient en état d'infériorité dans la lutte pour l'existence.

3° Le vrai remède à la dépopulation est d'ordre économique, comme la cause : il consiste en une modification profonde de la société dans le sens socialiste-communiste.

4° Dans l'état actuel de la société, aucun des remèdes invoqués ne peut être assez puissant pour permettre à notre pays de reprendre parmi les grandes nations le rang qu'il a perdu.

En présence de l'impossibilité d'augmenter la natalité, il faut diminuer la mortalité par l'application sévère de mesures d'hygiène sociale :

a) Protection de la femme gravide avant et après la grossesse : application stricte de la loi sur le tra-

vail des femmes et des enfants, ainsi que de la loi sur les accidents du travail :

b. Limitation pour tous de la journée de travail à huit heures, avec minimum de salaire :

c. Combattre la mortalité infantile et les maladies sociales, tuberculose, alcoolisme, syphilis, prostitution.

5° En se basant sur les résultats obtenus en Angleterre par l'application des mesures d'hygiène sociale, particulièrement contre les logements insalubres, on peut espérer sauver annuellement en France plus de 250.000 existences.

Vu :

LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,

V. AUGAGNEUR.

Vu :

POUR LE DOYEN :

L'Assesseur,

LACASSAGNE.

Vu et permis d'imprimer :

LE RECTEUR DE L'ACADÉMIE,

Président du Conseil de l'Université,

G. COMPAYRÉ.

BIBLIOGRAPHIE

Annuaire statistique de France.

ARISTOTE. — La Politique.

AUGAGNEUR (P.). — Discours lors du 25^e anniversaire de la Faculté de médecine, Lyon, 1902.

— Rapport au Conseil municipal, Lyon, mai 1903.

AMODRU. — Rapport à la Commission parlementaire d'hygiène publique, 1902.

D^r BARD. — *Bulletin de la Société d'économie politique de Lyon*, 1897.

BAUDRILLART. — Les populations agricoles de la France.

— Rapport sur les conditions des populations agricoles de Normandie.

BALESTRE ET GILETTA DE SAINT-JOSEPH. — *L'obstétrique*, janvier 1901.

BECCARIA. — Elementi di Economia politica.

BROUARDEL. — L'Infanticide.

BERTILLON (J.). — *Journal de la Société statistique de Paris*, 1901.

— *Revue internationale de Sociologie*, 1893.

Bulletin de l'Institut international de statistique.

— *de l'Académie de médecine*, 1902.

— *de l'Office du travail*, 1894 et 1895, 1900.

- D^r BOURNEVILLE. — Influence de l'alcoolisme des parents sur leurs enfants.
- FILIPPO BRIGANTI. — Esamè economico del sistema civile.
- CAUDERLIER. — Les lois de la Population et leur application à la Belgique.
- CHEYSSON. — *Réforme sociale*, 1891.
- *Revue politique et parlementaire*, 1896.
- CLÉMENCEAU. — La Mêlée sociale.
- Le grand Pan.
- COURMONT (J.). — *Questions d'hygiène et Presse médicale* ; la variole à Lyon.
- DAGAN (H.). — Superstitions politiques et phénomènes sociaux.
- D^r DELAUNAY. — *Revue d'hygiène*, 1880.
- D^r DECAISNE. — *Revue d'hygiène*, 1880.
- D^r DEFRAIN. — Variole et vaccination.
- DUMONT (A.). — Dépopulation et civilisation, 1890.
- M^{me} D^r DLUSKA. — Contribution à l'étude de l'allaitement maternel, thèse de Paris, 1894.
- D^r CYRUS EDBON. — *Journal des Economistes*, 1897.
- D^r ETIENNE. — *Annales d'hygiène*, 1897.
- GONNARD. — La dépopulation en France.
- GOYARD. — *Revue d'hygiène*, 1880.
- GUILLARD. — Eléments de statistique humaine ou de démographie comparée, 1855.
- GEBHARDT. — Rapport au Congrès de Berlin, 1899.
- GUYAU (M.). — L'irréligion de l'avenir.
- HENRI IV. — Edit du 8 avril 1599.
- D^r JACQUEMART. — *Revue d'hygiène*, 1880.
- D^r LACASSAGNE. — *Archives d'anthropologie criminelle*, 1900.
- P. LEROY-BEAULIEU. — *Economiste français*, 1897.
- D^r LETOURNEUR. — Thèse de Paris, 1897.
- LEVASSEUR. — La population française.
- LUNIER. — Note à l'Académie de médecine, février 1885.
- MALTHUS. — Essai sur les principes de population, 1797 et 1803.
- D^r MAUREL. — De la dépopulation de la France, Paris, 1896.
- *Bulletin de la Société d'anthropologie de Lyon*, 1901.

- MACQUART. — *Société d'anthropologie de Paris*, octobre 1901.
- MICHELET. — *La Femme*.
- D^r MALBEC. — *Tribune médicale*, juillet 1902.
- NICEFORO. — *La Revue Blanche*, 1902.
- NITTI. — *La population et le système social*, 1896.
- ORTÈS. — *Riflessioni sulla popolazione delle nazioni per rapporto all' economia nazionale*, 1790.
- D^r PAPILLON. — *Société d'économie sociale*, 1897.
- D^r PINARD. — *Bulletin de la Société de méd. et d'hyg. profes.*, 1895.
- PLANCHON. — *Bulletin de l'Académie de médecine*, n° 43, décembre 1902, p. 705.
- PLATON. — *La République*.
- D^r POINCARÉ. — *Traité d'hygiène industrielle*.
- PRÉVOST-PARADOL. — *La France nouvelle*, 1869.
- PORAK. — *Rapport à l'Académie de médecine*, décembre 1902.
- QUÉTELET. — *La physique sociale*.
- D^r QUINQUAND. — *Revue d'hygiène*, 1880.
- D^r ROMME. — *La lutte sociale contre la tuberculose*.
- RAYNAL. — *Journal officiel*, mai 1891.
- A. RENDU. — *Rapport du budget de l'assistance publique*, Paris, 1903.
- O. RECLUS. — *Géographie de la France*.
- F. ROUSSEL. — *Les murs qui tuent*, janvier 1903.
- RICCI. — *Riforma degli istituti pii della città di Modena*.
- RICHET (Ch.). — *Réforme sociale*, 1891.
- D^r SEAILLES. — *France médicale*, janvier 1897.
- SIMON (J.). — *Le travail*.
- D^r SACHNINE. — *La journée de huit heures*, Lyon, 1900.
- SISMONDI. — *Nouveaux principes d'économie politique*.
- SPENCER. — *Principes de biologie*.
- STRAUSS (Paul). — *La Croisade sanitaire*, 1902.
- STUART-MILL. — *Les Principes de l'économie politique*.
- Statistique sanitaire et démographique de La Havane*, 1901.
- TURQUAN. — *Réforme sociale*, 1895.
- *Bulletin de la Société d'anthropologie de Lyon*, 1902.

- D^r VARIOT. — Discours à la Sorbonne, novembre 1902.
- D^r VUILLERMÉ. — Comptes rendus de l'Académie des Sciences
morales et politiques.
- VAILLANT (E.). — Création d'un ministère du Travail et de la
Santé publique, mai 1903.
- VANDERVELDE. — Le retour aux champs, janvier 1902.
- WALDECK-ROUSSEAU. — Discours à la Commission extra-parle-
mentaire de la dépopulation, 22 janvier 1902.
-

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	iii
PRÉFACE	1
HISTORIQUE	3

PREMIÈRE PARTIE

§ I. — Population statique	13
§ II. — Mouvements de la population.	16
CHAPITRE PREMIER. — 1 ^{re} Émigration.	17
2 ^{re} Immigration	18
CHAPITRE II. — Nuptialité.	20
CHAPITRE III. — Natalité	23
CHAPITRE IV. — Mortalité	28
Mouvements de la population en France depuis 1881. . .	31

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE V. — Variations de la natalité.	34
Ses causes de décroissance, moyens de la relever . . .	34
CHAPITRE VI. — Variations de la mortalité	72
Mortalité infantile	90
Lutte contre la tuberculose	113
— — la fièvre typhoïde	131
— — la variole	133
— — l'alcoolisme	134
Morbidité et mortalité dans l'armée	141
Création d'un Ministère du travail et de la santé publique	144
CONCLUSIONS	147
BIBLIOGRAPHIE	151

LYON
IMPRIMERIE A. STORCK ET C.^{ie}
Rue de la Méditerranée, 8
